

PROVINCE DU MANITOBA

Rapport annuel et comptes publics

Pour l'exercice terminé
le 31 mars 2022



PROVINCE DU MANITOBA, RAPPORT ANNUEL ET COMPTES PUBLICS 31 MARS 2022

Reconnaissance du territoire

Nous reconnaissons que le Manitoba se trouve sur les territoires visés par un traité et sur les terres ancestrales des peuples anishinaabeg, anishinewuk, dakota oyate, denesuline et nehethowuk.

Nous reconnaissons que le Manitoba se situe sur le territoire des Métis de la Rivière-Rouge.

Nous reconnaissons que le nord du Manitoba comprend des terres qui étaient et sont toujours les terres ancestrales des Inuits.

Nous respectons l'esprit et l'objectif des traités et de la conclusion de ces derniers. Nous restons déterminés à travailler en partenariat avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis dans un esprit de vérité, de réconciliation et de collaboration.





**MINISTRE
DES FINANCES**

Palais législatif
Winnipeg (Manitoba) R3C 0V8
CANADA

Son Honneur l'honorable Janice C. Filmon, C.M., O.M.
Lieutenant-gouverneure de la province du Manitoba

Madame la Lieutenant-Gouverneure,

J'ai le privilège de vous présenter, à titre informatif, le rapport annuel de la province du Manitoba pour l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2022. Ce document complète le compte rendu des activités du gouvernement pour cet exercice. Le rapport comprend une récapitulation des résultats de l'exercice par rapport au budget du gouvernement. Il contient également des statistiques et des indicateurs de la santé financière de la province.

Le présent rapport annuel contient le rapport de fin d'année, le rapport d'analyse des états financiers de la direction, les états financiers sommaires et les rapports prévus dans les comptes publics.

Le ministre des Finances,

Original signé par Cameron Friesen

Cameron Friesen

Cabinet du ministre des Finances
Septembre 2022

TABLE DES MATIÈRES

6

Où va votre argent?
Aperçu des recettes et des dépenses

7

Introduction au rapport annuel

13

Résultats stratégiques et investissements
stratégiques dans l'infrastructure

14

Résultats stratégiques

24

Investissements dans l'infrastructure stratégique

26

Résumé de la réponse à la pandémie de
COVID-19 au Manitoba en 2021-2022

31

Comptes publics du Manitoba

33

Introduction aux comptes publics du Manitoba

34

Discussion et analyse des états financiers

41

Les risques et les incertitudes

44

Analyse des écarts et des principales évolutions

57

États financiers sommaires

119

Information fournie en vertu d'une
exigence prescrite par la loi

141

Glossaire des termes clés

OÙ VA MON ARGENT? LES RECETTES ET LES DÉPENSES EN UN COUP D'ŒIL



Une gestion financière prudente exige d'équilibrer plus de 20 milliards de dollars de recettes, y compris les recettes autonomes et les transferts fédéraux, avec les dépenses qui vont aux ministères et aux autres entités comptables.

Comme l'illustre le tableau ci-dessous, les recettes provinciales proviennent de 13 sources différentes et sont versées aux secteurs prioritaires par l'intermédiaire des ministères, à leurs organismes et aux entités financées par le gouvernement.

Les soins de santé représentent environ 39 % (ou 7,6 milliards de dollars) du budget total. La santé, l'éducation et le soutien aux services sociaux et aux familles représentent près de 75 % du budget.

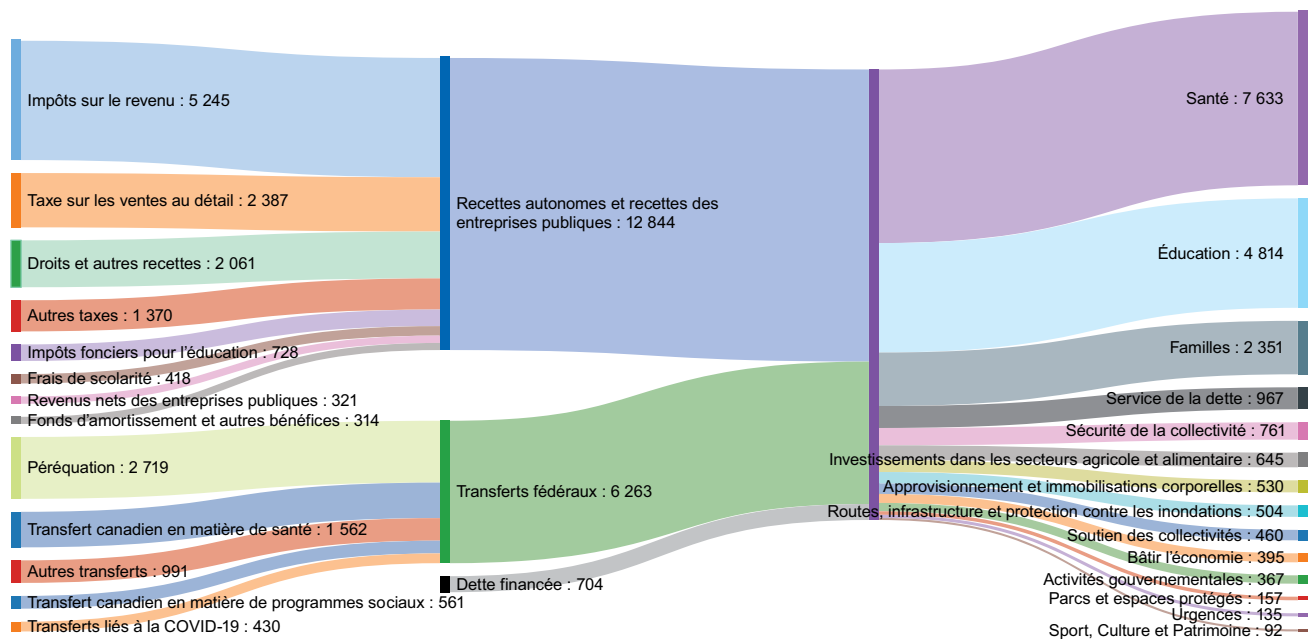
Une difficulté constante dans la gestion des dépenses est la dette provinciale nette, qui a augmenté à près de 29 milliards de dollars en 2021-2022 en raison de la pandémie de COVID-19, et qui nécessite des coûts annuels du service de la dette de 967 millions de dollars.

Recettes et dépenses du Manitoba, 2021-2022

Millions de dollars

Total des recettes (hors dette financée) : 19 107

Dépenses totales : 19 811



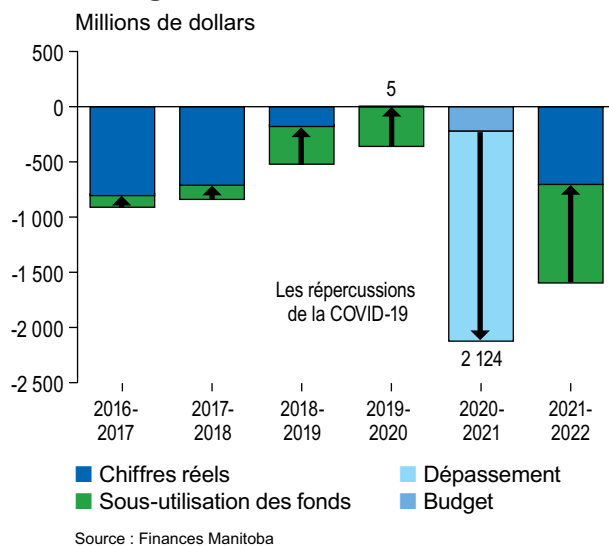
Source : Finances Manitoba

INTRODUCTION AU RAPPORT ANNUEL

Le rebondissement plus fort que prévu de l'économie, combiné à une gestion financière prudente, a permis d'améliorer les résultats financiers du Manitoba pour 2021-2022, par rapport à l'exercice précédent et au budget.

La situation financière sommaire de la province en date du 31 mars 2022 est une perte nette de 704 millions de dollars, soit une amélioration de 1 420 millions de dollars par rapport au déficit de 2 124 millions de dollars de l'exercice précédent et une amélioration de 893 millions de dollars par rapport au déficit de 1 597 millions de dollars prévu au budget de 2021-2022.

Plan budgétaire et chiffres réels



Malgré les incertitudes et les risques qui persistent, le redressement notable par rapport au budget est dû à une amélioration beaucoup plus forte que prévu dans un certain nombre de secteurs économiques au Manitoba, à la suite de la pandémie de COVID-19.

Les recettes autonomes provinciales ont été supérieures de 1 milliard de dollars à celles de l'exercice précédent, en raison d'une augmentation importante des remises d'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises. Les autres recettes fiscales provinciales ont augmenté par rapport à l'exercice précédent.

En raison d'un transfert canadien unique de 145 millions de dollars en matière de santé, d'un nouveau financement pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et du Programme d'aide en cas de sécheresse d'Agri-relance, les transferts fédéraux ont été supérieurs au budget.

Les recettes des entreprises publiques ont été inférieures de 529 millions de dollars aux prévisions budgétaires, en grande partie en raison d'une perte nette de revenus à Manitoba Hydro, les niveaux d'eau ayant été affectés par la grave sécheresse des mois d'été en 2021.

Le total des recettes sommaires par rapport aux prévisions du Budget 2021 a été de 1 269 millions de dollars plus élevé que prévu.

Les dépenses avant le service de la dette ont été supérieures de 403 millions de dollars au budget, ou inférieures de 55 millions de dollars à l'exercice précédent.

Une importante partie des dépenses de l'exercice courant est due aux dépenses liées à la COVID-19, dont la réponse en matière de santé publique et de nombreux autres programmes de soutien.

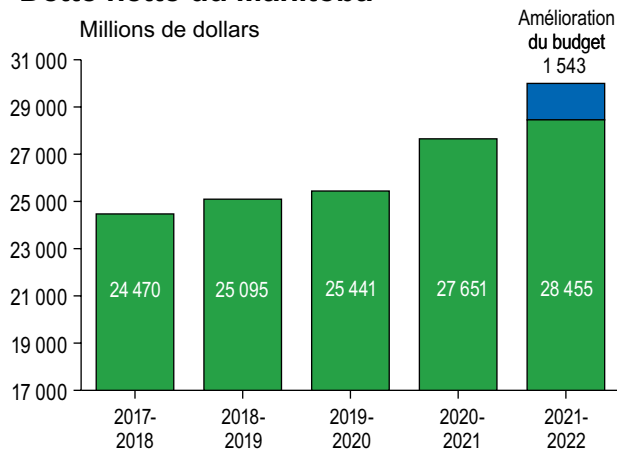
Aperçu des résultats financiers

	2022		2021		Écart	
	Budget mis à jour	Chiffres réels	Chiffres mis à jour	Budget	Budget	2021
(en millions de dollars)						
Recettes	17 838	19 107	17 744	1 269		1 363
Dépenses	18 441	18 844	18 899	403		-55
Service de la dette	994	967	969	-27		-2
Revenus nets (pertes nettes) sommaires	1 597	704	2 124	893		1 420
Dette nette	29 998	28 455	27 651	1 543		804
Ratio de la dette nette au PIB	0,399	0,357	0,38	-0,042		-0,023

La dette nette est une mesure importante de la viabilité budgétaire. Elle a été positivement influencée par l'amélioration de la situation financière. Pour l'exercice 2021-2022, la dette nette est de 28,5 milliards de dollars, soit une baisse de 1,5 milliard de dollars par rapport au budget, ou 5,1 %. La dette nette du Manitoba, en pourcentage de l'économie (PIB), est de 35,7 %, soit 4,2 points de moins que l'estimation budgétaire de 39,9 %.

Malgré la volatilité des marchés financiers et l'augmentation des besoins d'emprunt, les coûts du service de la dette ont été inférieurs de 27 millions de dollars à ceux prévus au budget, soit 967 millions de dollars.

Dette nette du Manitoba



Source : Finances Manitoba

Explication des résultats financiers de 2021-2022 : Situation financière

Avant d'entrer dans la pandémie COVID-19, le gouvernement a progressivement renforcé la situation financière du Manitoba. Le point culminant de plusieurs années de gestion financière prudente, avec l'accent mis sur l'investissement dans les solutions, a abouti à un budget équilibré au cours de l'exercice 2019-2020, le premier en 10 ans.

Les résultats financiers de l'exercice 2020-2021 ont été affectés sans précédent par la pandémie de COVID-19. Anticipant les répercussions continues de la COVID-19 sur l'économie, le Budget 2021 prévoyait près de 1,2 milliard de dollars en financement de contingence et de réponse à la COVID-19.

Ce financement a été presque entièrement alloué à la fin de février 2022 pour répondre aux répercussions causées par les variants Delta et Omicron sur la santé publique et l'économie.

Afin de s'assurer que l'on dispose de l'autorité nécessaire pour faire face aux répercussions imprévues de la COVID-19 jusqu'à la fin de l'année, une Loi portant affectation supplémentaire de crédit a été déposée en mars 2022 afin de fournir un pouvoir supplémentaire.

Autorisations de dépenser supplémentaires	Millions de dollars
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	75
Santé	50
Rajustements liés aux services internes	100
Total du pouvoir de dépenser supplémentaire	225

La Loi portant affectation supplémentaire de crédits comprenait également un pouvoir supplémentaire lié aux exigences en matière de dépenses découlant du nouvel Accord pancanadien sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, et pour s'assurer qu'un pouvoir suffisant était disponible pour répondre aux pressions financières en matière de santé.

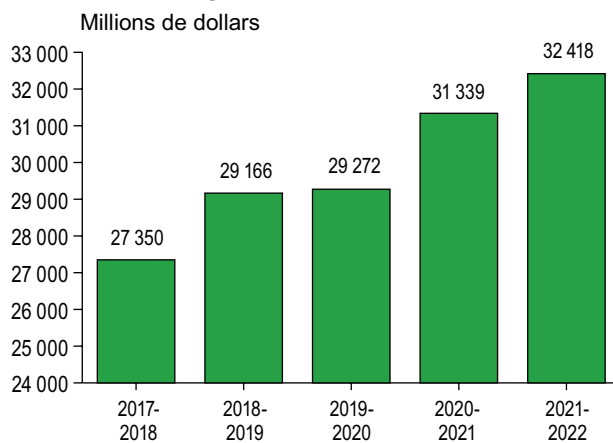
Au cours de l'exercice 2021-2022, les emprunts du Manitoba sont passés de 31,3 milliards de dollars à

32,4 milliards de dollars. Le Manitoba dispose d'un programme de gestion de la dette bien établi qui permet d'accéder aux marchés nationaux et internationaux.

Le programme offre au gouvernement du Manitoba une source de financement rentable tout en fournissant des liquidités adéquates.

L'élément clé de la stratégie de gestion de la dette de Finances Manitoba est l'utilisation d'instruments financiers pour gérer les risques, en se concentrant particulièrement sur les domaines de risque tels que l'atténuation de l'actif et du passif, les devises étrangères, les taux d'intérêt et le refinancement.

Total des emprunts du Manitoba



Source : Finances Manitoba

Bilan de l'exercice

L'exercice 2021-2022 a débuté alors que le Manitoba continuait de s'attaquer à la pandémie de COVID-19 et à la crise économique mondiale en cours.

Le Budget 2021 a jeté les bases d'un redémarrage sécuritaire de l'économie après son plus important ralentissement en plus de 40 ans.

Le Manitoba s'est concentré sur le programme de vaccination historique en cours, qui a permis d'administrer plus de 30 000 vaccins par jour à son apogée à l'échelle de la province, et plus de 80 % de la population manitobaine a reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19.

La campagne a permis de construire des super-sites dans les grands centres de la province, de cibler des cliniques éphémères dans les petites collectivités et de travailler avec des partenaires autochtones, des cliniques médicales et des pharmacies pour permettre à toute la population manitobaine de recevoir son vaccin et les doses de rappel subséquentes.

Le Budget 2021 a réservé 1,2 milliard de dollars précisément pour la réponse à la pandémie et 100 millions de dollars supplémentaires par l'intermédiaire d'un crédit supplémentaire en mars. Les dépenses totales liées à la réponse à la COVID-19 au cours de l'exercice 2021-2022 ont dépassé le milliard de dollars. Les détails des mesures de soutien aux entreprises fournies au cours de l'exercice financier sont présentés dans le Résumé de la réponse à la COVID-19 au Manitoba dans la section 2021-2022.

Le Manitoba a également renforcé son système de soins de santé au cours de l'exercice financier avec la création de deux ministères supplémentaires qui se concentrent sur la santé mentale et le bien-être communautaire, ainsi que sur les personnes âgées et les soins de longue durée.

En 2021-2022, le gouvernement a déployé d'importants efforts en vue de la réouverture progressive de services de soins de santé plus vastes et de l'élimination de l'arriéré des tests de diagnostic et des interventions chirurgicales. Le Manitoba a mis sur pied un groupe de travail qui s'est concentré sur des solutions pour répondre aux besoins continus de la population manitobaine en matière de soins de santé et a lancé des projets conjoints avec le secteur de l'enseignement postsecondaire et le programme d'immigration pour renforcer les besoins futurs en personnel dans les établissements de soins de santé. De plus amples détails sur la façon dont le système de soins de santé est renforcé se trouvent dans la section Résultats stratégiques.

Un ralentissement économique sans précédent était bien amorcé, mais de nouveaux obstacles sont survenus.

L'émergence du variant Omicron en décembre 2021, associée aux contraintes de la chaîne d'approvisionnement et aux conditions de sécheresse, a ralenti le rythme de la reprise économique.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été perturbées par les fermetures dues à la pandémie, ce qui a entraîné une hausse importante des prix des produits de base et des coûts des matériaux de construction, poussant les prix à la consommation à leur plus haut niveau en 40 ans.

Une grave sécheresse a frappé la majeure partie de l'Ouest canadien durant les mois d'été de 2021. Les volumes de production de plusieurs cultures essentielles du Manitoba ont considérablement diminué, car les agriculteurs ont dû lutter contre la sécheresse des sols. La production de blé et de canola a diminué de près de 30 %. La baisse de la qualité et du volume de la production agricole a entraîné une importante

augmentation du coût de l'alimentation du bétail pour les éleveurs. Cela a notamment eu pour effet d'augmenter le soutien apporté par les programmes d'aide gouvernementaux aux producteurs du secteur agricole. Le Programme d'aide en cas de sécheresse d'Agri-relance, un programme à frais partagés entre le Canada et le Manitoba (60-40 %), a versé près de 95 millions de dollars aux agriculteurs.

La sécheresse a aussi gravement affecté la capacité de Manitoba Hydro à produire de l'électricité au cours de l'exercice 2021-2022. Cela a entraîné une perte de plus de 400 millions de dollars dans le budget. Le Manitoba a également connu la saison des incendies la plus grave depuis 1989. Le coût total des activités de lutte contre les incendies s'est élevé à près de 100 millions de dollars.

Pour soutenir la reprise économique, le gouvernement a entrepris un certain nombre de projets. Notamment, 50 millions de dollars ont été investis dans un nouveau fonds de capital-risque et 45 millions de dollars ont été investis dans la formation professionnelle des travailleurs de tout le Manitoba.

Le gouvernement a signé une entente quinquennale avec le gouvernement fédéral afin d'améliorer l'abordabilité, l'accessibilité, la qualité et l'inclusion des services de garde d'enfants dans toute la province, en accordant la priorité aux collectivités qui en ont le plus besoin. Le Manitoba recevra 1,2 milliard de dollars sur cinq ans, dont 327 millions de dollars au cours des deux premières années.

Dans le cadre de l'élimination progressive de l'impôt foncier pour l'éducation, le gouvernement du Manitoba a accordé un remboursement de 25 % de l'impôt foncier pour l'éducation aux propriétaires de biens résidentiels et agricoles et un remboursement de 10 % aux propriétaires de biens commerciaux au Manitoba, ce qui a permis de rendre près de 250 millions de dollars à la population manitobaine.

Vous trouverez plus de détails sur les projets du gouvernement visant à stimuler l'économie du Manitoba dans la section Résultats stratégiques.

Lorsque l'invasion russe de l'Ukraine a commencé le 24 février 2022, le gouvernement du Manitoba a immédiatement promis de soutenir l'Ukraine. Étant donné que le Manitoba compte des milliers de citoyens d'origine ukrainienne, les Manitobains ont un lien fort et de longue date avec le peuple ukrainien.

Comme dans le cas de la réponse à la COVID-19, le gouvernement a rapidement mis en œuvre une approche pangouvernementale pour se préparer à l'arrivée de milliers d'Ukrainiens forcés de quitter leur pays. Le groupe d'intervention auprès des réfugiés ukrainiens a coordonné la planification opérationnelle détaillée d'une arrivée et d'une installation à grande échelle de réfugiés ukrainiens. L'une des premières mesures a été d'interpeller et de mobiliser rapidement la section manitobaine du Congrès des Ukrainiens Canadiens.

Explication des résultats financiers : Facteurs économiques

Au cours de l'exercice 2021-2022, de nombreuses régions de l'économie mondiale ont commencé à rouvrir leurs portes alors que le virus de la COVID-19 était maîtrisé. Au Manitoba, le redémarrage de l'économie a été géré par phases progressives en mettant l'accent sur les soins de santé, en fournissant des mesures de soutien aux secteurs vulnérables et en investissant dans l'économie pour créer des emplois.

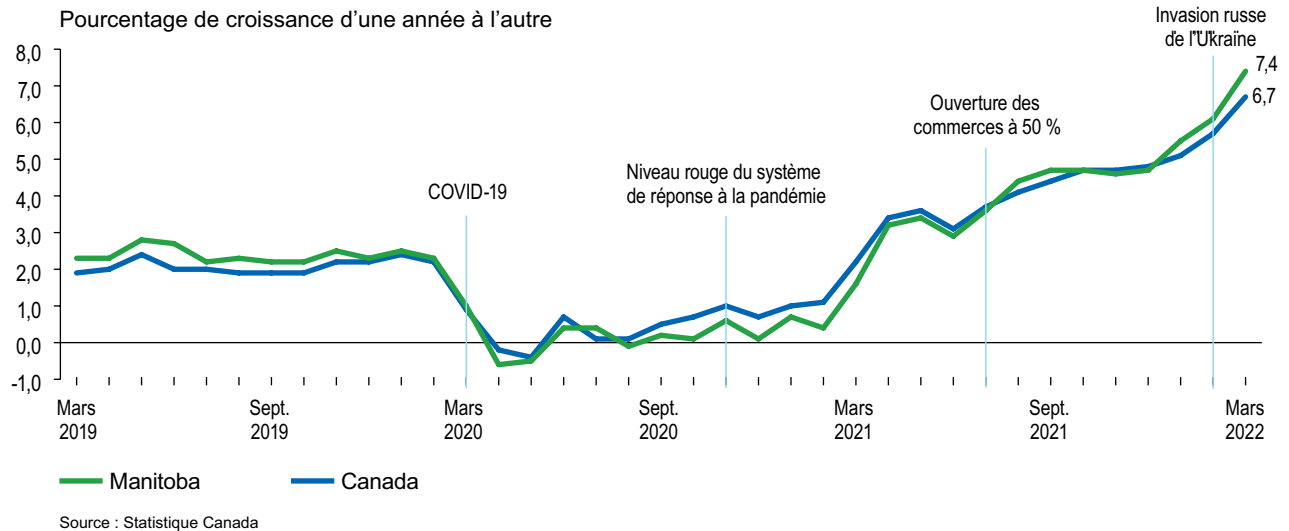
La demande des ménages et des entreprises a rapidement repris et a été beaucoup plus forte que prévu. Les contraintes actuelles de la chaîne d'approvisionnement se sont aggravées avec l'augmentation de la demande, ce qui a entraîné une hausse substantielle des prix mondiaux des produits de consommation et des produits de base.

L'inflation des prix à la consommation, mesurée par l'indice des prix à la consommation général de Statistique Canada, a augmenté de 3,3 % en 2021, soit un peu moins que la moyenne nationale de 3,4 %.

Le tableau suivant montre le rythme rapide de l'augmentation du taux d'inflation au Manitoba au cours de l'exercice 2021-2022. À mesure que davantage de secteurs de l'économie ont rouvert, le taux d'inflation d'une année à l'autre a rapidement augmenté, passant de 0,4 % en février 2021 à 3,2 % en avril 2022.

La pression inflationniste a continué d'augmenter à un rythme rapide pendant l'année, mais s'est accélérée au début de 2022 lorsque la Russie a envahi l'Ukraine. À la fin de l'exercice financier, en mars 2022, le taux d'inflation au Manitoba était estimé à 7,4 %, le plus élevé depuis mai 1983.

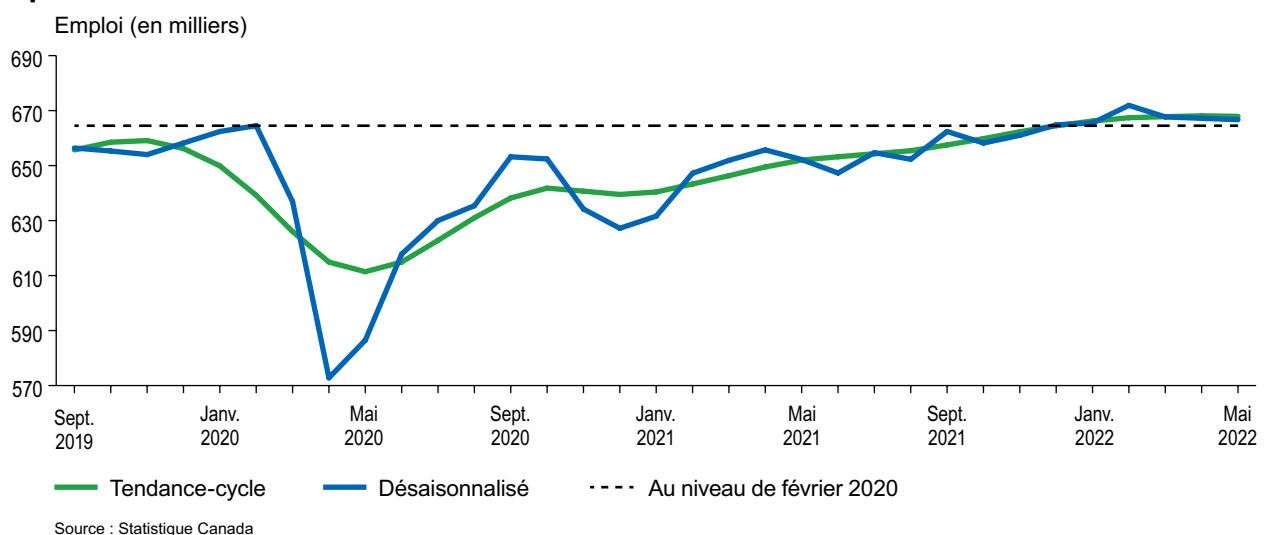
Indice des prix à la consommation général, Manitoba et Canada



Le marché du travail du Manitoba a rebondi positivement grâce à des conditions de demande plus fortes dans l'économie. L'emploi a augmenté de 3,6 % en 2021, dépassant les niveaux d'avant la pandémie en décembre 2021 avec 664 800 emplois

(+300 emplois par rapport à février 2020). Les niveaux d'emploi poursuivent leur trajectoire ascendante en 2022, comme le montre le tableau ci-dessous. Le taux de chômage du Manitoba était de 5,3 % en décembre 2021 - le deuxième plus bas au pays.

Niveau d'emploi au Manitoba, désaisonnalisé et tendance-cycle, septembre 2019 à mai 2022

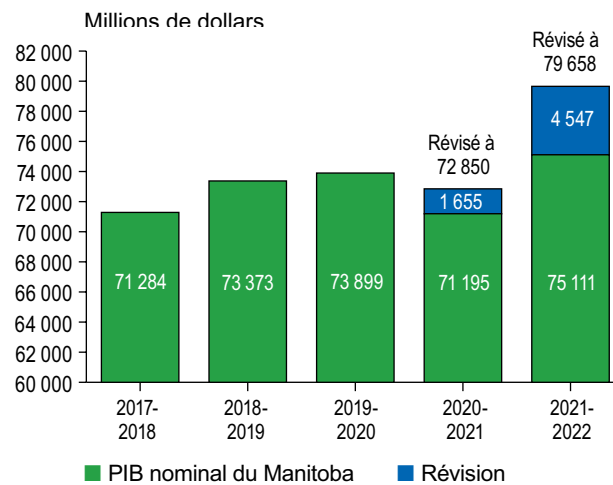


La rémunération des employés, un baromètre pour la croissance des recettes de l'impôt sur le revenu, s'est accélérée de 8,3 % en 2021, la deuxième plus forte augmentation annuelle jamais enregistrée. La hausse des prix des produits de base et des prix à la consommation a fait augmenter la valeur nominale de plusieurs indicateurs macroéconomiques, notamment les recettes monétaires agricoles et les ventes au détail.

Malgré la grave sécheresse et la baisse des volumes de production, les recettes monétaires agricoles ont été les plus importantes jamais enregistrées en 2021, dépassant de 1,4 milliard de dollars le record précédent établi en 2020. Les ventes au détail ont atteint un niveau record de 23,6 milliards de dollars, soit une hausse de 13,3 % par rapport aux ventes de 2020. Les ventes du secteur manufacturier ont augmenté de 14,2 % en 2021 et ont encore progressé de 15,8 % au cours des cinq premiers mois de 2022.

En raison du rythme de croissance plus élevé que prévu des emplois et du revenu, la croissance du PIB nominal du Manitoba en 2021 a été révisée, passant de 5,5 % au moment du budget à 9,3 % actuellement.

PIB nominal du Manitoba



Source : Bureau des statistiques du Manitoba

Résultats stratégiques et investissements stratégiques dans l'infrastructure



RÉSULTATS STRATÉGIQUES

Rendre le coût de la vie plus abordable

Le gouvernement a entrepris des travaux importants au cours de l'exercice financier afin de mieux servir la population manitobaine et d'améliorer les résultats.

- Pour contribuer à cet effort, des investissements ciblés ont été consacrés au soutien de la reprise économique après les effets de la pandémie, à l'amélioration des trois secteurs prioritaires, soit la Santé, l'Éducation et les Familles, à l'octroi d'allègements fiscaux là où cela compte, à l'amélioration des pratiques de gestion financière et à la transformation continue du secteur public.
- Dans le cadre de l'élimination progressive de l'impôt foncier pour l'éducation, le gouvernement du Manitoba a accordé un remboursement de 25 % de l'impôt foncier pour l'éducation aux propriétaires de biens résidentiels et agricoles, et un remboursement de 10 % pour les biens commerciaux au Manitoba, ce qui a permis de rendre près de 250 millions de dollars à la population manitobaine.
- Étant donné que les propriétaires de biens résidentiels bénéficient du nouveau remboursement de l'impôt foncier pour l'éducation, et pour tenir compte de la réduction proportionnelle des compensations de l'impôt foncier pour l'éducation, le Manitoba a fixé les lignes directrices sur les augmentations de loyer annuelles à zéro pour cent pour 2022 et 2023. Si des améliorations matérielles sont apportées à une propriété, les propriétaires pourront toujours demander une augmentation de loyer supérieure à la ligne directrice. Le montant du remboursement de l'impôt foncier pour l'éducation reçu par les propriétaires sera pris en compte avant d'approuver une augmentation de loyer supérieure à la ligne directrice.
- Le Manitoba a éliminé la taxe de vente sur les services personnels, comme les coupes de cheveux et les services de salon.
- La Province a augmenté le seuil d'exemption d'imposition sur la santé et l'éducation postsecondaire (c.-à-d. l'impôt sur la masse salariale) de 1,5 million à 1,75 million de dollars et a augmenté le seuil du taux réduit de 3 millions à 3,5 millions de dollars, ce qui a profité à environ 1 100 employeurs manitobains, dont environ 240 ont été exemptés.
- Le Manitoba a élargi le crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs afin de permettre l'ajout de médias numériques et de contenu, comme le contenu téléchargeable, la maintenance et les mises à jour continues, ainsi que la gestion et l'analyse des données qui sont complémentaires au produit principal en cours d'élaboration.
- La Province a augmenté l'investissement maximal du crédit d'impôt pour capital de risque de petites entreprises, qui est passé de 450 000 \$ à 500 000 \$, ainsi que le crédit d'impôt maximal déductible de l'impôt sur le revenu du Manitoba pour une année donnée, qui est passé de 67 500 \$ à 120 000 \$, afin d'encourager l'investissement et d'améliorer l'accès au capital.
- Le gouvernement du Manitoba a instauré un nouveau crédit d'impôt pour frais d'enseignement remboursable de 15 %, jusqu'à concurrence de 1 000 \$ en fournitures (remboursement maximal de 150 \$), applicable aux achats de fournitures d'enseignement admissibles effectués par les enseignants et qui ne sont pas remboursés par leur employeur.
- Le Manitoba a réduit les frais d'immatriculation des véhicules de 10 % supplémentaires, à compter des renouvellements effectués après le 30 juin 2021.
- La Province a prolongé le crédit d'impôt pour l'expansion des entreprises dans les collectivités et le crédit d'impôt pour l'impression d'œuvres des industries culturelles d'un an, jusqu'au 31 décembre 2022, et a rendu permanents le crédit d'impôt pour les médias numériques interactifs et le crédit d'impôt pour l'édition.
- Le Manitoba a modifié la Loi sur les prestations de pension et son règlement d'application pour permettre aux personnes âgées de 65 ans et plus de débloquer entièrement les fonds des comptes immobilisés du Manitoba, comme les comptes de retraite immobilisés (CRI) et les fonds de revenu viager (FRV), et aux Manitobains et Manitobaines de tous âges ayant des fonds dans un CRI ou un FRV de débloquer les fonds dans le cas de certaines difficultés financières.

- Le taux d'intérêt sur les dettes fiscales administrées par la Province au taux préférentiel +3 % a été réduit.
- La Province a accordé des reports pour les remises de la taxe de vente du Manitoba et de l'impôt sur la masse salariale du Manitoba par les petites entreprises.
- La Société d'assurance publique du Manitoba a émis une troisième remise aux conducteurs en février 2022, pour un montant de 312 millions de dollars.
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, du Développement des compétences et de l'Immigration a été créé pour faire en sorte que l'éducation postsecondaire soit mieux reliée aux possibilités de travail et pour encourager une augmentation de l'immigration au Manitoba. Les principales stratégies du ministère sont les suivantes :
 - Le lancement de la Stratégie relative aux compétences, au talent et aux connaissances - En 2021-2022, le Manitoba s'est engagé à verser jusqu'à 275 millions de dollars, afin de soutenir les mesures prises dans le cadre de la stratégie et de créer le passage vers l'emploi et de meilleures possibilités économiques pour la population manitobaine. L'orientation stratégique consiste à établir des partenariats plus solides entre les établissements d'enseignement postsecondaire, les services d'immigration, de formation et d'emploi, et les besoins du marché du travail.
 - Le renforcement du Programme des candidats du Manitoba - En 2021, le Programme des candidats du Manitoba a reçu 6 275 demandes, soit le nombre le plus élevé de candidats depuis la création du programme. En février 2022, un Conseil consultatif sur l'immigration a également été créé pour examiner l'ensemble des programmes et des services d'immigration et formuler des recommandations qui s'appuient sur le succès du Programme des candidats du Manitoba. L'immigration favorise des collectivités et une économie fortes au Manitoba.

Bâtir notre économie

- Le ministère du Développement économique, de l'Investissement et du Commerce a investi 50 millions de dollars dans un nouveau fonds de capital-risque pour faire croître et rebâtir l'économie à mesure qu'elle se rétablit des répercussions de la pandémie. Le fonds donnera aux entreprises manitobaines l'accès dont elles ont tant besoin à du capital-actions, à des fonds d'innovation et à du capital de développement, ce qui permettra de créer et de conserver des emplois au Manitoba.
- Le ministère du Développement économique, de l'Investissement et du Commerce a investi 45 millions de dollars dans la formation professionnelle des chômeurs et des employés du Manitoba par l'intermédiaire de la Subvention canadienne pour l'emploi et des programmes de perfectionnement des compétences.
- Le Fonds de mise en valeur des ressources minières du Manitoba, administré par les Manitoba Chambers of Commerce, a versé 1,8 million de dollars à des projets qui soutiennent des projets de mise en valeur des ressources minières et économiques dans le Nord et dans toute la province. Grâce à ce fonds, des collectivités et des entreprises — qui comprennent des groupes autochtones, des municipalités et des organismes sans but lucratif — pourront présenter des demandes de financement. L'aide financière accordée pourrait prendre la forme de subventions ponctuelles en vue d'activités favorisant la promotion de nouvelles possibilités d'exploitation minière et la conclusion d'ententes de collaboration avec les Premières Nations en vue de l'exploitation des ressources.
- En mars 2022, le ministère des Ressources naturelles et du Développement du Nord a annoncé la création d'un nouveau programme de 2,5 millions de dollars sur les pêches durables et la certification, qui s'appuie sur de nombreux investissements antérieurs pour soutenir les pêches commerciales et faire des progrès pour assurer la durabilité et la certification des précieuses pêches commerciales du Manitoba.

Investir dans nos collectivités

- Le ministère de l'Agriculture a octroyé 9,2 millions de dollars par l'intermédiaire du programme Partenariat canadien pour l'agriculture-Ag Action Manitoba afin de soutenir 41 entreprises pour leurs projets d'immobilisations et d'équipement, ce qui a permis de mobiliser 128,8 millions de dollars en capitaux du secteur privé et de créer 150 emplois dès l'achèvement du projet et 359 autres emplois qui devraient s'ajouter d'ici trois ans.
- Le ministère de l'Agriculture a octroyé près de 95 millions de dollars par l'intermédiaire des Fonds de secours aux victimes de catastrophes d'Agri-relance en 2021-2022 pour répondre à la sécheresse dévastatrice qu'a connue le Manitoba. Cela a permis aux producteurs d'acheter et de transporter de la nourriture pour animaux ou de déplacer leurs animaux vers une autre source d'alimentation.

- Le ministère de la Justice a distribué plus de 2,5 millions de dollars provenant du Fonds de confiscation des biens obtenus ou utilisés criminellement et du Fonds fédéral des produits de la criminalité. Ce réinvestissement des produits de la criminalité a permis de soutenir plus de 20 organismes différents à travers le Manitoba dans leurs efforts de soutien aux victimes d'actes criminels, de prévention et de réduction de la criminalité. Les projets financés en 2021-2022 comprenaient de l'équipement de sécurité et d'opérations tactiques de la police, des trousseaux de soins traumatologiques, de la formation et de l'équipement de premiers soins, des outils pour contrer l'exploitation des enfants en ligne et des dispositifs de dépistage pour appuyer les enquêtes sur la conduite avec facultés affaiblies.
- Le ministère de la Justice a émis une obligation à impact social pour réduire la présence des jeunes dans le système judiciaire par l'intermédiaire de Marymount Inc. Ce programme s'adressera à 45 jeunes de Winnipeg et de Thompson et offrira des services globaux selon une perspective autochtone.
- Le ministère de la Justice a étendu son soutien à la mobilisation communautaire à deux autres collectivités, soit la ville de Morden et la Première Nation Waywayseecappo, ce qui porte à 14 le nombre total de projets de mobilisation communautaire au Manitoba.
- Le ministère de la Justice a investi 2 millions de dollars en partenariat avec Manitoba Keewatinowi Okimakanak Inc. pour la création d'un pavillon de ressourcement pour les jeunes à Thompson. La première phase du pavillon de ressourcement permettra d'offrir un espace plus approprié aux lits de la Loi sur la détention des personnes en état d'ébriété ainsi qu'aux jeunes en garde ouverte. Le pavillon de ressourcement vise à faire progresser la réconciliation en donnant aux collectivités du Nord les moyens de servir les jeunes qui font face à de multiples obstacles d'une manière culturellement adaptée et en obtenant des résultats positifs en matière de réduction de la récidive.
- À ce jour, 64 des 103 projets proposés par le Manitoba dans le cadre du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, dont le coût total s'élève à 3,1 milliards de dollars, ont été approuvés et annoncés conjointement. De plus, le Manitoba s'est engagé à verser 350 millions de dollars supplémentaires sur quatre ans pour améliorer les écoles existantes d'ici 2024 et à construire 20 nouvelles écoles dans les collectivités manitobaines d'ici 2027, soit deux ans plus tôt que l'engagement initial.
- Le ministère des Relations avec les municipalités a investi 137 millions de dollars dans le financement de l'infrastructure stratégique de la ville de Winnipeg et des municipalités afin de respecter l'engagement permanent du Manitoba en matière d'investissements stratégiques. Une importante partie de ces investissements concerne la modernisation des systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées nécessaires à la croissance de l'économie et à la protection de l'environnement, y compris les paiements anticipés pour le Centre de contrôle de la pollution de l'eau de North End à Winnipeg.
- Le ministère des Relations avec les municipalités a investi 21,4 millions de dollars dans le programme Équipe verte et le Programme de création de collectivités durables pour aider les organismes communautaires et les municipalités à se remettre de la pandémie et à accroître l'activité économique dans les collectivités locales afin de favoriser la reprise économique du Manitoba. Cela représente une augmentation combinée de 150 % par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.
- Le ministère des Relations avec les municipalités a versé 1,1 million de dollars dans le cadre du programme de prestation des services municipaux afin d'aider les municipalités et les districts de planification à effectuer des examens de la prestation des services en fonction de l'optimisation des ressources, ce qui permettra aux municipalités de réaliser des économies qui pourront être réinvesties localement.
- Le ministère du Transport et de l'Infrastructure a mis en œuvre un programme d'immobilisations de 443 millions de dollars pour des projets relatifs aux routes, à l'eau, aux aéroports et aux canaux dans toutes les régions de la province, y compris les améliorations pluriannuelles apportées à l'autoroute périphérique (RPGC 100/RPGC 101), afin de la rendre conforme aux normes d'une autoroute à accès entièrement contrôlé qui soutient la plaque tournante du commerce international grâce à une gestion plus sécuritaire et plus efficace de la circulation.
- Le ministère des Transports et de l'Infrastructure a élaboré un projet de réseau commercial en déterminant les principales routes qui favorisent la circulation efficace des marchandises à destination et à l'intérieur du Manitoba et en planifiant des investissements pour

étendre le réseau de routes pouvant supporter des charges plus lourdes.

- Le ministère des Transports et de l'Infrastructure a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre du Programme d'atténuation des catastrophes et de préparatifs d'urgence, qui appuie les investissements des municipalités dans des projets visant à mieux se préparer aux catastrophes naturelles, aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux changements climatiques, et à en atténuer les effets.
- Le ministère de la Réconciliation avec les peuples autochtones et des Relations avec le Nord a lancé 34 nouveaux projets d'immobilisations pour améliorer le traitement de l'eau et des eaux usées, accroître la sécurité sur les routes, améliorer le drainage, moderniser les bâtiments municipaux et étendre la gestion des déchets solides dans les collectivités du Nord. Cet investissement a permis de remédier à un avis d'ébullition de l'eau à long terme dans une collectivité des Affaires du Nord, qui était en place depuis juin 2015.
- Le ministère de la Réconciliation avec les peuples autochtones et des Relations avec le Nord s'est efforcé de respecter les engagements financiers pris dans le cadre du projet Opération retour au foyer afin de remédier aux répercussions de l'inondation d'Interlake en 2011. Tous les projets d'infrastructure de logement ont été achevés cette année, et tous les nouveaux logements ont été entièrement attribués dans quatre collectivités, permettant ainsi aux membres de la collectivité de rentrer chez eux.
- En partenariat avec les gouvernements et les organismes autochtones, les gouvernements fédéral et municipaux et le Centre national pour la vérité et la réconciliation, le ministère de la Réconciliation avec les peuples autochtones et des Relations avec le Nord a créé le Conseil des Premières Nations, des Inuits et des Métis de la rivière Rouge, dont l'objectif est de mettre en place des structures et des ressources qui améliorent les recherches dirigées par les collectivités pour trouver les lieux de sépulture des enfants décédés dans des pensionnats autochtones.
- Le ministère de la Réconciliation avec les peuples autochtones et des Relations avec le Nord a fourni 2,5 millions de dollars aux gouvernements et aux organismes autochtones pour qu'ils élaborent conjointement des approches fondées sur les distinctions et dirigées par des Autochtones afin de trouver et de

commémorer les enfants disparus et de promouvoir la guérison collective et les mesures de réconciliation.

- Le ministère de la Réconciliation avec les peuples autochtones et des Relations avec le Nord a investi 1,1 million de dollars dans l'Initiative d'alimentation saine dans le Nord afin de soutenir les projets de sécurité alimentaire dans le Nord, et il a fourni un financement additionnel ponctuel de 193 000 \$ aux partenaires régionaux de l'Initiative pour aider à atténuer les pressions aiguës sur la sécurité alimentaire dans le nord du Manitoba en raison de la pandémie de COVID-19.
- Le ministère de la Réconciliation avec les peuples autochtones et des Relations avec le Nord a versé environ 3 millions de dollars à 11 organismes autochtones et du nord du Manitoba pour soutenir les principaux services offerts aux Autochtones et aux autres résidents du nord du Manitoba.

Moderniser le gouvernement

- La mise en œuvre du tableau de bord équilibré au sein du gouvernement s'est poursuivie au cours de l'exercice 2021-2022. Le premier tableau de bord public du Canada demeure actif, puisque plus de 5 553 utilisateurs ont accédé à près de 20 500 pages sur le tableau de bord public de Le Manitoba évalue les progrès (mbmeasuringprogress.ca) entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022.
- Pour la première fois dans la version actualisée du budget complémentaire, 244 mesures de rendement ministérielles ont été élaborées et publiées. Le budget complémentaire remanié est fondé sur les pratiques exemplaires d'autres administrations canadiennes et est intégré aux tableaux de bord prospectifs, ce qui permet d'harmoniser la stratégie et les programmes au sein de tous les ministères.
- Le rapport annuel 2021-2022 modernisé du ministère fait état des principales mesures de rendement et montre l'amélioration de la responsabilisation et de la transparence du gouvernement. Les résultats et les mises à jour des mesures de rendement sont publiés dans les rapports annuels des ministères.
- La Commission de la fonction publique a mis en œuvre la politique sur les conditions de travail souples. Les objectifs de la politique comprennent la contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la congestion routière et de la pollution atmosphérique, à l'appui des objectifs du gouvernement en matière de faibles émissions de carbone en vertu de la Loi sur le Plan vert et climatique.

Réponse face à la pandémie de COVID-19

- Le Groupe de travail sur la mise en œuvre du programme de vaccination du Manitoba a établi des super-sites et des cliniques éphémères dans tout le Manitoba, et a envoyé des équipes de vaccination ciblée dans les foyers de soins personnels, les hôpitaux et les cliniques du Manitoba pour vacciner plus de 80 % de la population manitobaine. Le Groupe de travail sur la mise en œuvre du programme de vaccination a collaboré avec des médecins et des pharmaciens pour élargir leurs capacités afin d'offrir aux citoyens un accès plus pratique aux vaccins contre la COVID-19.
- Le ministère de la Réconciliation avec les peuples autochtones et des Relations avec le Nord, en collaboration avec les offices régionaux de la santé, a soutenu la vaccination prioritaire des personnes vivant dans le Nord et dans les collectivités isolées grâce à des super-sites, des centres de vaccination et des cliniques éphémères locales, par l'intermédiaire d'équipes de vaccination ciblée, et a investi près de 6,9 millions de dollars pour soutenir et élargir le rôle des cliniques autochtones en milieu urbain, et d'autres efforts de sensibilisation visant à augmenter les taux de vaccination contre la COVID-19 au sein des Premières Nations, des Métis et des Inuits.
- Le 8 juin 2021, Santé Manitoba a commencé à délivrer des cartes d'immunisation du Manitoba au public. Au 31 mars 2022, le ministère avait distribué 70 447 cartes d'immunisation numériques; 1 101 693 cartes d'immunisation sur support numérique ou physique; et 445 367 certificats de vaccination pancanadiens.
- Les tests antigéniques rapides de dépistage de la COVID-19 ont été mis gratuitement à la disposition du public dans des lieux communautaires, comme les pharmacies et les bibliothèques de la province.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a fourni 63 millions de dollars pour l'année scolaire 2021-2022 par l'intermédiaire du Fonds pour la sécurité dans les écoles afin de soutenir la santé mentale et le bien-être des élèves et du personnel scolaire et a mis en œuvre 274 projets d'amélioration de la ventilation dans les écoles.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a fourni 3,3 millions de dollars pour la Subvention d'aide aux parents pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants dans le cadre de la pandémie de COVID-19 afin d'aider les établissements de garde d'enfants agréés à offrir des services de garde aux fournisseurs de services essentiels et aux autres parents qui ont besoin de services de garde.
- Le ministère des Finances a versé 295 millions de dollars en subventions transitoires sur deux ans aux entreprises et aux organismes sans but lucratif, 11 millions de dollars pour le Programme manitobain de congés de maladie payés pour les travailleurs touchés par la COVID-19 et 15 millions de dollars pour le Programme de soutien du secteur.
- Le ministère des Familles a fourni plus de 4,5 millions de dollars en 2021-2022 pour répondre aux besoins liés à la pandémie de COVID-19 dans le secteur de l'itinérance et a versé plus de 4 millions de dollars pour veiller à ce que 270 jeunes vulnérables dont la prise en charge se termine continuent de recevoir des prestations et du soutien.
- Le ministère du Développement économique, de l'Investissement et du Commerce a travaillé en collaboration avec les intervenants pour aider les entreprises manitobaines à faire face aux répercussions de la pandémie de COVID-19 et à s'en remettre. Divers programmes financiers ont été élaborés de concert avec l'industrie, y compris ce qui suit :
 - Un montant supplémentaire de 2 millions de dollars a été accordé aux Manitoba Chambers of Commerce pour élargir le programme d'aide aux restaurants avec service de salle à manger en partenariat avec la Manitoba Restaurant and Foodservices Association. Le programme a aidé les restaurants à réorienter leurs activités vers un modèle de livraisons pendant les périodes de restrictions de la pandémie.
 - En partenariat avec Economic Development Winnipeg et les Manitoba Chambers of Commerce, le programme de subvention Retrain Manitoba a été lancé. Celui-ci compte une enveloppe de 12,5 millions de dollars destinée au perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre, qui permettra de passer à la prochaine étape de la relance économique après la pandémie de COVID-19.
 - Les Manitoba Chambers of Commerce ont également lancé un programme de subventions de 15 millions de dollars dans le cadre de la Digital Manitoba Initiative, afin d'aider les entreprises à s'adapter à la demande croissante de leurs services et à améliorer leurs compétences numériques dans une économie qui se fait de plus en plus en ligne.

- Les programmes de subvention salariale de secours (Programme du Manitoba pour l'embauche de personnel en bonne santé et Programme manitobain pour les premiers emplois) en raison de la COVID-19 ont fourni 37 millions de dollars de financement à plus de 3 200 employeurs uniques pour près de 15 000 employés.
- S'appuyant sur les modifications apportées l'exercice précédent au Code des normes d'emploi pour ajouter des dispositions relatives aux congés d'urgence pour des raisons de santé publique, le congé avec protection de l'emploi a ensuite été étendu aux employés qui doivent s'absenter du travail parce qu'ils sont vulnérables à la COVID-19 en raison d'un état pathologique sous-jacent, d'un traitement médical en cours ou d'une autre maladie, et aux employés qui souffrent d'effets secondaires après avoir reçu un vaccin contre la COVID-19. Des modifications supplémentaires permettent aux employés de prendre jusqu'à trois heures de congé payé par l'employeur pour chaque fois que l'employé est vacciné contre la COVID-19.
- Le ministère des Relations avec les municipalités a investi 3,2 millions de dollars sur deux ans pour permettre aux municipalités d'avoir accès à des fonds, à une formation accélérée et à un réseau de coordination provincial afin de soutenir l'application locale efficace des ordonnances de santé publique relatives à la COVID-19. Une subvention supplémentaire de 68 000 \$ a été accordée à Centraide Winnipeg pour le service 211 Manitoba, et au Transportation Options Network for Seniors (TONS) pour assurer le transport des personnes âgées et d'autres personnes à mobilité réduite vers et depuis les sites de vaccination contre la COVID-19.
- Le ministère des Sports, de la Culture et du Patrimoine a investi 6 millions de dollars dans le cadre de la phase II du Fonds pour la durabilité des arts afin de soutenir la reprise économique des organismes artistiques et culturels du Manitoba.

Les soins de santé et les Manitobains vulnérables

- Le ministère de la Santé a commencé son investissement historique de 812 millions de dollars dans la construction, l'expansion et la rénovation d'établissements de soins de santé dans toute la province, à l'appui du Plan de services cliniques et préventifs du Manitoba. Les établissements de soins de santé nouveaux, agrandis et rénovés permettront d'améliorer l'accès aux services et les soins, et comprendront :
 - l'ajout et la rénovation du Centre de santé régional de Brandon, y compris 30 nouveaux lits, une nouvelle unité de soins intensifs et une unité néonatale rénovée et agrandie;
 - la rénovation et l'agrandissement au Western Manitoba Cancer Centre de 7 000 pieds carrés comprenant des salles d'examen et des espaces de traitement supplémentaires, ainsi qu'un nouvel accélérateur linéaire médical;
 - l'extension des services de l'Hôpital général Lakeshore à Ashern;
 - la construction de nouveaux hôpitaux à Neepawa et à Portage-la-Prairie;
 - des travaux de rénovation au Centre de santé régional Dauphin pour augmenter la capacité d'accueil des patients hospitalisés et permettre la réalisation de 300 endoscopies et interventions chirurgicales supplémentaires annuellement;
 - l'agrandissement du Centre de santé régional de Selkirk pour jouer un rôle accru dans le programme provincial de chirurgie - augmentation de 30 lits de soins actifs et augmentation du nombre de procédures chirurgicales.
- En décembre 2021, le gouvernement du Manitoba a mis sur pied le Groupe de travail sur le rétablissement des services chirurgicaux et diagnostiques afin de traiter des listes d'attente relatives aux interventions chirurgicales et aux diagnostics, ainsi que des services connexes touchés par la pandémie de COVID-19. Grâce à l'augmentation de la capacité, à des conventions d'achat de services et à d'autres démarches créatives, les recommandations du groupe de travail permettent de réduire l'arriéré et les temps d'attente. Les volumes de services pour une sélection de services, y compris la chirurgie de la cataracte et les chirurgies de remplacement de la hanche et du genou, s'améliorent et font l'objet de rapports mensuels sur le site Web public des temps d'attente du Manitoba.
- Le ministère de la Santé a achevé la construction et assuré l'occupation de deux nouveaux foyers de soins personnels. Rest Haven dans la collectivité de Steinbach, avec 143 chambres individuelles, et Boyne Lodge dans la collectivité de Carman, avec 106 chambres individuelles.
- Le ministère de la Santé a mis en place deux nouveaux programmes pour payer les moniteurs de glycémie avancés et les pompes à insuline pour les personnes

âgées de 25 ans et moins. Ces deux nouveaux programmes de soutien aux personnes diabétiques permettront à 200 Manitobains et Manitobaines de plus d'utiliser des pompes à insuline sans frais initiaux dans le cadre de ce programme.

- Le ministère de la Santé a commencé la première partie de la construction du réaménagement en plusieurs étapes du service d'urgence de l'Hôpital Saint-Boniface, qui permettra d'agrandir la taille du service et d'accroître la capacité d'accueil des patients.
- Le programme manitobain d'aide aux victimes d'agression sexuelle et de violence conjugale du ministère de la Santé s'appuiera sur le programme des infirmières examinatrices des cas d'agression sexuelle (SANE) de Winnipeg. Dans le cadre du nouveau programme, le Centre des sciences de la santé de Winnipeg deviendra la plaque tournante provinciale et le centre d'excellence du programme, avec des emplacements satellites initiaux établis à Brandon, The Pas et Thompson.
- Le ministère de la Santé a mis en œuvre l'administration de la couverture du programme manitobain de médicaments contre le VIH pour les thérapies antirétrovirales et pour la prophylaxie avant et après l'exposition.
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, du Développement des compétences et de l'Immigration a fourni 19,5 millions de dollars pour soutenir la création de 259 places en soins infirmiers dans tout le Manitoba et continue de travailler en partenariat avec les établissements d'enseignement postsecondaire sur un plan à plusieurs phases pour respecter l'engagement de 400 nouvelles places en soins infirmiers.
- Le ministère des Familles a lancé le projet de services de relève externes, d'une valeur de 4,8 millions de dollars, en partenariat avec St. Amant, afin de renforcer la résilience des familles et d'aider les enfants à rester en contact avec leur famille, leur collectivité et leur culture en leur offrant des services de relève externes à court terme. En outre, le projet pilote de 8 millions de dollars, d'une durée de deux ans, intitulé « programme de transition pour les enfants et les jeunes handicapés », offre aux familles qui s'occupent d'enfants ayant des besoins complexes la possibilité d'accéder à un soutien externe à plus long terme afin que les familles puissent conserver leur résilience et leur force.
- Le ministère des Familles a fourni 400 000 \$ à Abilities Manitoba pour administrer le Fonds pour l'innovation et la transformation, qui vise à renforcer la capacité du

secteur des Services d'intégration communautaire des personnes handicapées afin d'améliorer les services et les résultats pour les personnes qui reçoivent des services et du soutien.

- Le ministère des Familles a lancé l'allocation pour le logement Canada-Manitoba dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement bilatérale, qui offre un supplément au loyer transférable aux Manitobains vulnérables. Au cours de l'été 2021, le Manitoba a mené des consultations pour éclairer l'élaboration du deuxième plan d'action triennal (2022-2023 à 2024-2025) dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement. Un rapport sur ce que nous avons entendu a été publié sur le site Web de Logement Manitoba.
- Le gouvernement du Manitoba a nommé un nouveau ministre et un nouveau ministère des Aînés et des Soins de longue durée pour assurer la gérance de la mise en œuvre des 17 recommandations du rapport Stevenson. Ces recommandations comprennent des changements au niveau des établissements et des régions, ainsi que des recommandations concernant le commandement unifié en cas d'incident sanitaire et Santé Manitoba. Les travaux sont bien avancés dans quatre domaines clés : la sécurité des résidents, les compléments d'effectifs, la préparation à une pandémie et la communication avec les familles et le personnel.
- Le Budget 2021 prévoit une base de financement initiale de plus de 300 millions de dollars pour un nouveau ministère axé sur la santé mentale, le premier de l'histoire du Manitoba. Voici les faits saillants de la dernière année :
 - L'investissement dans l'expansion du programme provincial de prévention et de rétablissement en matière de troubles alimentaires de la Women's Health Clinic Inc., afin de soutenir un accès accru et de réduire les temps d'attente pour le traitement des personnes ayant besoin de services liés aux troubles alimentaires; le partenariat avec Centraide Winnipeg pour investir un total de 4,9 millions de dollars afin de soutenir 45 projets communautaires. Ce partenariat de financement a permis aux organismes communautaires de répondre à des besoins importants en ce qui concerne, notamment, les temps d'attente pour les consultations psychologiques et l'accès à des services de santé mentale et de lutte contre les dépendances culturellement adaptés.

- Renforcement des programmes d'alimentation en milieu scolaire en augmentant le financement du Child Nutrition Council of Manitoba. L'accès à des aliments nutritifs favorise la santé et le bien-être des élèves, des familles et des collectivités, et est essentiel pour permettre aux élèves de s'épanouir à l'école, ce qui leur donne la possibilité de poursuivre leurs études, d'obtenir un emploi et d'acquérir des compétences essentielles pour la vie.
- Les services intégrés à l'intention des jeunes (carrefours jeunesse) offrent un guichet de service unique accessible, où les jeunes et les jeunes adultes peuvent accéder à des soins primaires, à des services de soutien en matière de santé mentale et de lutte contre les dépendances et à d'autres services sociaux. Le ministère de la Santé mentale et du Bien-être de la communauté, en partenariat avec Centraide Winnipeg et des partenaires philanthropiques, a créé cinq autres carrefours jeunesse à Winnipeg, Brandon et Selkirk pour soutenir les jeunes et leurs familles.
- Nous avons soutenu l'expansion des services de télépsychiatrie d'urgence pour adultes et de stabilisation virtuelle en cas de crise. En 2020, six lits de stabilisation en cas de crise ont été transférés aux soins virtuels afin d'augmenter le soutien aux personnes en situation de crise, et des investissements ont été faits pour assurer la disponibilité continue de ces places en 2021. Le service de télépsychiatrie d'urgence pour adultes destiné aux collectivités rurales et des Premières Nations a été lancé en août 2021. En date du 31 mars 2022, le service était ouvert aux services d'urgence et aux postes de soins infirmiers de tout le Manitoba. Ce projet a permis d'améliorer l'accès aux soins psychiatriques d'urgence.
- Le renforcement des efforts de renoncement au tabac par le lancement, le 1^{er} avril 2022, de la première obligation à impact social liée à la santé pour le Manitoba - Arrêtez de fumer avec l'aide de votre pharmacien du Manitoba. De plus, en février 2022, le ministère de la Santé mentale et du Bien-être de la communauté a élargi le Programme de cartes et de counseling pour l'abandon du tabagisme à tous les offices régionaux de la santé, en mettant l'accent sur l'accès des Manitobains et Manitobaines à faible revenu.

Protéger l'éducation et les services de garde d'enfants

- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a conclu plusieurs nouveaux accords de financement avec le gouvernement fédéral concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants :
 - Signature, le 9 août 2021, de l'Accord Canada-Manitoba sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (2021-2026), d'une durée de cinq ans, assortie d'un plan d'action de deux ans visant à améliorer l'abordabilité, l'accessibilité, la qualité et l'inclusion des services de garde d'enfants dans toute la province, la priorité étant accordée aux collectivités qui en ont le plus besoin. Le Manitoba recevra 1,2 milliard de dollars sur cinq ans, dont 326,6 millions de dollars au cours des deux premières années.
 - Signature de l'Accord Canada-Manitoba sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants (2021-2025) élargi afin de continuer à élargir et à renforcer le système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants dans l'ensemble de la province en améliorant l'abordabilité, l'accessibilité, la souplesse, la qualité et l'inclusion des services de garde d'enfants. Cet accord prévoit l'investissement de près de 98 millions de dollars au Manitoba sur quatre ans, dont 15,5 millions de dollars pour 2021-2022.
 - Négociation de l'annexe sur le financement du personnel de la petite enfance pour 2021-2022, incluse dans l'Accord Canada-Manitoba sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, avec une allocation de fonds de 19,2 millions de dollars pour soutenir les stratégies de recrutement et de maintien en poste des éducateurs de la petite enfance, y compris l'augmentation des salaires.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a élargi l'admissibilité au Programme d'allocations pour la garde d'enfants en février 2022, en investissant 82,7 millions de dollars par an pour augmenter de 45 % les seuils de revenu dans le cadre du programme. Ce projet appuie l'un des principaux objectifs de l'Accord sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada est de réduire les frais de garde d'enfants de 50 % d'ici 2023, dans le but d'atteindre des frais moyens aux parents de 10 \$ par jour d'ici le 31 mars 2026.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a financé 458 nouvelles places en

garderie agréée dans des centres grâce à l'élaboration de nouveaux projets d'immobilisations communautaires et scolaires, et 233 nouvelles places en garderie familiale en milieu familial; il a également délivré trois lettres d'admissibilité à des sociétés pour soutenir l'aménagement de 196 nouvelles places en garderie dans les années à venir dans le cadre du programme de crédit d'impôt pour le développement des garderies.

- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a commencé la construction de deux nouvelles écoles à Waverley West, et quatre autres sont entrées dans la phase de conception afin que l'apprentissage se fasse près du domicile.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a fait appel à des milliers de partenaires en éducation, d'administrateurs, d'enseignants, de parents et d'élèves pour élaborer un plan d'action pour l'éducation de la maternelle à la 12^e année, lancé en avril 2022.
- Le plan d'action est une réponse redéfinie aux 75 recommandations de la Commission sur l'éducation de la maternelle à la 12^e année du Manitoba, axée sur l'accès à une éducation équitable et de qualité, la préparation des élèves à leur avenir, le soutien de l'excellence dans l'enseignement et le leadership, ainsi que le renforcement du système d'éducation publique au Manitoba.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a mis sur pied une équipe d'examen du financement de l'éducation chargée d'élaborer un nouveau modèle de financement afin que l'investissement dans l'éducation de la maternelle à la 12^e année soit équitable, juste et durable dans toute la province. Les consultations ont commencé en janvier 2022 pour le nouveau modèle qui devrait être en place pour l'année scolaire 2023-2024.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a alloué 78 millions de dollars aux divisions scolaires pour soutenir les pressions financières découlant du règlement des conventions collectives et d'autres programmes scolaires.
- Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance a mis en œuvre un nouveau Fonds des idées du personnel enseignant de 25 millions de dollars sur cinq ans qui a été annoncé en mars 2021 pour soutenir les idées novatrices des enseignants, du personnel et des dirigeants d'établissements scolaires afin de renforcer le soutien en classe et d'améliorer les résultats et le bien-être des élèves. En 2021-2022, 127 projets ont été soutenus.

Environnement et ressources naturelles

- Efficacité Manitoba a engagé plus de 32 millions de dollars pour soutenir des projets d'efficacité énergétique qui ont amélioré les résultats environnementaux, réduit les émissions, aidé l'industrie à être plus concurrentielle et réduit le coût de la vie pour la population manitobaine.
- Le ministère de l'Environnement, du Climat et des Parcs a effectué un investissement de 22 millions de dollars sur deux ans pour superviser la surveillance et l'entretien à long terme des mines orphelines et abandonnées au Manitoba. Cet investissement permettra de s'assurer que les vastes travaux d'assainissement de ces sites réalisés jusqu'à présent seront maintenus à l'avenir, améliorant ainsi la qualité de l'eau et la sécurité publique pour les collectivités environnantes.
- Parcs a fourni 1,2 million de dollars pour le programme d'efficacité énergétique pour le camionnage du Manitoba, qui offre des remises sur les améliorations apportées aux véhicules lourds pour économiser du carburant. Comme le secteur des transports est responsable de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre du Manitoba, cet investissement aura une incidence importante sur la réduction des émissions du Manitoba et la lutte contre les changements climatiques.
- Le ministère de l'Environnement, du Climat et des Parcs a versé 8,4 millions de dollars à des municipalités, des entreprises et des organismes pour soutenir la réduction des déchets et le recyclage. Cet investissement stratégique soutient les projets de recyclage et de compostage dans l'ensemble de la province, et réduit les déchets destinés aux sites d'enfouissement.
- Le ministère des Ressources naturelles et du Développement du Nord a accordé un financement de 758 900 \$, administré par la Société protectrice du patrimoine écologique du Manitoba, à 17 projets de mise en valeur du poisson et de la faune, dans le cadre du Fonds de mise en valeur du poisson et de la faune. De plus, 10 % (554 000 \$) des droits annuels perçus sur les permis de pêche, de chasse et de piégeage ont été versés à la Winnipeg Foundation, qui a mis ces fonds à profit pour faire croître la fiducie du Fonds de mise en valeur du poisson et de la faune. Les intérêts perçus pourront ainsi servir à financer à plus long terme des projets de mise en valeur du poisson et de la faune dirigés par des promoteurs dans l'ensemble du Manitoba.

- Le ministère des Ressources naturelles et du Développement du Nord a accordé plus de 4,6 millions de dollars pour 48 projets en 2021-2022 dans le cadre du programme provincial de remise en état des carrières sur les terres privées et les terres municipales. Environ 10 millions de dollars ont été accordés dans le cadre de ce programme depuis 2020.
- Le ministère des Transports et de l'Infrastructure a lancé le projet critique d'atténuation des inondations, le barrage Rivers, en entreprenant une inspection et une évaluation détaillées du barrage et en terminant la conception technique de la reconstruction du déversoir du barrage selon les normes actuelles. La conception finale sera fondée sur les lignes directrices de l'Association canadienne des barrages et permettra d'améliorer le barrage existant pour qu'il réponde aux normes actuelles et qu'il soit en mesure de laisser passer des niveaux d'eau plus élevés. La construction devrait commencer en 2023 et durer environ trois ans.
- Reconnaissant que la résilience des infrastructures liées au transport et à l'eau est essentielle pour l'avenir, le ministère des Transports et de l'Infrastructure du Manitoba continue de s'attaquer au problème du climat au moyen de divers projets, notamment les canaux de déversement du lac Manitoba et du lac St-Martin. Le ministère continue d'accorder la priorité aux consultations, à l'évaluation environnementale et à la conception technique en vue de mettre ce projet en chantier en 2022-2023.

Groupe d'intervention auprès des réfugiés ukrainiens - Cadre d'intervention du Manitoba en cas de crise en Ukraine

Le gouvernement du Manitoba continuera de travailler en collaboration avec le Congrès des Ukrainiens Canadiens, d'autres entreprises, organisations et organismes sans but lucratif ukrainiens canadiens, ainsi que toutes nos collectivités en vue de la résolution de cette crise humanitaire en pleine évolution.

Le Manitoba compte des milliers de citoyens d'origine ukrainienne. Par conséquent, les Manitobains et Manitobaines ont un lien fort et de longue date avec le peuple ukrainien. Lorsque l'invasion russe brutale et non provoquée de l'Ukraine a commencé le 24 février 2022, le gouvernement du Manitoba a immédiatement promis de soutenir l'Ukraine.

Comme dans le cas de la réponse à la COVID-19, le gouvernement a une fois de plus adopté une approche pangouvernementale pour se préparer à l'arrivée de

milliers d'Ukrainiens forcés de quitter leur pays. L'une des premières mesures a été d'interpeller et de mobiliser rapidement la section manitobaine du Congrès des Ukrainiens Canadiens.

Le gouvernement a créé le groupe d'intervention auprès des réfugiés ukrainiens. Ce groupe d'intervention a reçu le mandat de coordonner une planification opérationnelle plus détaillée en vue de l'arrivée et de l'installation à grande échelle de réfugiés ukrainiens. Afin d'optimiser le déploiement d'un large éventail de services, le groupe d'intervention a coordonné ses efforts dans un seul centre de réception et d'accueil. Un centre d'accueil a été ouvert près de l'aéroport pour aider les réfugiés ukrainiens à leur arrivée à Winnipeg. Pour encourager une distribution plus large du soutien, le groupe d'intervention auprès des réfugiés ukrainiens s'est engagé avec succès auprès de centres ruraux, notamment Steinbach, Winkler, Gimli et Portage-la-Prairie.

Le centre d'accueil offre une gamme complète de soins potentiels et de services d'établissement nécessaires pour soutenir certaines des familles ukrainiennes forcées de fuir leur foyer. Cela comprend un continuum complet de services provinciaux par l'intermédiaire d'arrangements nécessaires en matière de logement, de soins de santé et de santé mentale, d'éducation, de garde d'enfants, d'aide sociale et d'aide au marché du travail.

À ce jour, le centre d'accueil a pris en charge plus de 5 500 des 45 000 personnes qui sont effectivement arrivées au Canada dans le cadre du programme d'autorisation de voyage d'urgence Canada-Ukraine. À plus de 12 % de la moyenne nationale, le soutien apporté par le Manitoba aux réfugiés ukrainiens est bien supérieur à sa part de la population canadienne. Étant donné le succès du cadre de guichet unique du Manitoba pour la prestation efficace de l'aide humanitaire, il est devenu le point de référence national pour les autres territoires de compétence.

INVESTISSEMENTS DANS L'INFRASTRUCTURE STRATÉGIQUE

L'investissement dans les projets d'immobilisations et l'infrastructure stratégique est crucial pour continuer à offrir des commodités essentielles et sécuritaires aux résidents, aux collectivités et aux entreprises. Ces investissements contribuent également à la création d'emplois et à la croissance économique du Manitoba.

Le Manitoba accorde la priorité aux investissements dans l'infrastructure qui sont durables pour notre environnement, notre société et nos finances. Le rapport sur l'infrastructure stratégique s'engage à fournir une transparence accrue des investissements en immobilisations du Manitoba au niveau du bilan du gouvernement, y compris les investissements dans les routes et les ponts, l'infrastructure des eaux usées, les établissements de soins de santé, les écoles de la maternelle à la 12^e année, le logement abordable, les bâtiments publics et la technologie de l'information.

L'année 2021-2022 a été une période difficile pour réaliser des investissements dans les infrastructures. La pandémie mondiale de COVID-19 a créé des perturbations économiques et provoqué des pénuries de main-d'œuvre et de matériaux dans l'ensemble du secteur de la construction.

De plus, les prix des matériaux, tels que le bois d'œuvre et l'acier, ont été très instables en 2021-2022. L'inflation était et continue de représenter un défi majeur pour les coûts de construction, le coût de la construction non résidentielle ayant augmenté de 10,8 % entre le premier trimestre de 2021 et le premier trimestre de 2022, ce qui a entraîné d'autres retards ou reports de projets d'immobilisations.

Malgré les difficultés rencontrées en 2021-2022, la Province a investi plus de 1,5 milliard de dollars dans l'infrastructure stratégique. Ces investissements comprenaient plus de 1,1 milliard de dollars en acquisition d'immobilisations et plus de 300 millions de dollars en subventions d'équipement, ainsi que l'entretien des routes et des voies navigables.

Des améliorations au cadre d'immobilisations et au processus d'évaluation des projets du Manitoba ont été mises en œuvre en 2021-2022, augmentant la priorisation des projets prêts à démarrer et la planification

d'autres projets afin d'améliorer la capacité de réaliser des projets d'immobilisations pour la population manitobaine et de maintenir les niveaux de dépenses en immobilisations.

Le ministère des Transports et de l'Infrastructure du Manitoba a respecté son engagement d'investir 500 millions de dollars par année dans l'infrastructure routière, afin de maintenir et d'améliorer la sécurité des routes du Manitoba, qui constituent d'importants liens commerciaux à l'intérieur et à l'extérieur de la province et qui assurent la circulation des marchandises au Manitoba.

Le ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance du Manitoba continue de respecter la garantie de 20 nouvelles écoles pour répondre aux besoins croissants en matière d'inscription et créer de nouveaux espaces d'apprentissage pour les élèves du Manitoba. À la fin de l'exercice 2021-2022, six écoles sont terminées et en service, deux sont en construction et quatre sont en phase de conception.

Le Manitoba a investi 181 millions de dollars en subventions d'immobilisations annuelles par l'entremise du Fonds d'investissement stratégique municipal, du Programme de relance de l'économie du Manitoba et du Fonds de subventions d'immobilisations pour les collectivités des Affaires du Nord afin de faire progresser la croissance économique, de moderniser l'infrastructure provinciale et d'améliorer la qualité de vie dans les collectivités.

Les écarts notables pour l'exercice 2021-2022 comprennent :

- **Santé** – Des retards ont été constatés dans les projets en raison de la pandémie de COVID-19, du fait des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, de l'augmentation des coûts et de l'accès limité à certaines installations pour effectuer les travaux, ainsi que du réaménagement de certains projets pour répondre aux besoins des intervenants et du public.
- **Éducation** – Bien que le montant total du budget ait été engagé, les dépenses réelles des divisions scolaires pour les projets approuvés étaient inférieures de 85,7 millions de dollars aux prévisions en date du

31 mars 2022, principalement en raison des problèmes de la chaîne d'approvisionnement en matériaux de construction et des pénuries de main-d'œuvre.

- **Canal de déversement du lac Manitoba** – Les dépenses inférieures aux prévisions sont associées au calendrier des approbations environnementales fédérales, ce qui a entraîné des retards dans le projet.
- **Société manitobaine des alcools et des loteries** – Certains projets ont été mis en attente ou reportés à une date ultérieure afin de gérer les flux de trésorerie pendant la pandémie de COVID-19.
- **Efficacité Manitoba** – Certains programmes ont été suspendus ou retardés en raison de la faible participation des clients résidentiels et commerciaux due aux restrictions liées à la pandémie et à la santé publique.

Le maintien des biens matériels en bon état tout en investissant dans de nouvelles infrastructures pour répondre aux besoins futurs est un élément clé du programme d'immobilisations de la Province. La poursuite des travaux d'élaboration de stratégies d'immobilisations à long terme et la production de rapports complets permettront de mieux connaître et de rendre plus transparents les engagements futurs en matière d'immobilisations afin d'aider l'industrie de la construction et les autres intervenants à planifier les ressources nécessaires pour répondre aux besoins en immobilisations de la province et soutenir la prestation continue des services gouvernementaux.

Investissements dans l'infrastructure stratégique

Au 31 mars 2022

	Budget 2021 mis à jour*	Chiffres réels (millions de \$)
Routes, autoroutes, ponts et protection contre les inondations		
Immobilisations – Réseau routier et pistes d'aéroport	404	314
Programme de relance de l'économie du Manitoba – Autoroutes	–	90
Entretien et préservation – Autoroutes	124	135
Canal de déversement du lac Manitoba	101	19
Immobilisations liées à la gestion des ressources hydriques	31	20
Immobilisations et équipement de transport	7	7
Entretien et préservation – Eau	12	12
Immeubles, équipement et technologie	151	107
Santé, éducation et familles		
Santé	294	132
Éducation	429	321
Familles	67	42
Autre infrastructure		
Subventions municipales	137	137
Programme de relance de l'économie du Manitoba – Subventions municipales	40	40
Collectivités relevant des Affaires du Nord	4	4
Efficacité Manitoba	65	33
Autres entités comptables	26	17
Sociétés d'État		
Société manitobaine des alcools et des loteries	66	35
Société d'assurance publique du Manitoba	64	59
Total des investissements en infrastructure stratégique	2 022	1 524

* Le budget a été redressé pour inclure les rajustements du service interne et le financement supplémentaire.

RÉSUMÉ DE LA RÉPONSE À LA PANDÉMIE DE COVID-19 AU MANITOBA EN 2021-2022

En 2021-2022, la réponse du Manitoba à la pandémie comprenait des mesures de soutien aux entreprises, aux organismes sans but lucratif et aux organismes de bienfaisance, ainsi qu'un éventail d'autres investissements, notamment dans les soins de santé, l'équipement de protection individuelle (EPI), le financement des écoles et le programme de vaccination.

Le tableau suivant donne un aperçu de l'investissement de près de 1,1 milliard de dollars du Manitoba dans les dépenses en réponse à la COVID-19 en 2021-2022.

Aperçu de la réponse du Manitoba à la COVID-19	Millions de dollars
Soutien aux entreprises et aux secteurs sans but lucratif	211
Intervention en santé publique, EPI, et biens et services connexes	657
Soutien pour d'autres secteurs (y compris le programme de relance de l'économie)	197
Total	1 065

Soutien aux entreprises et aux secteurs sans but lucratif

Le Manitoba a poursuivi plusieurs des mesures de soutien aux secteurs des entreprises et des organismes sans but lucratif introduites au cours de l'exercice 2020-2021, en plus d'annoncer de nouveaux programmes ciblés. Le tableau suivant résume les principaux engagements et l'utilisation réelle pour l'exercice 2021-2022.

Programmes manitobains relatifs à la COVID-19 pour les entreprises et les secteurs sans but lucratif

Programme (en millions de dollars)	Engagement		Non dépensé
	2021-2022	Dépenses	
Subvention transitoire du Manitoba	79	79	–
Fonds de capital-risque	50	50	–
Programme du Manitoba pour l'embauche de personnel en bonne santé	37	37	–
Programme de soutien du secteur	22	15	7
Services de transport aérien essentiels	11	11	–
Congé de maladie payé pour les travailleurs touchés par la COVID-19	10	11	(1)
Programme pour la viabilité du secteur des arts et de la culture	6	6	–
Programme de rétablissement du transport nolisé	2	2	–
Total	217	211	6

Programmes pour les entreprises et les secteurs sans but lucratif :

Subvention transitoire du Manitoba : Ce programme a fourni un soutien financier aux petites et moyennes entreprises, aux organismes sans but lucratif et aux organismes de bienfaisance admissibles touchés par la réponse à la pandémie de COVID-19. Ce programme a été lancé au cours de l'exercice 2020-2021. L'adoption effective mentionnée ci-dessus représente le quatrième versement et la réouverture du processus de demande pour le programme en 2021-2022.

Fonds de capital-risque : Ce nouveau fonds a été établi pour faire croître et reconstruire l'économie à mesure qu'elle se remet des répercussions de la COVID-19, ainsi que pour créer et maintenir des emplois au Manitoba.

Programme du Manitoba pour l'embauche de personnel en bonne santé : Ce programme a été conçu pour aider les employeurs du secteur privé à rouvrir leurs portes et encourager les employés à se faire vacciner et à retourner au travail. Le programme a soutenu 3 141 employeurs et 14 785 employés.

Programme de soutien du secteur : Ce programme a fourni un soutien aux entreprises touchées par les restrictions des ordres de santé publique relatifs à la COVID-19 délivrés en décembre 2021 et en février 2022.

Services de transport aérien essentiels : Ce projet a fourni 11 millions de dollars en financement fédéral pour soutenir les services aériens aux collectivités éloignées en 2021-2022.

Congé de maladie payé pour les travailleurs touchés par la COVID-19 : Ce programme a fourni une aide financière directe pour combler les écarts entre les programmes fédéraux et les normes d'emploi provinciales actuelles en matière de congés de maladie payés. Le programme a émis plus de 6 000 paiements individuels, bénéficiant à plus de 27 000 employés sans programme de congés de maladie payés au travail.

Programme pour la viabilité du secteur des arts et de la culture : Ce programme a fourni un soutien aux organismes du secteur des arts et de la culture qui ont été négativement affectés par les restrictions des ordres de santé publique relatifs à la COVID-19.

Programme de rétablissement du transport nolisé : Ce programme a fourni un soutien aux compagnies de transport par autobus et par avion qui ont été touchées par les restrictions des ordres de santé publique relatifs à la COVID-19.

Intervention en santé publique, EPI, et biens et services connexes

En plus de soutenir les secteurs des affaires, des organismes sans but lucratif et des organismes de bienfaisance, le Manitoba a également investi dans divers biens et services liés à la COVID-19, y compris les coûts différentiels de la santé publique, les matériaux tels que l'équipement de protection individuelle (EPI), les investissements pour appuyer la recherche des contacts, les fournitures pour les tests et le programme de vaccination. Le tableau suivant présente les dépenses réelles engagées dans le secteur de la santé relativement à la COVID-19 en 2021-2022.

Réponse du secteur de la santé

Programme (en millions de dollars)	Dépenses
Financement des offices régionaux de la santé	396
Tests de dépistage et recherche des contacts	108
Équipement de protection individuelle	81
Distribution des vaccins	72
Total	657

Réponse du secteur de la santé :

Financement des offices régionaux de la santé :

La Province a fourni un soutien supplémentaire aux autorités sanitaires régionales, y compris aux foyers de soins personnels, en réponse à la pandémie de COVID-19. Cela comprend également les coûts relatifs au personnel et les autres coûts des autorités sanitaires régionales associés à la distribution des vaccins.

Tests de dépistage et recherche des contacts :

Les investissements comprenaient les contrats de service et d'approvisionnement ainsi que les locations de sites.

Distribution des vaccins : Les investissements comprenaient les contrats de service et les locations de sites pour les super-sites et les cliniques éphémères, le soutien fourni aux sites de vaccination axés sur les Autochtones, les coûts technologiques liés à la prise de rendez-vous, la rémunération des pharmaciens et des médecins pour l'administration du vaccin, etc.

Équipement de protection individuelle : Masques, blouses, gants, etc.

Soutien à d'autres secteurs

Le Manitoba a également fourni un soutien supplémentaire au système de la maternelle à la 12^e année et a poursuivi le Programme de relance de l'économie, qui a été lancé en 2020-2021 avec un engagement de 500 millions de dollars pour des projets d'infrastructure visant à stimuler la relance de l'économie provinciale au cours de la pandémie de COVID-19 et au-delà. Le tableau suivant présente les autres dépenses réelles engagées dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19 en 2021-2022.

Autres réponses du Manitoba à la pandémie de COVID-19

Programme (en millions de dollars)	Dépenses
Fonds pour la sécurité dans les écoles	92
Programme de relance de l'économie du Manitoba – partie de 2021-2022	40
Dépenses additionnelles dans le cadre de l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre	16
Loterie de vaccination	2
Divers	47
Total	197

Autres réponses :

Fonds pour la sécurité dans les écoles : Il s'agissait d'un financement prévu pour le reste de l'année scolaire 2020-2021 qui s'est terminé au premier trimestre de 2021-2022 et d'un financement supplémentaire pour les coûts liés à la COVID-19 au cours de l'année scolaire 2021-2022. Cela comprend environ 7 millions de dollars de financement dédié à l'amélioration du système de ventilation dans les écoles du Manitoba.

Programme de relance de l'économie du Manitoba : Ce programme comprenait des projets d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées dans le cadre de la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba et des priorités en matière d'infrastructure municipale. Ce programme pluriannuel de 500 millions de dollars, qui comprenait également la construction et l'entretien

des routes et autoroutes, a débuté en 2020-2021 et se poursuit en 2022-2023.

Différentiel des dépenses de l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre : Cet investissement représentait diverses dépenses relatives au marché du travail liées au complément monétaire unique du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente sur le marché du travail. Cela comprenait des programmes et des projets qui encourageaient le perfectionnement professionnel et aidaient la population manitobaine à se préparer et à accéder aux possibilités d'emploi.

Loterie de vaccination : Ces fonds ont servi à lutter contre l'hésitation à se faire vacciner grâce à deux tirages de loterie au cours de l'été, dont plusieurs prix de 100 000 \$ et 10 tirages de 25 000 \$ en bourses d'études pour les jeunes.

Transferts fédéraux directs pour soutenir la réponse à la COVID-19 au Manitoba

Le Manitoba et d'autres provinces ont collaboré avec le gouvernement fédéral dans le cadre d'une série de programmes visant à soutenir les entreprises et les secteurs caritatifs et sans but lucratif. Au total, la contribution fédérale au Manitoba a été de 430 millions de dollars en 2021-2022. Certains de ces transferts fédéraux ont aidé à compenser la réponse provinciale, tandis que d'autres sont à coûts partagés avec les fonds provinciaux. Les contributions fédérales ont été comptabilisées à titre de recettes et les décaissements ont été enregistrés à titre de dépenses et inclus dans le Sommaire de la réponse du Manitoba à la COVID-19. Le total des transferts fédéraux à l'appui de la réponse à la pandémie de COVID-19 au Manitoba était le suivant :

Sommaire des transferts fédéraux à l'appui de la réponse à la pandémie de COVID-19 au Manitoba	Millions de dollars
Rétablissement du système de soins de santé	145
Plan de vaccination contre la COVID-19	36
Programme d'aide à l'hébergement pour les personnes en isolement	22
Mise à jour de l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre	16
Services aériens aux collectivités éloignées	11
Priorités en matière de soins virtuels	7
Accord sur la relance sécuritaire – gestion des données	2
Partenariat pour la vaccination	2
EPI et trousse de dépistage de la COVID-19	189
Total	430

Le paiement de 145 millions de dollars pour le rétablissement du système de soins de santé était un paiement supplémentaire dans le cadre du transfert de Santé Canada, représentant la part de la Province d'un financement de 4 milliards de dollars. Ce financement a été fourni pour faire face aux pressions immédiates sur le système de soins de santé, y compris les retards dans l'accès aux soins pendant la pandémie.

Le financement du plan de vaccination contre la COVID-19, d'un montant de 36 millions de dollars, représentait la part de la Province d'un financement d'un milliard de dollars. Au Manitoba, ce financement a été utilisé pour renforcer le soutien essentiel au déploiement de la vaccination.

Le gouvernement fédéral a fourni un financement de 22 millions de dollars pour soutenir le fonctionnement continu d'un service provincial, mis en œuvre par l'intermédiaire de Soins communs et d'organismes de prestation de services, qui fournit des lieux d'isolement sécuritaires aux personnes qui ne peuvent s'isoler de façon sécuritaire à la maison.

Le financement de l'Entente sur le développement de la main-d'œuvre a été élargi en 2020-2021 pour inclure une augmentation ponctuelle de 47 millions de dollars. De ce financement, 31 millions de dollars ont été utilisés en 2020-2021 et les 16 millions de dollars restants ont été utilisés en 2021-2022 pour soutenir les travailleurs et les entreprises touchés par la pandémie de COVID-19 au moyen de mesures de soutien à l'emploi et à la formation, y compris des programmes de microcrédits pour l'administration des vaccins.

Le programme de soutien de 11 millions de dollars pour les compagnies aériennes du nord du Manitoba est un partenariat entre les gouvernements du Canada et du Manitoba pour assurer le maintien des services aériens aux collectivités éloignées du Nord pendant la pandémie de COVID-19. Cette somme s'ajoute aux 12 millions de dollars versés en 2020.

Les 189 millions de dollars représentent la valeur de l'équipement de protection individuelle et des trousse de dépistage de la COVID-19 fournis par le gouvernement fédéral.

Comptes publics du Manitoba

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2022



COMPTES PUBLICS DU MANITOBA

TABLE DES MATIÈRES

Introduction aux comptes publics du Manitoba	33
Discussion et analyse des états financiers	34
Risques et incertitudes	41
Analyse des écarts et des principales évolutions	44
Analyse des recettes	45
Analyse des dépenses	47
Actifs financiers	52
Passifs	53
Dette nette et déficit accumulé	54
Actifs non financiers, y compris les immobilisations corporelles	55

INTRODUCTION AUX COMPTES PUBLICS DU MANITOBA

Nature des comptes publics

Les comptes publics du Manitoba sont préparés tous les ans par obligation légale, conformément au paragraphe 65(1) de la Loi sur la gestion des finances publiques, chapitre F55 de la Codification permanente des lois du Manitoba. Les comptes publics présentent la situation financière sommaire du gouvernement et les résultats de ses activités pour l'exercice financier du gouvernement, qui se termine le 31 mars.

Les renseignements fournis dans le rapport proviennent de deux sources :

- le résumé de l'information financière présentée dans les comptes du Manitoba, qui sont tenus par le Bureau du contrôleur provincial;
- les dossiers détaillés tenus par les ministères, les organismes gouvernementaux, les entreprises publiques et les partenariats commerciaux publics du gouvernement.

Chacun des ministères et des organismes du secteur public est responsable du rapprochement de ses comptes et des comptes collectifs tenus par le Bureau du contrôleur provincial, et de la tenue de registres détaillés de leurs opérations comptables.

Format des comptes publics du Manitoba

Les comptes publics du Manitoba comprennent l'analyse des états financiers, les états financiers sommaires vérifiés du gouvernement, les rapports financiers sur le compte de stabilisation des revenus et d'autres rapports financiers prévus par la loi.

Discussion et analyse des états financiers – Cette section fournit un exposé écrit des états financiers sommaires, ainsi que des renseignements additionnels sur la performance financière et économique du gouvernement provincial. Les renseignements financiers contenus dans la section Discussion et analyse des états financiers sont tirés des états financiers sommaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2022.

États financiers sommaires – Ces états vérifiés, préparés selon les normes comptables pour le secteur public de CPA Canada, révèlent l'incidence financière des activités du gouvernement. Seuls les états financiers sommaires du gouvernement fournissent des renseignements clés sur les activités financières de tout le gouvernement. Ces états comprennent les résultats financiers des quelque 136 organismes différents dont se sert le gouvernement pour fournir des biens et des services. Le périmètre comptable du gouvernement comprend les ministères, les entreprises commerciales, les partenariats commerciaux et les organismes, tels que les offices régionaux de la santé, les divisions scolaires, les universités et les collèges. Les ministères et les organismes compris dans le périmètre comptable du gouvernement figurent à l'annexe 8 des états financiers sommaires.

Les états financiers sommaires fournissent également les renseignements suivants sur les activités financières du gouvernement :

- la situation financière du gouvernement au 31 mars chaque année;
- les résultats des activités de l'exercice;
- les recettes et les dépenses du gouvernement (c'est-à-dire, l'excédent ou le déficit annuel);
- les sommes empruntées, remboursées ou refinancées;
- la façon dont ses fonds ont été obtenus et utilisés.

Renseignements fournis en vertu des exigences législatives – Cette section comprend les rapports vérifiés sur les renseignements autres que les états financiers, y compris le compte de stabilisation des revenus et d'autres rapports précisés dans la Loi sur la gestion des finances publiques, la Loi sur la responsabilité financière et la protection des contribuables, la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur les affaires du Nord. Les comptes publics du Manitoba peuvent être consultés en ligne à l'adresse : www.gov.mb.ca/government/finances/index.fr.html.

DISCUSSION ET ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

La situation financière du gouvernement

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public des Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) publie un énoncé de pratiques recommandées dans lequel il propose divers indicateurs financiers utiles à l'évaluation de la situation financière des gouvernements. Les indicateurs proposés ne sont pas associés à des valeurs de référence pour le secteur public. Ils correspondent plutôt à des ratios ou à des indicateurs de tendance qui dressent le portrait de la situation pendant un nombre donné d'exercices, pour faciliter les comparaisons et aider à l'évaluation de la santé financière du gouvernement dans la conjoncture économique et financière courante. Les indicateurs recommandés sont regroupés dans trois catégories :

- (1) **Durabilité** – mesure la capacité d'un gouvernement de maintenir ses programmes sans avoir à accroître ses emprunts.
- (2) **Flexibilité** – détermine l'efficacité du gouvernement à répondre à des engagements financiers grandissants en accroissant ses recettes ou en s'endettant davantage.
- (3) **Vulnérabilité** – mesure le degré de dépendance d'un gouvernement à l'égard de sources de recettes qui échappent à son pouvoir direct ou à son influence, tant sur le plan national qu'international.

La discussion et l'analyse des états financiers reflètent les résultats de la Province du Manitoba, qui continue d'être touchée par la pandémie de COVID-19 et d'autres circonstances indépendantes de sa volonté. Afin d'avoir une perspective plus large de la situation financière actuelle de la Province du Manitoba, les lecteurs sont invités à trouver des renseignements supplémentaires dans le rapport du premier trimestre de la Province pour 2022-2023.

Les sources de données et leurs limites

Les indicateurs financiers exposés dans le présent rapport se fondent sur des données financières clés contenues dans les états financiers sommaires vérifiés. Les données économiques proviennent de Statistique Canada et du

Bureau des statistiques du Manitoba. Les données comparatives présentées ne sont pas ajustées en fonction de l'inflation. Par contre, les résultats comparatifs sont redressés pour tenir compte de la méthode comptable ou de la présentation adoptée au cours de l'exercice financier considéré. Les indicateurs financiers de la présente section exposent les résultats dans le même format que celui des comptes publics du Manitoba.

La situation financière du gouvernement en 2021-2022

La présente section décrit la santé financière du gouvernement à l'aide des trois catégories d'indicateurs de CPA Canada, soit la durabilité, la flexibilité et la vulnérabilité. Elle décrit également chacune des catégories et les indicateurs qui y sont associés. Pour chacun des indicateurs, elle fournit des données financières pour le Manitoba et souligne les principales évolutions.

Durabilité

Comme nous l'avons mentionné, la viabilité mesure la capacité d'un gouvernement d'assumer les engagements pris dans le cadre de ses programmes et de répondre aux exigences de ses créanciers sans avoir à accroître ses emprunts ou le fardeau fiscal.

L'observation des tendances qui se dégagent des cinq indicateurs suivants permet de se faire une idée concrète de la durabilité des pratiques du gouvernement en matière de dépenses et de production de recettes :

- *la dette nette en pourcentage du PIB provincial* : la relation entre la dette nette d'un gouvernement et les revenus dans l'économie;
- *la dette nette aux recettes annuelles totales* : la mesure dans laquelle les recettes à venir serviront à payer des opérations ou des événements passés;
- *la dette nette par habitant* : relation entre la dette nette d'un gouvernement et sa population, généralement considérée comme la meilleure mesure pour l'examen intergouvernemental de la santé gouvernementale et

financière; représente le montant de la dette nette attribuée à chaque résident du Manitoba;

- *les revenus nets (pertes nettes) annuels* : dans quelle mesure le gouvernement vit selon ses moyens;
- *les revenus nets (pertes nettes) au PIB provincial* : la relation entre les revenus nets (pertes nettes) d'un gouvernement et l'économie provinciale.

La pandémie de COVID-19, déclarée par l'Organisation mondiale de la santé le 11 mars 2020, a continué d'avoir des répercussions sur les résultats financiers du gouvernement en 2021-2022. Les effets économiques subséquents dans le monde entier, et au Manitoba, ont continué d'avoir une incidence sur les dépenses et les emprunts du gouvernement, comme en témoignent les résultats de l'exercice se terminant le 31 mars 2022. Les indicateurs économiques qui sont régulièrement surveillés par la province montrent que les effets de la pandémie ont diminué. La croissance du PIB provincial et les recettes autonomes du gouvernement se sont nettement améliorées par rapport à 2020-2021. Cette croissance des recettes, combinée aux dépenses continues du gouvernement liées à la pandémie de COVID-19 et aux nouvelles dépenses liées au soutien des Ukrainiens touchés par l'invasion russe de l'Ukraine, a entraîné une perte nette inférieure à celle prévue au budget et des niveaux d'endettement inférieurs. Les ratios présentés dans le rapport de discussion et d'analyse des états financiers illustrent une amélioration de la situation financière en 2021-2022 par rapport aux plans du Budget 2021.

DETTE NETTE EN POURCENTAGE DU PIB PROVINCIAL

Le gouvernement adapte ses pratiques en matière de dépenses et de production de recettes en fonction de l'économie de la province. Le ratio de la dette nette au PIB provincial donne un aperçu des résultats de ces pratiques.

Dette nette – Le total des passifs du gouvernement, moins le total de ses actifs financiers, donne une indication des recettes futures qui devront être utilisées pour assumer financièrement des opérations ou des événements passés. La dette nette en pourcentage du PIB provincial exprime le niveau d'obligations financières que devra assumer l'économie en raison des pratiques cumulatives en matière de dépenses et de production de recettes du gouvernement. Le pourcentage représente l'ampleur de la dette du gouvernement par rapport aux résultats économiques annuels de la Province.

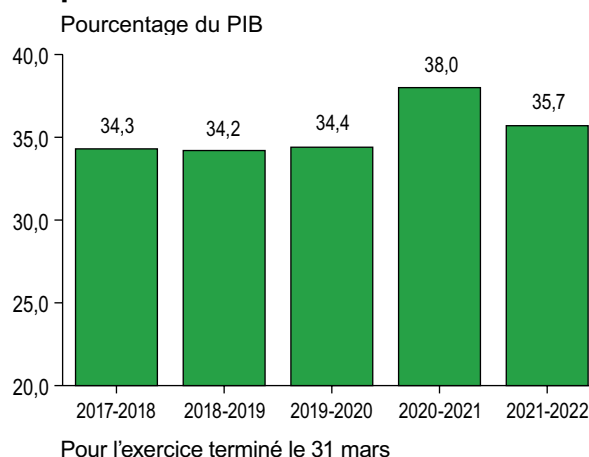
En plus du déficit annuel, des investissements dans l'amélioration des immobilisations et dans le remplacement des immobilisations corporelles sujettes à la détérioration, comme les infrastructures de transport, accroissent également la dette nette. Au fur et à mesure que la Province acquiert des immobilisations corporelles, elle contracte une dette, et le coût des nouvelles immobilisations est amorti sur leur vie utile, essentiellement en le passant en charges sur la période pendant laquelle les immobilisations seront utilisées et sur la période pendant laquelle elles produiront des recettes.

La croissance du PIB doit être prise en compte pour déterminer la capacité d'endettement. Le PIB est une mesure de la valeur des biens et des services produits dans la province au cours d'une année donnée. Il indique la taille de l'économie provinciale. L'économie provinciale a connu une croissance constante, passant de 71,3 milliards de dollars en 2017-2018 à 79,7 milliards de dollars en 2021-2022, soit une augmentation de 11,7 % au cours de la période de cinq ans. L'indice des prix à la consommation (IPC) du Manitoba a augmenté de 3,3 % en 2021, après avoir augmenté de 0,5 % en 2020. L'augmentation des prix au Manitoba était inférieure à celle du Canada, qui était de 3,4 % en 2021 et de 0,7 % en 2020.

Le graphique 1 montre que le ratio de la dette nette au PIB, en date du 31 mars 2022, a diminué par rapport à l'exercice précédent, passant de 38,0 % à 35,7 %. Cette diminution reflète l'augmentation substantielle des recettes autonomes au cours de l'exercice 2021-2022, qui est partiellement compensée par des dépenses plus modérées à la suite de la pandémie de COVID-19.

Graphique 1

Dette nette en pourcentage du PIB provincial



La dette nette pour 2021-2022 comprenait au niveau des autres éléments du résultat étendu un profit de 279 millions de dollars enregistré par les entreprises publiques. Les autres éléments du résultat étendu représentent les profits ou pertes non réalisés calculés à un moment donné et peuvent avoir des effets importants sur la mesure de la dette nette. Les autres éléments du résultat étendu sont mesurés d'après la variation des évaluations à la valeur du marché, des taux d'intérêt et des taux de change en fin d'exercice et constituent, par conséquent, un aperçu ponctuel de la variation d'une valeur donnée par comparaison avec la valeur à la même date lors de l'exercice antérieur.

Gérer la dette nette tout en maintenant ou en augmentant les investissements nécessaires en immobilisations, y compris dans l'infrastructure, est un défi auquel font face toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

DETTE NETTE EN POURCENTAGE DES RECETTES TOTALES ANNUELLES

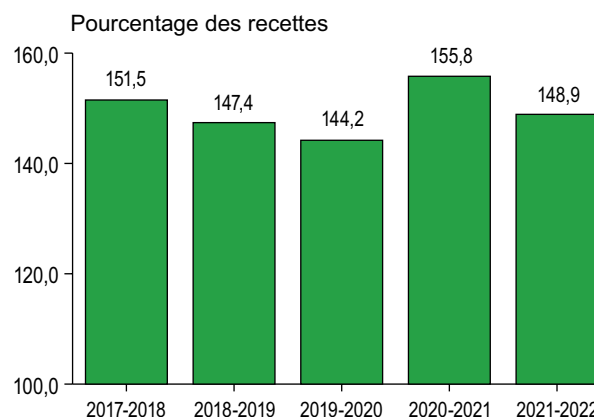
La dette nette correspond à la somme des pertes et des investissements en immobilisations corporelles accumulées d'exercice en exercice par les générations actuelles et passées. Cette somme est une dette que les générations futures doivent continuer à reporter ou financer à même les revenus nets annuels. On obtient une dette nette lorsque le total des passifs d'un gouvernement excède le total de ses actifs financiers. Une tendance à l'augmentation de la dette nette par rapport aux recettes annuelles totales signifierait que plus de temps serait nécessaire à l'élimination de la dette nette.

Depuis 2017-2018, la dette nette par rapport aux recettes annuelles totales a diminué, passant de 151,5 % à 148,9 %, et a diminué par rapport à son plus haut sommet en cinq ans de 155,8 % en 2020-2021. Cette diminution est directement attribuable à l'augmentation des recettes autonomes générées en 2021-2022, combinée à une augmentation modérée des dépenses au cours du même exercice.

Le graphique 2 illustre l'évolution historique de la dette nette par rapport aux recettes annuelles. Ces dernières années, grâce à une bonne gestion financière, cette mesure s'est stabilisée et était en baisse. En 2019-2020, avant la pandémie, la dette nette par rapport aux recettes annuelles totales était à son plus bas niveau de 144,2 % au cours de la période de cinq ans. Le montant de 148,9 % prévu pour 2021-2022 montre que la province se remet des pressions exercées par la COVID-19 et améliore sa situation générale.

Graphique 2

Dettes nette en pourcentage des recettes annuelles totales



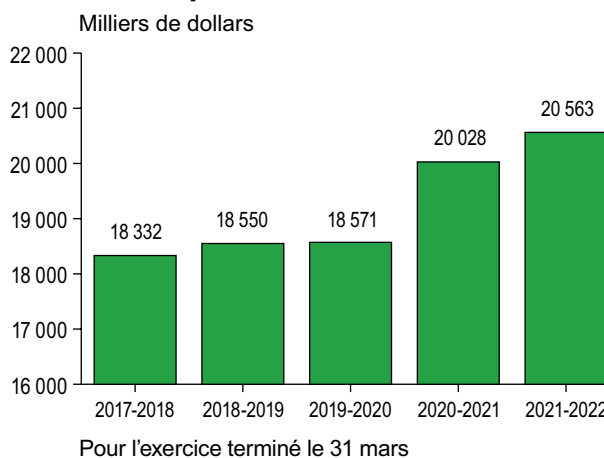
DETTE NETTE PAR HABITANT

La dette nette par habitant est une mesure de la valeur de la dette nette d'un gouvernement exprimée en fonction du montant attribuable à chaque citoyen relevant de la compétence du gouvernement. Elle est généralement calculée en divisant la dette nette par la population de la province.

La dette nette par habitant donne une indication du degré d'endettement du gouvernement. La dette nette par habitant sert souvent à commenter l'efficacité de la politique budgétaire courante du gouvernement. Le ratio de la dette au PIB donne une image plus complète de la santé financière réelle d'un gouvernement. Le graphique 3 montre l'évolution historique de la dette nette par habitant.

Graphique 3

Dettes nette par habitant



La dette nette par habitant a varié de 18 332 \$ en 2017-2018 à 20 563 \$ en 2021-2022. La dette nette par habitant a augmenté en 2021-2022, principalement en raison de l'augmentation des dépenses en réponse aux effets persistants de la COVID-19 et des mesures de soutien en cours d'exercice fournies aux réfugiés ukrainiens qui arrivent au Manitoba.

REVENUS NETS (PERTES NETTES) ANNUELS

Les revenus nets annuels aident le gouvernement à maintenir ses services et à réduire ses besoins d'emprunts. Les pertes nettes annuelles peuvent avoir une incidence sur la capacité d'un gouvernement à fournir des services et peuvent entraîner une augmentation des besoins d'emprunt.

Le Manitoba a subi une perte de 704 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2022. Les revenus nets (pertes nettes) montrent dans quelle mesure le gouvernement génère plus ou moins de recettes que ses dépenses de fonctionnement pendant un exercice.

Pour l'exercice financier se terminant en 2022, le Manitoba avait prévu une perte nette de 1 597 millions de dollars. Toutefois, grâce à des recettes plus élevées que prévu et à un modeste excédent de dépenses dû aux effets résiduels de la COVID-19, la Province a pu réduire la perte réelle à 704 millions de dollars. Cela représente une réduction de 893 millions de dollars pour l'exercice financier par rapport aux résultats qui avaient été prévus au budget.

Afin de se conformer à la nouvelle Norme canadienne d'audit (NCA) 540 portant sur la vérification des estimations comptables et de la divulgation connexe, la Province a retenu les services d'experts externes en 2020 pour évaluer et attribuer des valeurs à certains des passifs estimés importants du gouvernement. Il s'agit notamment du passif lié à l'assainissement des mines orphelines et abandonnées, des sites contaminés dans toute la province, du passif éventuel lié aux réclamations juridiques et du passif éventuel rétroactif lié aux contrats de travail réglés et non réglés dans le secteur public.

REVENUS NETS (PERTES NETTES) ANNUELS PAR RAPPORT AU PIB PROVINCIAL

Le ratio entre les revenus nets (pertes nettes) et le PIB provincial indique la différence entre les recettes et les dépenses en pourcentage du PIB. Il s'agit d'une mesure de la capacité d'un gouvernement à répondre à ses besoins de financement et à assurer une gestion adéquate des finances publiques.

Le tableau 1 montre l'évolution sur cinq ans des recettes annuelles, des dépenses, des revenus nets (pertes nettes) et des revenus nets (pertes nettes) par rapport au PIB provincial.

Les revenus nets (pertes nettes) annuels par rapport au PIB provincial s'améliorent en 2021-2022 en raison d'une perte nette sommaire plus faible qu'en 2020-2021.

Tableau 1
Revenus nets (pertes nettes) annuels

Postes des recettes et des dépenses	Chiffres réels de	Chiffres réels de	Chiffres réels de	Chiffres mis à jour de	Chiffres réels de
	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
	(en millions de dollars)				
Recettes	16 152	17 028	17 641	17 744	19 107
Total des dépenses	16 846	17 177	17 636	19 868	19 811
Revenus nets (pertes nettes) sommaires	(694)	(149)	5	(2 24)	(704)
Revenus nets (pertes nettes) en pourcentage du PIB provincial	(1,0 %)	(0,2 %)	0,0 %	(2,9 %)	(0,9 %)

Flexibilité

La flexibilité mesure la capacité d'un gouvernement d'augmenter ses ressources financières en augmentant ses recettes ou sa dette nette pour faire face à des engagements croissants.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public recommande l'usage de divers indicateurs financiers pour juger de la flexibilité du gouvernement. Parmi ceux-ci, on considère que les indicateurs suivants aident à apprécier la flexibilité du gouvernement du Manitoba :

- *les frais de la dette publique en pourcentage des recettes totales* : dans quelle mesure les décisions en matière d'emprunts restreignent la capacité d'un gouvernement de faire face à ses engagements financiers et d'assurer la prestation des services prévus;
- *les recettes autonomes en pourcentage du PIB provincial* : dans quelle mesure le gouvernement retire des revenus de l'économie sous forme d'impôts et de droits d'utilisation.

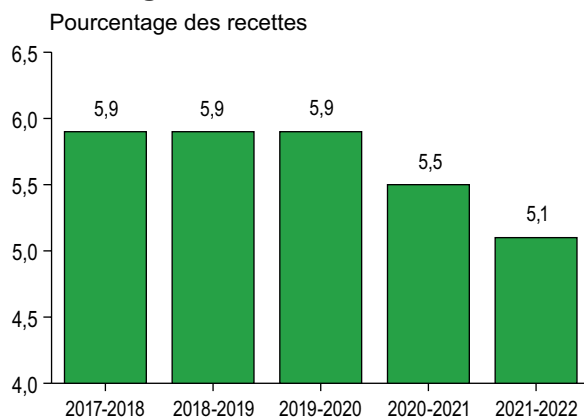
FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR RAPPORT AUX RECETTES TOTALES

La somme des frais de la dette publique en pourcentage des recettes totales montre dans quelle mesure un gouvernement doit utiliser des recettes pour payer des frais d'intérêt plutôt que des services. Le ratio montre la proportion par dollar de recettes du gouvernement qui sert à payer les intérêts. Un faible ratio entre les frais d'intérêt et les recettes indique que le gouvernement consacre une faible part de ses recettes aux frais d'intérêt.

Le graphique 4 montre qu'en 2017-2018, le gouvernement a utilisé 5,9 cents de chaque dollar de recettes pour payer les intérêts. En 2021-2022, ce chiffre a été réduit à 5,1 cents par dollar.

Graphique 4

Frais de la dette publique en pourcentage des recettes totales



RECETTES PROPRES PAR RAPPORT AU PIB PROVINCIAL

Les recettes autonomes en pourcentage du PIB provincial montrent la part de recettes qu'un gouvernement tire de l'économie provinciale sous forme d'impôts et de taxes. Les recettes autonomes ne comprennent pas les revenus nets des entreprises publiques, étant donné la nature semi-autonome de leurs activités. Leurs recettes ne proviennent pas d'impôts ou de taxes, mais de l'offre de produits ou de services.

Des ratios élevés de recettes autonomes en pourcentage du PIB ou des augmentations de ces ratios signifient qu'un gouvernement sollicite davantage l'économie de sa province, ce qui indique que ses demandes dépassent la croissance de l'économie.

Depuis 2017-2018, les recettes autonomes du gouvernement n'ont cessé d'augmenter, sauf en 2020-2021, où elles ont diminué de 605 millions de dollars, passant de 11,8 milliards de dollars à 11,2 milliards de dollars. En 2021-2022, la province a rebondi et a connu une augmentation de 1,3 milliard de dollars, soit 12,5 milliards de dollars de recettes autonomes générées. En pourcentage du PIB provincial, les recettes autonomes ont augmenté de 11,4 % par rapport à 2020-2021. Cela indique que le gouvernement a modifié ses demandes normales sur l'économie provinciale au cours de cette période. En 2021-2020, les principaux facteurs de l'augmentation des recettes autonomes par rapport à l'exercice précédent sont les suivants :

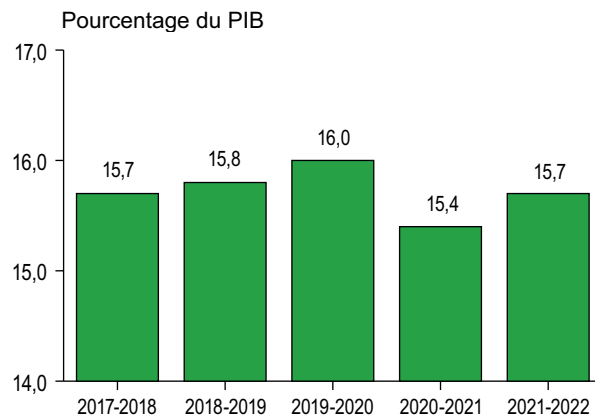
- L'impôt sur le revenu augmente de 1 milliard de dollars, soit 24,9 %.
- Les autres taxes augmentent de 56 millions de dollars, soit 1,3 %, certains éléments notables dans cette catégorie sont :
 - La taxe sur les ventes au détail, qui a augmenté de 179 millions de dollars, soit 8,1 %.
 - La taxe sur les transferts fonciers a augmenté de 37 millions de dollars, soit 33,9 %.
 - La taxe sur les carburants a augmenté de 24 millions de dollars, soit 8 %.
 - La taxe sur le tabac a diminué de 28 millions de dollars, soit 14,1 %.
 - L'impôt foncier pour l'éducation a diminué de 167 millions de dollars, soit 18,7 %.

- Les droits et autres recettes ont augmenté de 188 millions de dollars, soit 8,2 %.
- Les fonds d'amortissement et autres bénéfiques ont diminué de 11 millions de dollars par rapport à 2020-2021, soit 3,4 %.

Le graphique 5 montre la relation entre les recettes autonomes et le PIB provincial. Le PIB a augmenté de 11,7 %, passant de 71,3 milliards de dollars en 2017-2018 à 79,7 milliards de dollars en 2021-2022. Les recettes autonomes ont augmenté de 1 milliard de dollars en 2021-2022. Par conséquent, le ratio des recettes autonomes par rapport à l'économie a augmenté à 15,7 % du PIB, comparativement à 15,4 % en 2020-2021.

Graphique 5

Recettes autonomes en pourcentage du PIB provincial



Vulnérabilité

La vulnérabilité correspond au degré de dépendance du gouvernement, et donc de vulnérabilité aux fluctuations, par rapport aux sources de recettes qui ne dépendent pas directement de lui ni de son influence. Un degré de dépendance élevé peut indiquer qu'un gouvernement compte sur des sources externes pour offrir ses programmes et services au niveau et au degré de qualité actuels.

Des fluctuations des sources extérieures de recettes liées aux projets d'immobilisation et à d'autres programmes non récurrents ou qui ne sont pas liés au fonctionnement n'indiquent pas une augmentation sensible de la vulnérabilité d'un gouvernement du point de vue des sources de recettes.

Les transferts fédéraux en pourcentage des recettes totales constituent un indicateur recommandé de la relative vulnérabilité du gouvernement.

TRANSFERTS FÉDÉRAUX PAR RAPPORT AUX RECETTES TOTALES

Le ratio des transferts fédéraux aux recettes totales indique la vulnérabilité des provinces aux variations dans les transferts en provenance du gouvernement du Canada.

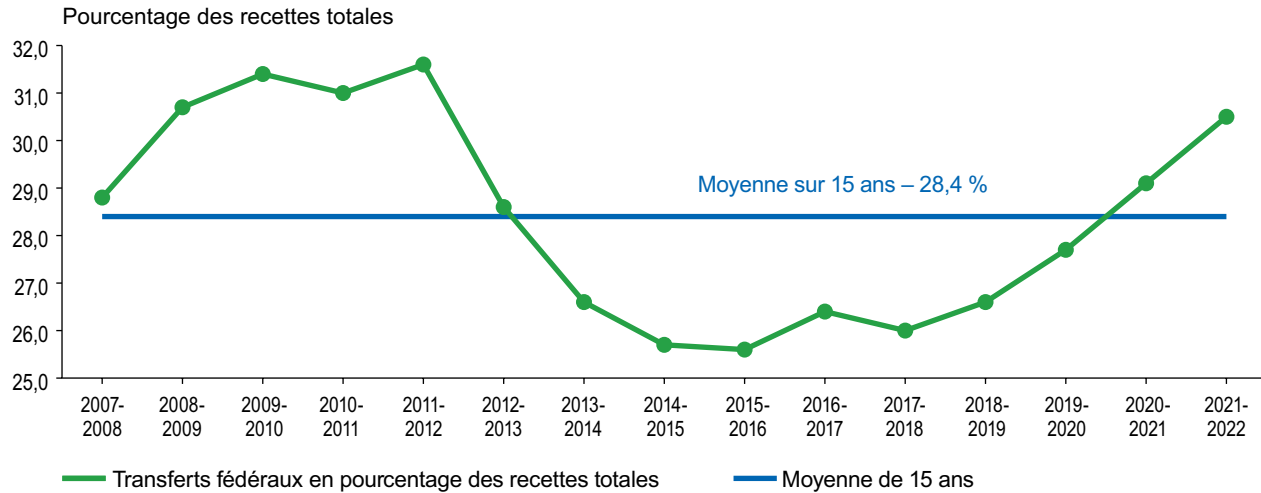
Le graphique 6 montre que le rapport entre les principaux transferts fédéraux et les recettes totales des provinces, à l'exclusion du financement fédéral relatif à la COVID-19, est passé de 28,8 % en 2007-2008 à 30,5 % en 2021-2022. Dans l'ensemble, le Manitoba a connu une baisse des transferts fédéraux en pourcentage des recettes totales entre 2012-2013 et 2015-2016. Cependant, les transferts au Manitoba, y compris ceux destinés à la prestation de programmes ciblés, ont augmenté de façon constante depuis 2017-2018 et continuent, pour la deuxième année consécutive, à être supérieurs à la moyenne sur 15 ans de 28,4 %. Le ratio indique que la Province comptait moins sur ses revenus autonomes pour financer les programmes et services de base, ce qui démontre la vulnérabilité progressivement croissante du Manitoba aux changements relatifs aux transferts fédéraux.

Le Manitoba a reçu 396 millions de dollars, soit 67 % de plus, en recettes de programmes fédéraux ciblés à frais partagés (p. ex. Agri-stabilité, accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants) en 2021-2022 par rapport à 2020-2021.

Les principaux transferts fédéraux (y compris les Transferts canadiens en matière de santé et les Transferts canadiens en matière de programmes sociaux), à l'exclusion du financement relatif à la COVID-19, ont augmenté de 663 millions de dollars, soit 12,8 %.

Graphique 6

Transferts fédéraux en pourcentage des recettes totales



LES RISQUES ET LES INCERTITUDES

Au début de l'exercice financier, la population manitobaine devait faire face à des défis continus causés par la pandémie de COVID-19. Par conséquent, le Budget 2021 prévoyait 1,2 milliard de dollars précisément pour la réponse à la pandémie, et un montant supplémentaire de 100 millions de dollars a été approuvé par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses en mars 2022. Comme la pandémie persiste dans le Budget 2022, le financement pour les urgences, le rétablissement et la réponse dans le cadre de la pandémie de COVID-19 est fixé à 630 millions de dollars supplémentaires.

L'été dernier, la province a connu de graves conditions de sécheresse qui ont eu des répercussions sur de nombreux secteurs, mais surtout sur la production agricole et la production d'hydroélectricité. Ces deux secteurs ont connu des baisses à deux chiffres de la production réelle du PIB en 2021.

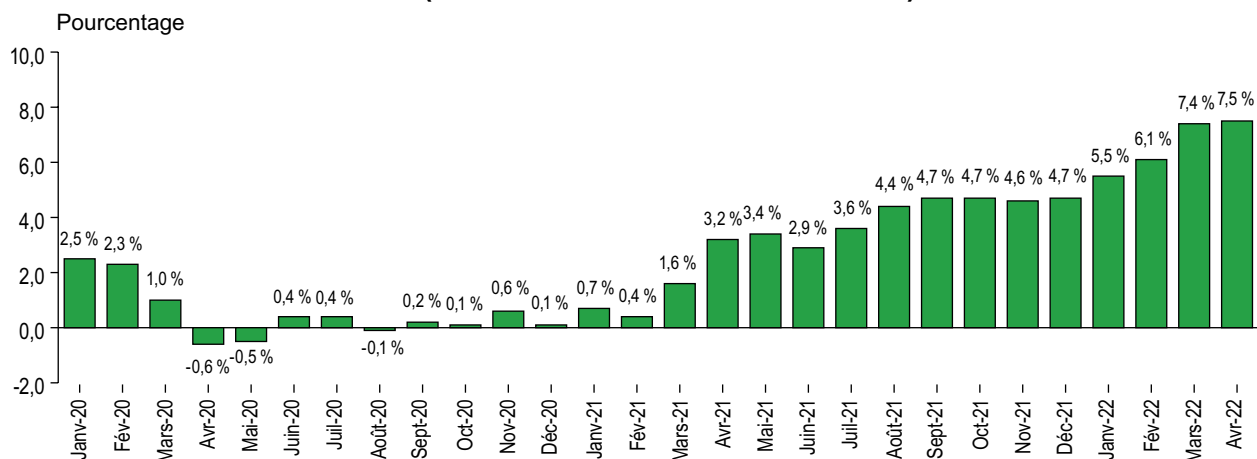
Au cours de l'exercice, les économies mondiales ont commencé à reprendre leurs activités alors que la pandémie de COVID-19 était maîtrisée. Au Manitoba, la reprise économique en toute sécurité a entraîné un fort redressement. Soutenus par les programmes d'aide du gouvernement, les ménages et les entreprises du Manitoba ont fait preuve d'une résilience remarquable alors qu'ils subissaient les multiples vagues de COVID-19.

Grâce à la réouverture d'un plus grand nombre d'entreprises, en particulier dans le secteur des services, les possibilités d'emploi à temps plein ont rapidement rebondi et, en décembre 2021, l'emploi total dans la province avait dépassé le niveau d'avant la pandémie. L'emploi à temps plein a augmenté de 4,7 % en 2021, tandis que l'emploi à temps partiel a diminué de 1,4 %. Une activité meilleure que prévu sur le marché du travail a généré une augmentation substantielle du revenu du travail, ce qui a fait grimper les dépenses intérieures dans l'économie, augmentant ainsi les recettes du gouvernement provincial.

La reprise économique mondiale s'accompagne toutefois de certains défis. La suppression de la demande de biens et de services était bien supérieure à la production, ce qui a ajouté de la pression aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement et provoqué des pénuries. Cela a entraîné une hausse substantielle des prix à la consommation et des produits de base dans le monde entier.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a encore exacerbé les hausses de prix mondiales. Le tableau suivant présente le taux d'inflation au Manitoba, la croissance sur douze mois entre janvier 2020 et mars 2022. Au Manitoba, le taux d'inflation annuel d'une année à l'autre est passé de 3,2 % en avril 2021 à 7,4 % en mars 2022.

Taux d'inflation du Manitoba (croissance d'une année à l'autre)



Source : Statistique Canada

Pour lutter contre ces pressions économiques, de nombreuses banques centrales dans le monde resserrent leur politique monétaire. La Banque du Canada a augmenté son taux directeur en mars 2022, la première hausse depuis fin 2018. Ces augmentations ont une incidence immédiate sur le taux d'intérêt que les Manitobains et Manitobaines obtiennent de leurs prêteurs sur des produits comme les prêts hypothécaires et les lignes de crédit. L'anticipation d'autres hausses de taux d'intérêt contribue à une plus grande volatilité sur les marchés immobilier et financier. Combinés à une croissance plus lente que prévu en Chine et en Russie, ces facteurs pèsent sur la croissance mondiale et augmentent l'incertitude quant à la voie de la reprise économique.

La réouverture a également entraîné une hausse de la demande de services des gouvernements provinciaux dans tout le Canada, en particulier dans le domaine des soins de santé, un secteur qui continue de gérer la pandémie. Selon l'Institut canadien d'information sur la santé, des opérations chirurgicales et d'autres procédures médicales prévues ont été retardées à plusieurs reprises, car les systèmes de santé du Canada ont donné la priorité à des traitements plus urgents pendant les vagues de COVID-19. Au cours des 22 premiers mois de la pandémie de COVID-19, près de 600 000 chirurgies de moins ont été réalisées au Canada.

La planification financière au Manitoba continuera de surveiller et d'évaluer les conséquences possibles de ces événements. Les risques sont en grande partie orientés vers la baisse et remettront en question les estimations de dépenses, tandis que le ralentissement de la croissance économique entraînera une diminution des recettes fiscales.

L'exposition globale du gouvernement aux risques et aux incertitudes résulte de variables qui ne dépendent pas directement de lui. Il s'agit notamment :

- des facteurs économiques tels que l'inflation, le taux de change et les prix des produits de base;
- la fermeture temporaire ou permanente des principales installations de production, en particulier des produits énergétiques, perturbant les chaînes d'approvisionnement et générant des pénuries;
- les tensions ou les invasions géopolitiques et leurs répercussions sur l'économie mondiale;
- les phénomènes météorologiques extrêmes;
- la pression inflationniste et la politique correspondante des taux d'intérêt de la Banque du Canada;
- les réformes fiscales dans d'autres territoires de compétence qui peuvent modifier de façon importante la planification fiscale et la compétitivité fiscale;
- les changements dans les transferts fédéraux;
- les obstacles au commerce, y compris les droits de douane sur les importations et les exportations;
- les retards imprévus dans les investissements en immobilisations prévus en raison d'obligations environnementales ou autres;
- le rendement financier des sociétés d'État, en particulier Manitoba Hydro;
- les résultats de procès, d'arbitrages ou de négociations avec des tiers;
- les taux d'utilisation des services gouvernementaux tels que les soins de santé, les services à l'enfance et à la famille ou les changements apportés à l'aide à l'emploi dans l'identification des normes comptables;

- les changements dans la quantification du passif lié aux sites contaminés et la volatilité des résultats, y compris les montants consolidés d'autres entités comptables;
- la migration des virus de la santé et d'autres maladies au-delà des frontières internationales;
- la planification de l'impôt sur le revenu et l'activité de détail;
- les facteurs démographiques tels que le vieillissement de la population et la croissance de la population d'âge scolaire;
- les événements économiques ou financiers qui peuvent influencer les résultats annuels globaux;
- la perturbation économique des entreprises touchées par certaines mesures de santé publique pendant la pandémie de COVID-19.

Le tableau suivant donne un aperçu de l'effet approximatif des changements de certaines des principales variables budgétaires du PIB nominal, des taux d'intérêt et des niveaux d'endettement. L'analyse de sensibilité fait partie de l'approche du gouvernement en matière de planification financière. Ce tableau illustre la sensibilité aux changements que ces variables ont sur les revenus nets (pertes nettes) du Manitoba :

Principales sensibilités des perspectives financières

Variable	Augmentation de :	Incidence annuelle sur le plan fiscal (millions de dollars)
PIB nominal	1 point de pourcentage	125,0
Taux d'intérêt	1 point de pourcentage	(35,0)
Endettement	500 millions de dollars	(18,0)

ANALYSE DES ÉCARTS ET DES PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Analyse des écarts et des principales évolutions

Revenus nets (pertes nettes) sommaires

Postes des recettes et des dépenses	Budget de 2021-2022	Chiffres réels de 2021-2022	Chiffres de 2020-2021 mis à jour	Écart	
				Chiffres de 2021-2022 par rapport aux chiffres de 2020-2021 mis à jour	Chiffres réels par rapport au budget de 2021-2022
(en millions de dollars)					
RECETTES					
Impôt sur le revenu	4 455	5 245	4 199	1 046	790
Autres taxes et impôts	4 280	4 485	4 429	56	205
Droits et autres recettes	2 407	2 479	2 291	188	72
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques nets	206	314	325	(11)	108
Total des recettes autonomes	11 348	12 523	11 244	1 279	1 175
Entreprises publiques	850	321	600	(279)	(529)
Transferts fédéraux	5 640	6 263	5 900	363	623
Total des recettes	17 838	19 107	17 744	1 363	1 269
DÉPENSES					
Assemblée législative	51	48	47	1	(3)
Conseil exécutif	6	6	6	–	–
Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration	1 554	1 476	1 476	–	(78)
Agriculture	370	645	302	343	275
Développement économique, Investissement et Commerce	292	282	288	(6)	(10)
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	3 450	3 338	3 184	154	(112)
Environnement, Climat et Parcs	165	157	355	(198)	(8)
Familles	2 030	2 351	2 041	310	321
Finances	174	173	479	(306)	(1)
Santé	7 085	7 265	7 056	209	180
Réconciliation avec les peuples autochtones et Relations avec le Nord	39	40	31	9	1
Justice	737	761	779	(18)	24
Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux	547	530	625	(95)	(17)
Santé mentale et Mieux-être de la communauté	368	368	350	18	–
Relations avec les municipalités	418	420	777	(357)	2
Ressources naturelles et Développement du Nord	111	113	112	1	2
Commission de la fonction publique	36	37	27	10	1
Aînés et Soins de longue durée	–	–	–	–	–
Sport, Culture et Patrimoine	96	92	124	(32)	(4)
Transport et Infrastructure	499	504	482	22	5
Crédits d'autorisation	267	31	25	6	(236)
Urgences diverses	100	135	281	(146)	35
Crédits d'impôt	46	72	52	20	26
Service de la dette	994	967	969	(2)	(27)
Total des dépenses	19 435	19 811	19 868	(57)	376
Revenus nets (pertes nettes) sommaires	(1 597)	(704)	(2 124)	1 420	893

Le gouvernement a terminé l'année avec une perte de 704 millions de dollars, soit 893 millions de dollars de moins que la perte nette de 1 597 millions de dollars prévue dans le budget. En 2021-2022, les recettes totales ont été de 19 107 millions de dollars et les dépenses totales de 19 811 millions de dollars.

Analyse des recettes

Les facteurs les plus importants à l'origine des écarts des recettes par rapport au budget de 2021-2022 sont :

- Les impôts sur le revenu ont été de 790 millions de dollars, soit 17,7 % de plus que le budget, principalement en raison d'une forte reprise des revenus en 2021, après la pandémie, par rapport aux prévisions.
- Les autres impôts étaient de 205 millions de dollars, soit 4,8 % de plus que le budget. Les principales catégories de revenus sont les suivantes :
 - Augmentation de 113 millions de dollars, soit 5,0 % pour la taxe sur les ventes au détail en raison d'une reprise économique plus rapide que prévu après la levée des restrictions liées à la pandémie.
 - Augmentation de 9 millions de dollars, soit 2,9 %, de la taxe sur les carburants en raison de la hausse de la consommation de carburant.
 - Augmentation de 14 millions de dollars, soit 3,8 %, de l'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement, principalement en raison de la réouverture de l'économie.

- La taxe sur les transferts fonciers a augmenté de 50 millions de dollars, soit 52,1 %, par rapport au budget de 2021-2022, en raison d'une sous-estimation dans le budget.

- Les droits et autres recettes ont été de 72 millions de dollars, soit 3 % de plus que prévu, et les recettes liées aux impôts fonciers pour l'éducation ont été de 5,1 %, soit 35 millions de dollars de plus que le budget de 2021-2022.

- Les revenus provenant des entreprises publiques ont été inférieurs de 529 millions de dollars au montant de 850 millions de dollars prévu au budget de 2021-2022 en raison des conditions de sécheresse qui ont gravement affecté la capacité d'Hydro-Manitoba à produire de l'électricité.

- Les transferts fédéraux ont été supérieurs de 623 millions de dollars aux prévisions budgétaires, ce qui représente une augmentation réelle de 11 % par rapport au budget de 2021-2022. L'augmentation reflète en partie un transfert canadien unique en matière de santé, un nouveau financement pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et le programme d'aide en cas de sécheresse Agri-relance.

L'analyse de l'évolution des recettes renseigne les lecteurs sur les principales variations des recettes selon les exercices et les sources, et leur permet d'évaluer la performance passée et les possibles implications pour l'avenir. La section suivante présente l'évolution des recettes au Manitoba.

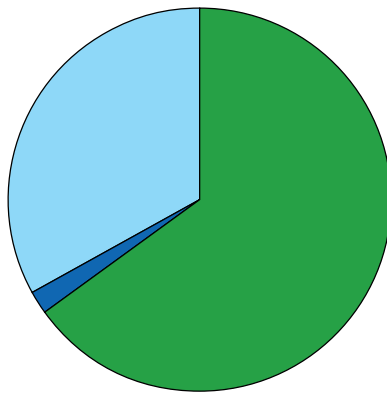
Analyse de l'évolution des recettes par source

Source des revenus	Chiffres réels de	Chiffres réels de	Chiffres réels de	Chiffres mis à jour	Chiffres réels de
	2017-2018	2018-2019	2019-2020	de 2020-2021	2021-2022
(en millions de dollars)					
Impôt sur le revenu	3 985	4 234	4 515	4 199	5 245
Taxe sur les ventes au détail	2 444	2 472	2 262	2 208	2 387
Taxes sur les carburants	344	347	338	299	323
Impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement	356	376	385	370	385
Impôt foncier pour l'éducation	827	847	874	895	728
Autres taxes et impôts	617	643	633	657	662
Droits et autres recettes	2 364	2 341	2 465	2 291	2 479
Transferts fédéraux	4 200	4 531	4 879	5 900	6 263
Revenus nets des entreprises publiques	758	919	913	600	321
Fonds d'amortissement et autres bénéfiques	257	318	377	325	314
Total des recettes	16 152	17 028	17 641	17 744	19 107

Le tableau suivant illustre les principales sources des recettes du gouvernement pour 2021-2022. La majorité des recettes, soit 65 %, sont générées par les sources autonomes du Manitoba.

Sources de recettes pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

Pourcentage



- Recettes autonomes : 65,0 %
- Entreprises publiques : 2,0 %
- Transferts fédéraux : 33,0 %

Les recettes totales en 2021-2022 s'élèvent à 19 107 millions de dollars, soit une augmentation de 1 363 millions de dollars ou 7,7 % par rapport à 2020-2021.

Les principaux facteurs expliquant les écarts des recettes par rapport à l'exercice précédent sont les suivants :

- Une augmentation de 1 046 millions de dollars, soit 24,9 %, de l'impôt sur le revenu, principalement en raison d'une augmentation imprévue de l'impôt sur le revenu des particuliers (778 millions de dollars) et des sociétés (268 millions de dollars); ces augmentations sont soutenues par une hausse de 4,7 % de l'emploi à temps plein au Manitoba en 2021.

- Une augmentation de 363 millions de dollars, soit 6,2 %, des transferts fédéraux par rapport aux chiffres réels de 2020-2021, ce qui reflète une augmentation des transferts de péréquation et une réduction de 300 millions de dollars des transferts liés à la COVID-19 par rapport au montant réel reçu en 2020-2021.

- Les entreprises publiques ont généré 279 millions de dollars de recettes en moins par rapport à 2020-2021. Certains facteurs liés à ce manque à gagner sont les suivants :

- La Société manitobaine des alcools et des loteries a connu une augmentation des recettes de 172 millions de dollars, principalement en raison de la reprise des activités normales comme la loterie vidéo et d'une participation plus élevée aux casinos provinciaux.

- Les revenus nets d'Hydro ont diminué de 367 millions de dollars, principalement en raison des conditions de basses eaux et des prix plus élevés du gaz naturel, partiellement compensés par des recettes intérieures plus élevées résultant de tarifs de gaz plus élevés et des effets du temps plus froid de l'hiver.

- La Société d'assurance publique du Manitoba a connu une diminution de 85 millions de dollars de ses revenus de placement, principalement en raison de la volatilité accrue des marchés financiers mondiaux, qui a entraîné des changements marqués de la juste valeur marchande des actifs détenus.

- Diminution de 11 millions de dollars ou 3,4 % des fonds d'amortissement et autres bénéfiques en raison de la baisse des taux d'intérêt, compensée par une augmentation des revenus d'honoraires de garantie d'Hydro, en raison des emprunts supplémentaires effectués par Hydro par rapport à 2020-2021.

Revenus nets des entreprises publiques	Budget de 2021-2022	Chiffres réels de 2021-2022	Chiffres réels de 2020-2021
Société manitobaine des alcools et des loteries	570	597	425
Société d'assurance-dépôts du Manitoba	29	30	29
Régie de l'hydro-électricité du Manitoba	190	(248)	119
Société d'assurance publique du Manitoba	61	(58)	27
Revenus nets des entreprises publiques	850	321	600

Analyse des dépenses

Les principaux facteurs à l'origine des écarts de dépenses par rapport au budget de 2021-2022 sont les suivants :

- Les dépenses du ministère de l'Éducation postsecondaire, du Développement des compétences et de l'Immigration étaient inférieures de 78 millions de dollars, soit 5 %, au budget. Cela est principalement dû à une baisse des coûts de fonctionnement et des salaires liée aux retards de réouverture des campus d'enseignement secondaire en raison des vagues subséquentes de COVID-19. Le ministère a également connu une baisse des demandes de soutien aux étudiants handicapés.
- Le ministère de l'Agriculture du Manitoba a dépassé son budget de 275 millions de dollars, soit 74,3 %, en raison d'une année de réclamation très élevée et sans précédent pour le programme d'Agri-assurance en raison des conditions de sécheresse généralisée dans tout le Manitoba en 2021.
- Les dépenses du secteur de l'éducation ont diminué de 112 millions de dollars, soit une baisse de 3,2 %, par rapport au budget redressé de 2021-2022. Cela est principalement dû à la COVID-19, qui a eu pour effet de réduire les dépenses des divisions scolaires liées au transport et aux fournitures, ainsi qu'à la différence temporelle entre les dates de fin d'exercice de la Province et des divisions scolaires, lorsque les paiements aux divisions pour l'exercice n'ont pas été totalement utilisés avant le 30 juin 2022.
- Les dépenses du ministère des Familles ont dépassé le budget de 321 millions de dollars, soit de 15,8 %, principalement en raison des coûts supplémentaires associés aux réparations et à l'entretien des logements de Logement Manitoba, d'une augmentation des salaires dans le secteur des Services communautaires aux personnes handicapées, d'un financement supplémentaire accordé aux offices de services à l'enfance et à la famille et aux refuges pour sans-abri pour les dépenses liées à la COVID-19, d'une augmentation des Services aux enfants handicapés et des services axés sur l'enfant et la collectivité, ainsi que des passifs éventuels.
- Ces investissements sectoriels comprennent des montants mis de côté pour comptabiliser les passifs éventuels. La comptabilisation des passifs éventuels est conforme aux normes comptables du secteur public, sans préjudice des processus juridiques ou autres qui doivent se dérouler à l'avenir. Les montants finaux payés sont déterminés par des procédures juridiques ou autres, de sorte que les paiements peuvent différer de l'estimation comptable du passif éventuel qui figure dans les comptes publics.
- Les dépenses du ministère de la Santé ont dépassé le budget de 180 millions de dollars, soit 2,5 %, principalement en raison des coûts associés à l'augmentation du financement des soins de courte durée pour soutenir les organismes de prestation de services. Cela comprend les augmentations d'une année à l'autre des coûts engagés en raison des arriérés relatifs à la COVID-19 et aux chirurgies, des contrats salariaux réglés, y compris les paiements rétroactifs, et des coûts accrus pour les projets de Transformation du système de santé.
- Le service de la dette a été de 27 millions de dollars, soit 2,7 % de moins que prévu, principalement en raison de taux d'intérêt inférieurs aux prévisions, combinés à une diminution des emprunts nécessaires au cours de l'exercice.
- Les crédits d'autorisation ont été de 236 millions de dollars, soit 88,4 % de moins que le budget de 2021-2022, en raison de la réduction des pressions exercées par la réponse à la pandémie COVID-19.
- Les Urgences diverses ont dépassé le budget de 35 millions de dollars, soit 35 %. Les dépenses relatives aux situations d'urgence de cette année comprenaient les coûts liés au programme d'aide en cas de sécheresse d'Agri-relance et à la lutte contre les incendies.

L'analyse des dépenses aide les lecteurs à comprendre l'incidence des dépenses du gouvernement sur l'économie, la répartition de l'ensemble de ses recettes et l'usage des ressources, ainsi que le coût des programmes du gouvernement.

DÉPENSES PAR FONCTION

Les dépenses par fonction fournissent un résumé des principaux secteurs de dépenses ministérielles du gouvernement et des changements dans les dépenses par rapport à l'exercice précédent.

Analyse de l'évolution des dépenses par fonction

Dépenses par fonction	Chiffres mis à jour de 2020-2021	Chiffres réels de 2021-2022
(en millions de dollars)		
Assemblée législative	47	48
Conseil exécutif	6	6
Éducation postsecondaire, Développement des compétences et Immigration	1 476	1 476
Agriculture	302	645
Développement économique, Investissement et Commerce	288	282
Éducation et Apprentissage de la petite enfance	3 184	3 338
Environnement, Climat et Parcs	355	157
Familles	2 041	2 351
Finances	479	173
Santé	7 056	7 265
Réconciliation avec les peuples autochtones et Relations avec le Nord	31	40
Justice	779	761
Travail, Protection du consommateur et Services gouvernementaux	625	530
Santé mentale et Mieux-être de la communauté	350	368
Relations avec les municipalités	777	420
Ressources naturelles et Développement du Nord	112	113
Commission de la fonction publique	27	37
Aînés et Soins de longue durée	–	–
Sport, Culture et Patrimoine	124	92
Transport et Infrastructure	482	504
Crédits d'autorisation	25	31
Urgences diverses	281	135
Crédits d'impôt	52	72
Service de la dette	969	967
Dépenses totales par fonction	19 868	19 811

Remarque : Les dépenses réelles pour le ministère des Aînés et des Soins de longue durée étaient inférieures à 500 000 \$. À des fins d'affichage, cela est indiqué comme étant zéro.

Les dépenses totales étaient de 19 811 millions de dollars en 2021-2022, soit une diminution de 57 millions de dollars ou 0,3 % par rapport à 2020-2021. Les principaux facteurs à l'origine des écarts de dépenses par rapport à l'exercice précédent sont les suivants :

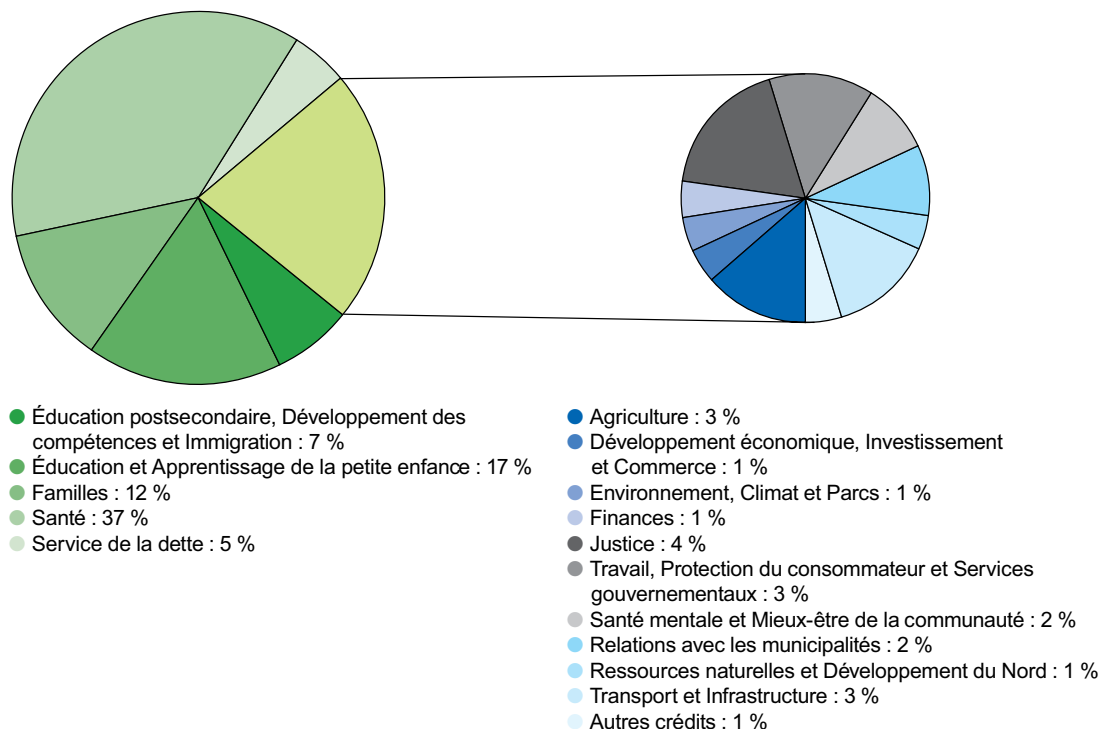
- Les dépenses du ministère de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance ont augmenté de 154 millions de dollars ou 4,8 % par rapport à 2020-2021. Cela est principalement dû au soutien supplémentaire fourni aux divisions scolaires pour l'augmentation des salaires du personnel des écoles, y compris les éducateurs. Mise en œuvre du Fonds des idées du personnel enseignant en 2021-2022, augmentation du fonds d'allocation de retraite des enseignants et financement fourni aux établissements de garde d'enfants.
- Les dépenses du ministère de l'Environnement, du Climat et des Parcs ont diminué de 198 millions de dollars, soit 55,8 %. Les dépenses ont été plus élevées en 2020-2021 en raison de la réévaluation du passif des sites contaminés pour les mines orphelines et abandonnées, et des transferts inférieurs effectués au Fonds de dotation pour les parcs provinciaux à la Winnipeg Foundation en 2020-2021 qui n'ont pas eu lieu en 2021-2022.

- Le ministère des Familles a augmenté ses dépenses de 310 millions de dollars, soit 15,2 %, en raison des investissements dans les réparations et l'entretien des logements du Manitoba, de la pression supplémentaire exercée sur le secteur à cause des répercussions continues liées à la COVID-19, des facteurs inflationnistes, des règlements salariaux et d'autres passifs éventuels.
- Les dépenses du ministère des Finances ont diminué de 306 millions de dollars, soit 63,9 %, principalement en raison de la réduction des dépenses liées aux programmes relatifs à la COVID-19.
- Les dépenses du ministère de la Santé ont augmenté de 209 millions de dollars, soit de 3 %, principalement en raison de l'augmentation du financement des services de soins de courte durée, de l'augmentation des salaires du personnel de la santé, de l'augmentation des coûts attribuables aux problèmes de la chaîne d'approvisionnement en médicaments, des services transfusionnels, des services d'intervention et de transport en cas d'urgence, ce qui comprend également les besoins en approvisionnement pour réduire la propagation de la COVID-19 dans toutes les opérations de santé.
- Les dépenses du ministère du Travail, de la Protection du consommateur et des Services gouvernementaux ont diminué de 95 millions de dollars, soit 15,2 %, principalement en raison de la réduction de la demande d'achat de fournitures pour soutenir la réponse à la pandémie de COVID-19.
- Les dépenses du ministère des Relations avec les municipalités ont diminué de 357 millions de dollars, soit 45,9 %, principalement en raison d'une réduction des subventions ponctuelles accordées en 2020-2021 par rapport à 2021-2022.
- Les dépenses du ministère du Sport, de la Culture et du Patrimoine ont diminué de 32 millions de dollars, soit 25,8 %, par rapport aux chiffres réels de 2020-2021, en raison de la réduction des paiements de subventions et de transferts en 2021-2022 pour soutenir les programmes encore touchés par la COVID-19. Ce facteur a permis de réaliser des économies importantes en 2021-2022.
- Les dépenses d'Urgences diverses ont diminué de 146 millions de dollars, soit 52,0 %, en raison de la réduction des besoins en matière de soutien et d'aide d'urgence dans le cadre de la pandémie de COVID-19 pour les particuliers et les entreprises, ainsi que des passifs éventuels émergents.

Le diagramme suivant illustre les dépenses du gouvernement par fonction. Les ministères situés à gauche du tableau représentent 73 % des dépenses de fonctionnement totales dans le bilan du gouvernement.

Dépenses par fonction

Pourcentage



Les dépenses de programme, qui représentent les dépenses totales à l'exclusion du coût du service de la dette, ont diminué par rapport à 2020-2021, principalement en raison de réductions au sein des ministères des Finances, de l'Environnement, du Climat et des Parcs, et des Relations avec les municipalités.

En 2021-2022, le ratio des dépenses totales au PIB s'élevait à 24,9 % (27,3 % en 2020-2021), tandis que les

dépenses de programme par rapport au PIB s'élevaient à 23,7 % (27,3 % en 2020-2021).

Les dépenses totales exprimées en pourcentage des recettes totales étaient de 103,7 % en 2021-2022. Un ratio de dépenses supérieur à 100 % signifie que les dépenses ont dépassé les recettes, ce qui entraîne une perte. Un ratio de 100 % indique que les dépenses et les revenus sont en adéquation.

TYPE DE DÉPENSE

L'analyse de l'évolution des dépenses par catégorie présente un sommaire des dépenses du gouvernement par catégorie et expose les variations des dépenses au fil des ans.

Analyse de l'évolution des dépenses par catégorie

Dépenses par catégorie	Chiffres réels de 2017-2018	Chiffres réels de 2018-2019	Chiffres réels de 2019-2020	Chiffres mis à jour de 2020-2021	Chiffres réels de 2021-2022
(en millions de dollars)					
Services de personnel	8 057	8 070	8 241	8 759	9 043
Subventions et paiements de transfert	2 418	2 490	2 809	3 687	2 912
Transports	155	167	182	158	155
Communications	75	72	75	77	99
Fournitures et services	1 871	1 954	2 035	2 509	2 406
Aide sociale	1 785	1 855	1 728	1 631	1 982
Autres dépenses de fonctionnement	704	745	678	1 088	1 337
Service de la dette	952	1 000	1 037	969	967
Dépenses en capital secondaires	116	101	106	207	108
Amortissement	713	723	745	783	802
Dépenses totales par catégorie	16 846	17 177	17 636	19 868	19 811

La répartition globale des dépenses par type était assez cohérente, par rapport aux résultats de 2020-2021. Les types de dépenses suivants ont varié de façon plus importante par rapport à l'exercice précédent.

Les services de personnel, la plus grande dépense de la province, en pourcentage des dépenses totales, ont augmenté à 45,6 % (44,1 % en 2020-2021).

Les fournitures et services ont diminué à 12,1 % (12,6 % en 2020-2021).

Les subventions et les paiements de transfert ont diminué à 14,7 % (18,6 % en 2020-2021). Les frais de service de la dette s'élevaient à 967 millions de dollars (969 millions de dollars en 2020-2021) en date du 31 mars 2022, soit une diminution de 2 millions de dollars, ou 0,2 %.

DÉPENSES PAR CATÉGORIE

L'analyse des dépenses par catégorie fournit un examen secondaire de la manière dont les dépenses de la Province sont classées et du secteur qui bénéficie du plus grand soutien.

Analyse de l'évolution des dépenses par catégorie

Année en (millions de dollars)	Chiffres réels de 2018	Chiffres réels de 2018	Chiffres réels de 2020	Chiffres mis à jour de 2021	Chiffres réels de 2022
Santé	6 564	6 663	6 962	7 510	7 737
Éducation et développement économique	4 573	4 667	4 700	5 051	5 201
Familles	2 295	2 312	2 271	2 152	2 465
Développement des communautés et des ressources	1 980	1 935	1 724	2 140	1 943
Justice et autres dépenses	1 556	1 647	1 487	2 383	2 046
Administrations publiques (Note a)	110	165	878	1 059	888
Réglages (Note b)	(232)	(212)	(386)	(427)	(469)
Dépenses totales par catégorie	16 846	17 177	17 636	19 868	19 811

Note a : La catégorie des administrations publiques comprend les recettes provenant de sources qui ne peuvent pas être attribuées à un secteur en particulier. Elle comprend également les dépenses liées aux services d'urgence et à l'aide en cas de catastrophe.

Note b : Des modifications de consolidation sont nécessaires pour rendre les secteurs conformes aux méthodes comptables du gouvernement et pour éliminer les transactions entre les secteurs.

Les dépenses ont augmenté de 2 965 millions de dollars, soit 17,6 %, au cours des cinq dernières années.

La santé a représenté en moyenne 38,8 % des dépenses globales de la Province au cours des cinq dernières années, tandis que l'éducation et le développement économique ont représenté en moyenne 26,6 % au cours de cette même période. Les cinq différents secteurs ont été stables et présentent de très faibles fluctuations des dépenses lorsqu'on les compare d'une année à l'autre.

Actifs financiers

L'analyse des actifs financiers renseigne les lecteurs sur le montant de ressources que le gouvernement peut convertir en liquidités au besoin pour s'acquitter de ses obligations en cours ou financer des activités futures.

Analyse de l'évolution des actifs financiers

Actifs financiers	Chiffres réels de	Chiffres réels de	Chiffres mis à jour de 2019-	Chiffres mis à jour de 2020-	Chiffres réels de
	2017-2018	2018-2019	2020	2021	2021-2022
(en millions de dollars)					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 725	2 720	2 780	3 018	3 407
Placements temporaires	564	585	561	1 001	761
Comptes débiteurs et avances	1 849	1 867	1 857	1 901	2 288
Stocks	50	42	30	25	17
Placements de portefeuille	1 649	1 563	1 798	2 167	2 290
Prêts et avances	1 411	1 529	1 604	1 591	1 438
Actif net des entreprises publiques	2 957	3 035	3 411	3 829	3 832
Actif net des partenariats commerciaux publics	19	20	20	20	20
Total des actifs financiers	10 224	11 361	12 061	13 552	14 053

Les actifs financiers ont augmenté de 501 millions de dollars, soit 3,7 %, par rapport à 2020-2021. Cette hausse est principalement due à une augmentation des comptes débiteurs et des avances de 387 millions de dollars, soit 20,4 %, à une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 389 millions de dollars, soit 12,9 %, à une augmentation des investissements de portefeuille de 123 millions de

dollars, soit 5,7 %, à une augmentation des capitaux propres dans les entreprises publiques de 3 millions de dollars, et partiellement compensée par une diminution des investissements temporaires de 240 millions de dollars, soit 24 %, et une diminution des prêts et des avances de 153 millions de dollars, soit 9,6 %.

Passifs

Une analyse des passifs permet aux lecteurs de comprendre et d'évaluer les pressions qui s'exercent sur les actifs financiers. Les passifs sont les dettes et les obligations à assumer au moyen de la trésorerie ou d'autres actifs.

Le passif total pour 2021-2022 a augmenté de 1 305 millions de dollars, soit 3,2 %, par rapport à 2020-2021. Les emprunts ont augmenté de 1 079 millions de dollars, soit 3,4 %, par rapport à 2020-2021. Le passif au titre du régime de retraite a augmenté de 166 millions de dollars, soit 5,0 %, par rapport à 2020-2021. Les comptes créditeurs et les charges à payer ont augmenté de 357 millions de dollars, soit 7,1 %, et les rentrées soumises à restrictions, inscrites comme des recettes différées, ont connu une diminution de 292 millions de dollars, soit 19,5 %.

Analyse de l'évolution des passifs

Passifs	Chiffres réels de 2017-2018	Chiffres réels de 2018-2019	Chiffres mis à jour de 2019-2020	Chiffres mis à jour de 2020-2021	Chiffres mis à jour de 2020-2021
	(en millions de dollars)				
Emprunts	27 350	29 166	29 272	31 339	32 418
Comptes créditeurs et charges à payer	4 202	3 648	3 771	5 037	5 394
Produit différé	396	711	1 341	1 496	1 204
Obligation découlant du régime de retraite	2 726	2 914	3 107	3 321	3 487
Autres éléments de passif	20	17	11	10	5
Total des passifs	34 694	36 456	37 502	41 203	42 508

OBLIGATION DÉCOULANT DES RÉGIMES DE RETRAITE

Le gouvernement a adopté une approche axée sur la prudence et la diversification dans le choix de ses placements, afin de limiter les risques liés à la volatilité des marchés et ainsi protéger l'actif des régimes de retraite. La valeur de l'actif des régimes est déterminée à l'aide d'une méthode de moyenne mobile de la juste valeur. Selon cette méthode, la juste valeur est le fondement, et tout surplus (ou manque à gagner) relatif au rendement du capital investi supérieur (ou inférieur) au taux attendu à long terme est amorti sur une période de cinq ans. Lorsque l'expérience réelle diffère des

estimations actuarielles, tant en ce qui concerne les obligations au titre des prestations constituées que les actifs des régimes, la différence est amortie sur la durée résiduelle moyenne d'activité du groupe de salariés liés.

Cette méthode de comptabilité pour l'obligation au titre des prestations constituées ainsi que pour les actifs des régimes est conforme aux normes comptables canadiennes pour le secteur public et permet au gouvernement de lisser les gains et les pertes sur plusieurs années.

Dettes nette et déficit accumulé

La dette nette est la différence entre les passifs de la Province et ses actifs financiers. Elle représente la somme des passifs à financer à même les recettes et les impôts à venir. Les pertes d'exploitation, les investissements en immobilisations corporelles et les augmentations des autres actifs non financiers augmentent tous la dette nette. La dette nette diminue en fonction des revenus nets provenant des activités ou des baisses de la valeur des immobilisations corporelles nettes et d'autres actifs non financiers.

La dette nette de 27,7 milliards de dollars pour 2020-2021 a augmenté à 28,5 milliards de dollars en date du 31 mars 2022.

Les principales raisons de l'augmentation de la dette nette pour 2021-2022 sont :

- la perte d'exploitation de 704 millions de dollars en 2021-2022;
- l'acquisition d'immobilisations corporelles nettes de 222 millions de dollars;
- l'augmentation de 157 millions de dollars des autres actifs non financiers.

Ces éléments ont été partiellement compensés par un gain de 279 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global.

La dette nette de 28 455 millions de dollars au 31 mars 2022 est inférieure au budget de 1 543 millions de dollars.

Le déficit accumulé a augmenté de 424 millions de dollars, soit 3,2 %, par rapport à 2020-2021, en raison d'une perte d'exploitation de 704 millions de dollars et a été partiellement compensé par un autre résultat global de 279 millions de dollars.

Analyse de l'évolution de la dette nette et du déficit accumulé

	Chiffres réels de 2017-2018	Chiffres réels de 2018-2019	Chiffres mis à jour de 2019-2020	Chiffres mis à jour de 2020-2021	Chiffres réels de 2021-2022
Dettes nette et déficit accumulé					
	(en millions de dollars)				
Actifs financiers	10 224	11 361	12 061	13 552	14 053
Moins : Passifs	(34 694)	(36 456)	(37 502)	(41 203)	(42 508)
Total de la dette nette	(24 470)	(25 095)	(25 441)	(27 651)	(28 455)
Actifs non financiers	(13 688)	13 999	14 197	14 526	14 906
Déficit accumulé total	(10 782)	(11 096)	(11 244)	(13 25)	(13 549)

Actifs non financiers, y compris les immobilisations corporelles

Une analyse des actifs non financiers permet aux lecteurs d'apprécier l'évolution des infrastructures et des actifs non financiers à long terme du gouvernement.

Analyse de l'évolution des actifs non financiers

	Chiffres réels de 2017-2018	Chiffres réels de 2018-2019	Chiffres réels de 2019-2020	Chiffres réels de 2020-2021	Chiffres réels de 2021-2022
Actifs non financiers					
(en millions de dollars)					
Immobilisations corporelles	13 550	13 856	14 041	14 255	14 477
Charges payées d'avance	64	72	77	81	87
Stocks	74	71	79	190	342
Total des actifs non financiers	13 688	13 999	14 197	14 526	14 906

Les actifs non financiers représentent généralement des ressources qu'un gouvernement peut utiliser à l'avenir pour fournir des services au moyen d'immobilisations corporelles. La gestion des actifs non financiers a des répercussions directes sur le niveau et la qualité des services qu'un gouvernement est en mesure de fournir à sa population.

En date du 31 mars 2022, les actifs non financiers étaient supérieurs de 380 millions de dollars, soit 2,6 %, à ceux de 2020-2021. La majorité des actifs non financiers du gouvernement sont des immobilisations corporelles. La valeur comptable nette des immobilisations corporelles

a augmenté de 222 millions de dollars par rapport à 2020-2021.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles totalisaient 1 071 millions de dollars en 2021-2022 (1 061 millions de dollars en 2020-2021). Ces ajouts comprennent des investissements dans des installations de santé et d'éducation et d'autres infrastructures terrestres, comme des routes, des ponts, des ouvrages de régularisation des eaux et des parcs.

Une analyse des immobilisations corporelles aide les lecteurs à connaître la capacité du gouvernement de fournir des services au cours de périodes à venir.

Analyse de l'évolution des immobilisations corporelles

	Chiffres réels de 2017-2018	Chiffres réels de 2018-2019	Chiffres réels de 2019-2020	Chiffres réels de 2020-2021	Chiffres réels de 2021-2022
Immobilisations corporelles					
(en millions de dollars)					
Terrains	298	307	330	305	321
Immeubles et améliorations locatives	5 502	5 982	6 317	6 424	6 517
Véhicules et équipement	711	754	748	739	710
Matériel informatique et logiciels	278	368	359	318	321
Actifs en construction	1 431	961	709	766	727
Infrastructure	5 330	5 484	5 578	5 703	5 881
Total des immobilisations corporelles	13 550	13 856	14 041	14 255	14 477

Le gouvernement comptabilise à l'actif le coût brut de ses immobilisations corporelles. Les sommes liées aux projets d'immobilisation et récupérées d'autres administrations sont inscrites comme des recettes au cours de l'exercice où les immobilisations sont achetées ou construites. Les terres de la Couronne transférées à la province ne sont pas comptabilisées dans les états financiers comme des immobilisations corporelles.

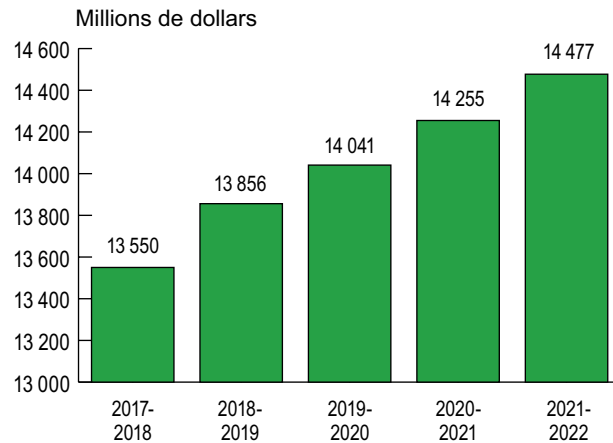
La valeur comptable nette des immobilisations corporelles s'élevait à 14,5 milliards de dollars à la fin de 2021-2022 (14,3 milliards de dollars en 2020-2021). Les immeubles et améliorations locatives comprennent les écoles, les établissements de santé et les immeubles de services publics qui appartiennent à la Province.

Le coût total des immobilisations corporelles a augmenté de façon constante, passant de 23,4 milliards de dollars en 2017-2018 à 26,5 milliards de dollars en 2021-2022, ce qui montre que la Province dispose de plus d'actifs pour la prestation de services au cours des périodes à venir.

De même, la valeur comptable nette des immobilisations corporelles, qui correspond à la valeur restante des actifs figurant dans le bilan, est passée de 13,6 milliards de dollars en 2017-2018 à 14,5 milliards de dollars en 2021-2022. Le tableau suivant illustre la valeur comptable

nette totale de toutes les immobilisations corporelles de 2017-2018 à 2021-2022.

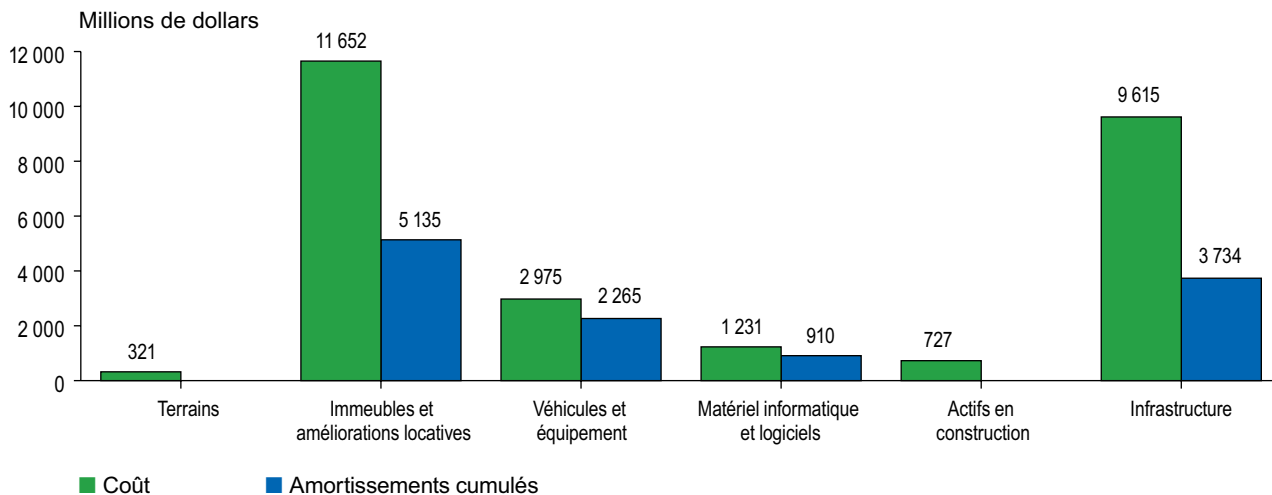
Valeur comptable nette totale des immobilisations corporelles



La catégorie Infrastructure comprend les routes, les ouvrages de régularisation des eaux et les parcs.

Le diagramme suivant illustre les immobilisations corporelles par catégorie et les amortissements cumulés connexes au 31 mars 2022.

Immobilisations corporelles



Summary Financial Statements

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2022



2022

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

TABLE OF CONTENTS

Statement of Responsibility	59
Auditor's Report	61
Consolidated Statement of Financial Position	65
Consolidated Statement of Revenue and Expense	66
Consolidated Statement of Accumulated Deficit	68
Consolidated Statement of Change In Net Debt	69
Consolidated Statement of Cash Flow	70
Notes to the Summary Financial Statements	71
Schedule 1— Consolidated Statement of Amounts Receivable	105
Schedule 2— Consolidated Statement of Loans and Advances	106
Schedule 3— Government Business Enterprises Schedule of Consolidated Operating Results and Financial Position	107
Schedule 4— Consolidated Statement of Borrowings	108
Schedule 5— Consolidated Statement of Accounts Payable, Accrued Charges, Provisions and Unearned Revenue	109
Schedule 6— Consolidated Statement of Pension Liability	110
Schedule 7— Consolidated Statement of Tangible Capital Assets	112
Schedule 8— Government Organizations, Components and Business Enterprises Comprising the Government Reporting Entity	113
Schedule 9— Consolidated Statement of Operations by Sector	115
Schedule 10— Restated Budget	117

STATEMENT OF RESPONSIBILITY



STATEMENT OF RESPONSIBILITY

The summary financial statements are prepared under the direction of the Minister of Finance in accordance with the stated accounting policies of the Government reporting entity and include summary statements of financial position, revenue and expense, accumulated deficit, change in net debt, cash flow, notes and schedules integral to the statements. Together, they present fairly, in all material respects, the financial position of the Government as at March 31, 2022, and the results of its operations, the changes in its net debt, and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards.

The Government is responsible for the integrity and objectivity of the summary financial statements. In the preparation of these statements, estimates are sometimes necessary because a precise determination of certain assets, liabilities, revenues and expenses is dependent on future events. The Government believes such estimates have been based on careful judgements and have been properly reflected in the summary financial statements.

The Government fulfills its accounting and reporting responsibilities, through the Office of the Provincial Comptroller, by maintaining systems of financial management and internal control. The systems are continually enhanced and modified to provide timely and accurate information, to safeguard and control the Government's assets, and to ensure all transactions are in accordance with The Financial Administration Act.

The Auditor General expresses an independent opinion on these financial statements. His report, stating the scope of his audit and opinion, appears on the following page.

These financial statements are tabled in the Legislature. They are referred to the Standing Committee on Public Accounts, which reports to the Legislature on the results of its examination together with any recommendations it may have with respect to the financial statements and accompanying audit opinion.

On behalf of the Government of the Province of Manitoba.

Original signed by

Andrea Saj, CPA, CGA
Provincial Comptroller

September 27, 2022



INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the Legislative Assembly of the Province of Manitoba

Qualified Opinion

We have audited the summary financial statements of the Province of Manitoba (the Province), which comprise the consolidated statement of financial position as at March 31, 2022, and the consolidated statement of revenue and expense, consolidated statement of accumulated deficit, consolidated statement of changes in net debt and consolidated statement of cash flow for the year then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, except for the effects of the matters described in the *Basis for Qualified Opinion* section of our report, the accompanying consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the consolidated financial position of the Province as at March 31, 2022, and the consolidated results of its operations, consolidated changes in its net debt, and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with Canadian public sector accounting standards (PSAS).

Basis for Qualified Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Summary Financial Statements* section of our report. We are independent of the Province in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the summary financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our qualified opinion.

Change in control of the Workers Compensation Board not recognized in prior year comparatives (March 31, 2021)

The Province made amendments to *The Workers Compensation Act* that took effect on November 6, 2020. These amendments resulted in the Province no longer controlling the Workers Compensation Board (WCB).

In our opinion, prior to the amendments, the Province controlled the WCB—based on the definition of control in the Public Sector Accounting Standards (PSAS). Under PSAS, while the WCB was under the Province's control, the Province was required to include the WCB's financial position and the results of its operations in the summary financial statements. When control changed on November 6, 2020, under PSAS, the Province was required to remove the WCB's net financial assets from their statement of financial position by expensing them in the statement of operations.

The Province has not included the WCB's financial position and the results of its operations in the summary financial statements since the year ended March 31, 2018. As a result, the prior year comparative figures for the year ended March 31, 2021 included in the summary financial statements are not in accordance with PSAS.

Had the Province addressed this departure from PSAS;

- The March 31, 2021 net income from government business enterprises would have increased by \$4 million, and other comprehensive income would have decreased by \$39 million to reflect the WCB's results of operations up to November 6, 2020.
- On November 6, 2020, the Province would have removed from the statement of financial position, the WCB's assets that were no longer under its control. This would have increased expenses by \$612 million to reflect the disposal of equity in government business enterprises.
- The net result of the above adjustments would have been a \$608 million increase to the annual deficit for the year ended March 31, 2021.

This PSAS departure had no impact on the balances and accounts for the year ended March 31, 2022, and the qualification only applies to the prior year comparative figures.

Other Information

The Province is responsible for the other information. The other information comprises the Province of Manitoba Annual Report and Public Accounts (the Annual Report), but does not include the summary financial statements and our auditor's report thereon, which we obtained prior to the date of this auditor's report.

Our qualified opinion on the summary financial statements does not cover the other information and we do not and will not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the summary financial statements, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the summary financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated.

If, based on the work we have performed on the other information that we obtained prior to the date of this auditor's report, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. As described in the Basis for Qualified Opinion section above, the Province had not accounted for WCB in the prior year comparatives as of March 31, 2021 in accordance with PSAS. We have concluded that the Annual Report is materially misstated for the same reasons with respect to this and other items in the Annual Report affected by this departure from PSAS.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Summary Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the summary financial statements in accordance with PSAS, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of summary financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Province's ability to continue as a going concern, meaning that the Province will continue in operation, and will be able to realize assets and discharge liabilities and meet its statutory obligations in the normal course of operations for the foreseeable future.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Province's financial reporting process. With respect to the Province, those charged with governance refers to the Minister of Finance.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Summary Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the summary financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these summary financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the summary financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Province's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.



- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Province's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the summary financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Province to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the summary financial statements, including the disclosures, and whether the summary financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Province to express an opinion on the summary financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

*Original signed by
Tyson Shtykalo*

Winnipeg, Manitoba
September 27, 2022

Tyson Shtykalo, CPA, CA
Auditor General

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

As at March 31, 2022

SCHEDULE	(\$ millions)		
	2022 Actual	2021 Restated	
FINANCIAL ASSETS			
	Cash and cash equivalents.....	3,407	3,018
	Temporary investments (Note 2).....	761	1,001
1	Amounts receivable.....	2,288	1,901
	Inventories for resale.....	17	25
	Portfolio investments (Note 3).....	2,290	2,167
2	Loans and advances.....	1,438	1,591
3	Equity in government business enterprises (Note 4).....	3,832	3,829
	Equity in government business partnerships (Note 5).....	20	20
	Total Financial Assets	14,053	13,552
LIABILITIES			
4	Borrowings.....	32,418	31,339
5	Accounts payable, accrued charges, provisions and unearned revenue.....	6,603	6,543
6	Pension liability (Note 6).....	3,487	3,321
	Total Liabilities	42,508	41,203
	NET DEBT	(28,455)	(27,651)
NON-FINANCIAL ASSETS			
	Inventories held for use.....	342	190
	Prepaid expenses.....	87	81
7	Tangible capital assets.....	14,477	14,255
	Total Non-Financial Assets	14,906	14,526
	ACCUMULATED DEFICIT	(13,549)	(13,125)
	Contingencies (Note 7)		
	Contractual Obligations (Note 8)		
	Contractual Rights (Note 18)		

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF REVENUE AND EXPENSE

For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ millions)		
	2022 Budget Restated ¹	2022 Actual	2021 Restated
REVENUE			
Income taxes:			
Corporation income tax.....	536	810	542
Individual income tax.....	3,919	4,435	3,657
Other taxes:			
Corporations taxes.....	322	333	341
Fuel taxes.....	314	323	299
Land transfer tax.....	96	146	109
Levy for health and education.....	371	385	370
Retail sales tax.....	2,274	2,387	2,208
Tobacco tax.....	198	170	198
Other taxes	12	13	9
Education property taxes.....	693	728	895
Fees and other revenue:			
Fines and costs and other legal.....	49	46	44
Minerals and petroleum.....	14	22	12
Automobile and motor carrier licences and fees.....	178	186	192
Parks: Forestry and other conservation.....	33	30	29
Water power rentals.....	131	89	119
Service fees and other miscellaneous charges.....	1,590	1,688	1,513
Tuition fees.....	412	418	382
Federal transfers:			
Equalization.....	2,719	2,719	2,510
Canada Health Transfers.....	1,560	1,562	1,520
Canada Social Transfers.....	560	561	545
Canada COVID-19 Transfers.....	-	430	730
Shared cost and other transfers.....	801	991	595
Net income from government business enterprises (Schedule 3).....	850	321	600
Sinking funds and other earnings.....	306	314	325
Contingency.....	(100)	-	-
Total Revenue (Schedule 9).....	17,838	19,107	17,744

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF REVENUE AND EXPENSE

For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ millions)		
	2022 Budget Restated ¹	2022 Actual	2021 Restated
Total Revenue carried forward	<u>17,838</u>	<u>19,107</u>	<u>17,744</u>
EXPENSES			
Legislative Assembly.....	51	48	47
Executive Council.....	6	6	6
Advanced Education, Skills and Immigration.....	1,554	1,476	1,476
Agriculture.....	370	645	302
Economic Development, Investment and Trade.....	292	282	288
Education and Early Childhood Learning.....	3,450	3,338	3,184
Environment, Climate and Parks.....	165	157	355
Families.....	2,030	2,351	2,041
Finance.....	174	173	479
Health.....	7,085	7,265	7,056
Indigenous Reconciliation and Northern Relations.....	39	40	31
Justice.....	737	761	779
Labour, Consumer Protection and Government Services.....	547	530	625
Mental Health and Community Wellness.....	368	368	350
Municipal Relations.....	418	420	777
Natural Resources and Northern Development.....	111	113	112
Public Service Commission.....	36	37	27
Seniors and Long Term Care ²	-	-	-
Sport, Culture and Heritage.....	96	92	124
Transportation and Infrastructure.....	499	504	482
Enabling Appropriations.....	267	31	25
Emergency Expenditures.....	100	135	281
Tax Credits.....	46	72	52
Debt Servicing.....	<u>994</u>	<u>967</u>	<u>969</u>
Total Expenses (Schedule 9)	<u>19,435</u>	<u>19,811</u>	<u>19,868</u>
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	<u>(1,597)</u>	<u>(704)</u>	<u>(2,124)</u>

Note 1: The restated amounts are taken from Budget 2021 as presented to the Legislative Assembly on April 7, 2021 and restated for comparability to the current year government structure. Please refer to Schedule 10 for further details. The restated amounts do not include other authorizations granted in subsequent Main Estimates Supplements of \$225 million.

Note 2: Actual expenses for Seniors and Long Term Care were less than \$500,000. For display purposes, this is shown as zero.

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF ACCUMULATED DEFICIT

For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ millions)	
	2022 Actual	2021 Restated
Opening accumulated deficit, as previously reported.....	(12,897)	(11,023)
Prior Year Pension Restatement (Note 19a).....	(29)	(10)
Prior Year MASC Restatement (Note 19b).....	<u>(198)</u>	<u>(211)</u>
Opening accumulated deficit, as restated.....	(13,125)	(11,244)
Other comprehensive income (loss) (Schedule 3).....	279	243
Net income (loss) for the year.....	<u>(704)</u>	<u>(2,124)</u>
Closing accumulated deficit.....	<u><u>(13,549)</u></u>	<u><u>(13,125)</u></u>

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGE IN NET DEBT

For the Year Ended March 31, 2022

	ch 31,		
	(\$ millions)		
	2022 Budget Restated	2022 Actual	2021 Restated
Net income (loss) for the year.....	(1,597)	(704)	(2,124)
Tangible capital assets (Schedule 7)			
Acquisition of tangible capital assets.....	(1,587)	(1,071)	(1,061)
Amortization of tangible capital assets.....	821	802	783
Disposal of tangible capital assets.....	-	47	64
Net acquisition of tangible capital assets.....	(766)	(222)	(214)
Other Non-Financial Assets			
Decrease (Increase) in inventories.....	-	(151)	(110)
Decrease (Increase) in prepaid expenses.....	-	(6)	(5)
Net acquisition of other non-financial assets.....	-	(157)	(115)
Other comprehensive income (loss) (Schedule 3).....	-	279	243
(Increase) in Net Debt.....	(2,363)	(804)	(2,210)
Net Debt, beginning of year, as previously reported.....	(27,635)	(27,424)	(25,220)
Adjustments to Accumulated Deficit (Note 19)	-	(227)	(221)
Net Debt, beginning of year, as restated.....	(27,635)	(27,651)	(25,441)
Net Debt, end of year.....	(29,998)	(28,455)	(27,651)

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF CASH FLOW

For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ millions)	
	2022	2021
	Actual	Restated
Cash and cash equivalents provided by (used in)		
Operating Activities		
Net income (loss) for the year.....	(704)	(2,124)
Changes in non-cash items:		
Temporary investments.....	240	(440)
Amounts receivable.....	(396)	(111)
Valuation allowance.....	7	62
Inventories.....	(144)	(106)
Prepays.....	(6)	(5)
Accounts payable, accrued charges, provisions and unearned revenue.....	60	1,420
Pension liability.....	166	215
Amortization of debt discount.....	(68)	(10)
Unamortized losses on derivative contracts.....	(15)	167
Loss on disposal of tangible capital assets.....	47	64
Amortization of tangible capital assets.....	802	783
	<u>(11)</u>	<u>(85)</u>
Other comprehensive income (loss) (Schedule 3).....	279	243
Changes in equity in government business enterprises and government business partnerships.....	(3)	(418)
Cash provided by operating activities	<u>265</u>	<u>(260)</u>
Capital Activities		
Acquisition of tangible capital assets.....	<u>(1,071)</u>	<u>(1,061)</u>
Cash used in capital activities	<u>(1,071)</u>	<u>(1,061)</u>
Investing Activities		
Investments purchased.....	(2,270)	(3,728)
Investments sold or matured.....	<u>1,659</u>	<u>2,340</u>
Cash used in investing activities	<u>(611)</u>	<u>(1,388)</u>
Financing Activities		
Debt issued.....	4,775	6,981
Debt redeemed.....	<u>(2,969)</u>	<u>(4,034)</u>
Cash provided by financing activities	<u>1,806</u>	<u>2,947</u>
Increase in cash and cash equivalents	389	238
Cash and cash equivalents, beginning of year.....	<u>3,018</u>	<u>2,780</u>
Cash and cash equivalents, end of year.....	<u><u>3,407</u></u>	<u><u>3,018</u></u>
Supplementary information:		
Interest received.....	309	332
Interest paid.....	1,058	828

The accompanying notes and schedules are an integral part of these financial statements.

NOTES TO THE SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

For the Year Ended March 31, 2022

1. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

A. GENERAL BASIS OF ACCOUNTING

The summary financial statements have been prepared in accordance with Canadian public sector accounting standards.

B. THE GOVERNMENT REPORTING ENTITY

Various government components, government organizations (GOs), government business enterprises (GBEs), partnerships, and business partnerships (BPs) comprising the Government Reporting Entity (GRE) are listed in Schedule 8 to the summary financial statements.

To be considered a part of the GRE, an organization must be controlled by the Government or under the shared control of the Government. Control, as defined by the Public Sector Accounting Board (PSAB), is the power to govern the financial and operating policies of another organization with expected benefits or the risk of loss to the Government from the other organization's activities.

The not-for-profit personal care homes are individual corporations operated by their own boards of directors. The personal care homes are included in the GRE. The nature of the relationship between the Province and not-for-profit personal care homes is such that control over their assets has been determined to exist for accounting purposes only and not for legal purposes.

C. BASIS OF CONSOLIDATION

GOs, with the exception of GBEs and BPs, are consolidated after adjusting their accounting policies to a basis consistent with the accounting policies of the GRE as outlined in note 1D of the significant accounting policies. Inter-entity accounts and transactions are eliminated upon consolidation, except for retail sales tax. Where the fiscal year end dates of the GOs are not the same as that of the GRE, and their transactions significantly affect the financial statements, their financial results are updated to March 31.

GBEs, whose principal activity is carrying on a business, maintain their accounts in accordance with accounting principles which are generally accepted for business enterprises and which are considered appropriate to their individual objectives and circumstances. They derive the majority of their revenue from sources outside the GRE. They are reported in these summary financial statements using the modified equity method of accounting. Under the modified equity method, the original investment of the Government, in GBEs, is initially recorded at cost and adjusted annually to include the net income or losses and other net equity changes of these enterprises, without adjusting their accounting policies to a basis consistent with that of the GRE.

The financial results of GBEs are not updated to March 31, where their fiscal year end is not the same as that of the GRE, except when transactions, which would significantly affect the summary financial statements, occur during the intervening period. Inter-entity accounts and transactions with GBEs are not eliminated. Supplementary financial information describing the financial position and results of operations of these enterprises is presented in Schedule 3 to the summary financial statements.

The characteristics of a BP are similar to a GBE except the organization is a partnership under shared control, rather than a government organization under the control of the Province. BPs are accounted for

1. Significant Accounting Policies (continued)

in the summary financial statements using the modified equity method. The Province accrues its share of the BP's net income or losses, and other net equity changes, without adjusting the BP's accounting policies to a basis consistent with that of the GRE. The Province's share of the assets, liabilities and results of operations for its BPs are presented in Note 5 to the summary financial statements.

D. BASIS OF SPECIFIC ACCOUNTING POLICIES

(i) *Gross Accounting Concept*

Revenues and expenses are recorded as gross amounts with the following exceptions:

- (1) Refunds of revenue are treated as reductions of current year revenue.
- (2) Decreases in valuation allowances are treated as reductions to expense.
- (3) Where there is sufficient evidence that the borrowings undertaken by the Government are specifically on behalf of a GBE, the recoveries of the debt servicing costs on self-sustaining debt of GBEs are recorded as a reduction of debt servicing expense.

(ii) *Revenue*

(1) *Government transfers*

Transfer payments from the Government of Canada include all accruals determined for current year entitlements that have been authorized by March 31, for which any eligibility criteria have been met and that can be reasonably estimated. A liability is recorded to the extent that a transfer gives rise to an obligation that meets the definition of a liability in accordance with the criteria in PS 3200 Liabilities.

(2) *Taxes*

Revenues from individual and corporation income tax are accrued in the year earned based upon estimates made by the Government of Canada using statistical models. These revenues are recorded at estimated amounts after considering adjustments for tax concessions and other adjustments from the Government of Canada. Transfers made through the tax system are recognized as an expense.

Revenues from other taxes are accrued in the year earned and are recorded net of tax concessions and other adjustments. Transfers made through the tax system are recognized as an expense.

(3) *Other revenue*

All other revenues are recorded on an accrual basis except when the accruals cannot be determined with a reasonable degree of certainty or when their estimation is impracticable.

(iii) *Expenses*

(1) *Accrual accounting*

All expenses incurred for goods or services received are recorded on an accrual basis.

Expenses include provisional amounts recorded in anticipation of costs, which are quantifiable and have been identified as obligations.

(2) *Government transfers*

Government transfers are recognized as expenses in the period in which the transfer is authorized, any eligibility criteria are met, and the amounts can be reasonably estimated.

1. Significant Accounting Policies (continued)

(3) *Externally restricted assets and revenues*

Externally restricted inflows are recognized as revenue in the period in which expenses are incurred for the purposes specified. Externally restricted inflows received before the expenses are incurred are reported as a liability.

Endowments consist of externally restricted donations received by universities and colleges. The principal is required to be maintained in perpetuity. Investment income earned by the endowments are spent for the purposes specified in the endowment agreement. The principal balance is not an asset of the Government and therefore presented as a trust under the administration of the government.

Premiums by the producers and the Province to the AgrilInsurance program at Manitoba Agricultural Services Corporation (MASC) are considered externally restricted inflows, and are recorded as a liability, and not brought into revenue until required. Externally restricted premiums can only be used for:

- a) Indemnities payable under the contracts of the funds;
- b) Premiums and other amounts payable for reinsurance;
- c) Interest on funds borrowed for the fund;
- d) Annual revenue from the production insurance program to the Production Insurance Trust Fund; and
- e) Additional amounts from the surplus of the Fund to the Production Insurance Trust Fund as MASC may contribute under the Production Insurance Trust agreement.

(iv) **Financial Assets**

(1) *Accounts receivable*

Accounts receivable are recorded at their full expected amount. A valuation allowance is recorded when collection of the receivable is considered doubtful.

(2) *Loans and advances*

Loans and advances are recorded at cost less valuation allowances. A valuation allowance is provided to reduce the value of the assets to their estimated realizable value or to reflect the impact of significant concessionary terms on outstanding loans. Valuation allowances are made when collection is considered doubtful. Premiums that may arise from the early repayment of loans or advances are reflected as unearned revenue and are amortized monthly to debt servicing expense over the term of the loan or advance.

(3) *Investments*

Investments denominated in foreign currency are translated to the Canadian dollar equivalent at the exchange rate in effect at March 31, unless the rate of exchange or a forward foreign exchange contract fixing the value has been negotiated, in which case that rate or amount is used. The investment translation adjustments reflecting the foreign currency fluctuation between year ends are amortized monthly over the remaining life of the investment and are included with debt servicing expense. Expenses and other transaction charges incurred on the purchase of investments during the year are charged to debt servicing expense. Those expenses incurred in a foreign currency are translated at the exchange rate in effect on the transaction date. Gains and losses on terminated derivative contracts are deferred and amortized on a straight-line basis over the remaining term of the contract.

1. Significant Accounting Policies (continued)

(4) *Inventories for resale*

Inventories held for resale are recorded at the lower of cost and net realizable value.

Inventory for resale includes land under development. Land under development includes the value of land and all costs directly related to the land improvement. Inventories for resale also includes development, site preparation, architectural, engineering, surveying, fencing, landscaping and infrastructure for electrical, roads and underground works.

Land held for future development or sale is valued at the lower of cost or appraised value adjusted for estimated disposal purchase price and related acquisition costs.

(v) **Liabilities**

Liabilities are present obligations to outside parties, including GBEs, as a result of transactions and events occurring prior to the year end. The settlement of the liabilities will result in the future transfer or use of assets or other form of settlement. Liabilities are recorded at the estimated amount ultimately payable.

(1) *Borrowings*

All borrowings are expressed in Canadian dollars and are shown net of unamortized debt issue costs and debt of the Government held as provincial investments. Foreign borrowings are translated at the exchange rate in effect at March 31, adjusted for any forward foreign exchange contract entered into for settlement after the fiscal year end. Discounts or premiums, and commissions incurred at the time of the issue of debt are amortized monthly to debt servicing expense over the term of the debt.

The year-end translation adjustments reflect the foreign currency fluctuation at the issue date and are recorded through the unamortized foreign currency fluctuation account. They are amortized monthly to debt servicing expense over the remaining term of the debt. The unamortized portion of foreign currency fluctuation also reflects the gains or losses on the translation of foreign currency debt called prior to maturity using the rates in effect at the time of the call. The gains or losses are amortized over the original remaining term of the debt or over the term of the replacement issue, whichever is shorter.

Premiums on interest rate options are amortized monthly over the period of the applicable agreement. If the option is exercised, the premium will continue to be amortized to the maturity date of the agreement. If the option is not exercised, any unamortized premium will be immediately taken into revenue or expense. Gains and losses on terminated derivative contracts are deferred and amortized on a straight-line basis over the remaining term of the contract.

(2) *Pension liability*

The Government accounts for employee pension plans by recognizing a liability and an expense in the reporting period in which the employee has provided service using the accrued benefit actuarial cost method, except as disclosed in Note 6. The value of plan assets is determined using a moving average fair value method. Under this method, fair value is the underlying basis, with any excess (or shortfall) of investment returns over (or below) the expected long-term rate being amortized over a five-year period. When actual experience varies from actuarial estimates, for both the accrued benefit obligation and plan assets, the difference is amortized over the expected average remaining service life of the

1. Significant Accounting Policies (continued)

related employee group. Past service costs from plan amendments are recognized in full as expenses in the year of the amendment.

(3) *Employee future benefits*

The Government recognizes the cost of accumulating benefits in the periods the employee provides service. For benefits that do not vest or accumulate, a liability is recognized when the event that obligates the Government to pay benefits occurs. Liabilities for severance, long-term disability income plan and workers compensation claims are based upon actuarial calculations.

The periodic actuarial valuations of these liabilities may determine that adjustments are needed to the actuarial calculations because actual experience is different from that expected and/or because of changes in the actuarial assumptions used. The resulting actuarial gains or losses for the severance liability are amortized over the expected average remaining service life of the related employee group. Actuarial gains and losses for the Long Term Disability Income Plan and the workers compensation claims are recognized as they arise. The liability is included under employee future benefits.

The Government accrues a liability for vacation pay and accumulating, non-vesting sick pay benefits. The liability for accumulating, non-vesting sick pay benefits is based upon a review of past experience. A liability is extrapolated upon the expected future utilization of current accumulated benefits. The liability is recognized under salaries and benefits.

(4) *Guarantees*

Guarantees by the Government are made through specific agreements or legislation to repay promissory notes, bank loans, lines of credit, mortgages and other securities. The provision for losses on guaranteed loans are determined by a review of individual guarantees. A provision for losses on these guarantees is recorded when it is likely that a loss will occur. The amount of the loss provision represents the Government's best estimate of probable claims against the guarantees. Where circumstances indicate the likelihood of claims arising, provisions are established for those loan guarantees.

(5) *Liability for contaminated sites*

The Government recognizes a liability for remediation of contaminated sites when the following criteria have been met:

- there is evidence that contamination exceeds an environmental standard,
- the Government is directly responsible or accepts responsibility for the contamination,
- it is expected that future economic benefits will be given up and a reasonable estimate of the amount can be made.

In cases where the Government's responsibility is not determinable, a contingent liability may be disclosed.

The liability reflects the Government's best estimate of the amount required to remediate the site to the current minimum standard of use prior to contamination, as of the financial statement date. The liability is determined on a site-by-site basis. Third party recoveries related to a contaminated site are recorded as an asset provided they can be appropriately measured and estimated; and it is expected that future economic benefits can be obtained. Recoveries are not netted against the liability. Contingent recoveries are only disclosed.

1. Significant Accounting Policies (continued)

Recorded liabilities are adjusted each year for the passage of time, new obligations, changes in management estimates and actual remediation costs incurred. The Government measures the liability using present value techniques when cash flows are expected to occur over extended future periods.

The Province has undertaken assessments of its contaminated sites in 2021/22 and these have resulted in additional environmental remediation liabilities related to newly identified sites, or changes in the assessments, including orphaned and abandoned mine sites. Any changes to the Province's liabilities for contaminated sites have been accrued in the year in which they are assessed.

(vi) **Non-Financial Assets**

(1) *Recognition and measurement*

In the public sector, recognition and measurement of tangible capital and other non-financial assets are based on their future service potential. Generally, such assets do not generate future net cash inflows. Therefore, these assets will not provide resources to discharge the liabilities of the Government. For non-financial assets, the future economic benefit consists of their capacity to render service to fulfill the Government's objectives.

(2) *Inventories*

Inventories held for resale are classified as non-financial assets if it is anticipated that the sale will not be completed within one year of the reporting date. Inventories held for use are classified as non-financial assets. Inventories for distribution at no charge are recorded at the lower of cost or current replacement cost. Significant inventories held for use relating to personal protective supplies are included in this Statement of Financial Position line item.

(3) *Inventories for distribution at no charge*

The Province received COVID-19 equipment and supplies from the Government of Canada. These are recorded at fair value estimated to be \$189 million. No amounts have been recorded for the COVID-19 vaccines because their fair value cannot be reasonably determined. Due to confidentiality clauses embedded in the contracts between the Government of Canada and the COVID-19 vaccine manufacturers, information related to the price per dose could not be shared with the Province.

Donated inventories for distribution were transferred at no charge. Donated inventories represent personal protective equipment and rapid test kits. These transfers were accounted for as government transfers at the cost of the inventory and were distributed to the end users at no charge.

(4) *Prepaid expenses*

Prepaid expenses are payments for goods or services that will provide economic benefits in future periods. The prepaid amount is recognized as an expense in the year the goods or services are used or consumed.

(5) *Tangible capital assets*

The cost of tangible capital assets purchased includes the purchase price as well as costs such as installation costs, design and engineering fees, survey and site preparation costs and other costs incurred to put the asset into service. The cost of tangible capital assets constructed by the Government includes all direct construction costs such as materials, labour, design, installation, engineering, architectural fees, and survey and site preparation costs. It

1. Significant Accounting Policies (continued)

also includes overhead costs directly attributable to the construction activity such as licenses, inspection fees, indirect labour costs, and amortization expense of any equipment, which was used in the construction project. Any carrying costs associated with the development and construction of tangible capital assets is included in the cost of the asset, provided the cost exceeds \$20 million and development time exceeds one year.

Certain assets, which have historical or cultural value, including works of art, historical documents as well as historical and cultural artefacts are not recognized as tangible capital assets because a reasonable estimate of the future benefits associated with such property cannot be made. Economic resources such as Crown land, mineral rights, timber rights, fish and wildlife meet the definition of an asset. However they are not recognized in the summary financial statements because an appropriate basis of measurement and a reasonable estimate of the amount involved cannot be made; or Canadian public sector accounting standards prohibit its recognition.

Tangible capital assets are amortized on a straight-line basis over their estimated useful lives as follows:

General Tangible Assets:

Land	Indefinite
Buildings and leasehold improvements	
Buildings	10 to 60 years
Leasehold improvements	Life of lease
Vehicles and equipment	
Vehicles	3 to 10 years
Aircraft and vessels	5 to 24 years
Machinery, equipment and furniture	3 to 20 years
Maintenance and road construction equipment	11 to 15 years
Computer hardware, software licenses	3 to 15 years

Infrastructure Assets:

Land	Indefinite
Land improvements	10 to 30 years
Transportation	
Bridges and structures	40 to 75 years
Provincial highways, roads and airstrips	10 to 40 years
Dams and water management structures	40 to 100 years

One-half of the annual amortization is charged in the year of acquisition and in the year of disposal. Assets under construction are not amortized until the asset is put into service.

(vii) Future Changes in Accounting Standards

A number of new and amended Canadian public sector accounting standards have been issued and not applied in preparing these financial statements. These standards will come into effect as follows:

- *PS 3450 Financial Instruments (effective April 1, 2022)* defines and provides guidance for accounting and reporting all types of financial instruments including derivatives.
- *PS 2601 Foreign Currency Translation (effective April 1, 2022)* replaces PS 2600 with revised accounting and reporting principles for transactions that are denominated in a foreign currency.

1. Significant Accounting Policies (continued)

- *PS 1201 Financial Statement Presentation* replaces PS 1200 with general reporting principles for disclosure of information and is effective in the period PS 2601 and PS 3450 are adopted.
- *PS 3041 Portfolio Investments* replaces PS 3040 with revised accounting and reporting principles for portfolio investments and is effective in the period PS 2601 and PS 3450 are adopted.
- *PS 3280 Asset Retirement Obligations (effective April 1, 2022)* defines and provides guidance for accounting and reporting retirement obligations associated with tangible capital assets and includes the withdrawal of *PS 3270 Solid Waste Landfill Closure and Post-Closure Liability*.
- *PS 3400 Revenue (effective April 1, 2023)*, a new standard establishing guidance on the recognition, measurement, presentation and disclosure of revenue. Earlier adoption is permitted.
- *PS 3160 Public Private Partnerships (effective April 1, 2023)*, is a new standard establishing guidance on the recognition, measurement and disclosure of public private partnerships arrangements. Earlier adoption is permitted.

These new accounting standards have not been applied in preparing these consolidated financial statements.

The Province is currently assessing the impact of the new standards, and the extent of the impact of their adoption on the consolidated financial statements has not yet been determined.

(viii) Classification by Sector

The Province reports operational results under the following sectors:

- Health
- Education and Economic Development
- Families
- Community and Resource Development,
- Justice and Other Expenditures, and
- General Government.

The entities and departments included in each sector are identified in Schedule 8 to the summary financial statements.

The health sector includes provincial health care programs and includes all health related entities and services.

The education and economic development sector includes all education services including elementary, secondary and post-secondary services, including the pension related expenses associated with public schools and post-secondary institutions. It includes employment and training programs. It also includes other education services such as skills, trades and workplace-based training programs and the advancement of economic development opportunities aligned with labour market needs.

The families sector includes all social services related to employment and income support for individuals in need as well as a comprehensive range of social services and financial assistance programs provided to Manitobans throughout the province. The sector also contains the management and administration of housing policies and benefits for low to moderate income renters and homeowners.

1. Significant Accounting Policies (continued)

The community and resource development sector includes the promotion, development and conservation of the province's natural resources. It also includes the operation and maintenance of transportation systems such as highway infrastructure and other government infrastructure.

The justice and other expenditures sector includes general administration, finance, executive and legislature, cultural and sport related activities. The sector contains criminal and civil legal services and programs that protect the rights of Manitobans.

The general government sector is comprised of those activities that cannot be allocated to the specific sectors noted above. Inter-segment transfers between sectors are measured at the exchange amount.

E. MEASUREMENT UNCERTAINTY

Estimates are used to accrue revenues and expenses in circumstances where the actual accrued revenues and expenses are unknown at the time the financial statements are prepared. Uncertainty in the determination of the amount at which an item is recognized in the financial statements is known as measurement uncertainty. Such uncertainty exists when there is a variance between the recognized amount and another reasonable amount, as there is whenever estimates are used. Certain estimates used in these financial statements may be subject to measurement uncertainty due to the COVID-19 pandemic.

Measurement uncertainty in these financial statements exists in the accrual of individual and corporate income taxes, Canada Health Transfer and Canada Social Transfer entitlements, and accrual for federal shared cost programs.

It also includes accruals for pension obligations, accruals for the remediation of contaminated sites, allowances for doubtful loans, accrual for retroactive wages, accruals for liabilities valued through actuarial valuations, such as long term disability, severance, sick pay obligations, workers compensation claims and advances and provision for losses on guarantees.

The nature of the uncertainty related to the accrual of health and social transfer payments from the Government of Canada and individual and corporate income taxes arises because of the possible differences between the estimates for the economic factors used in calculating the accruals and actual economic results.

While best estimates are used for reporting items, it is reasonably possible that changes in future conditions, occurring within one fiscal year could require a material change in the amounts recognized and disclosed. The amount of income tax attributable to the year can change as a result of reassessments in subsequent years. In addition, the lag time in receiving economic information and subsequent revisions to the tax data does also lead to notable changes in reporting. As a result, the amount of income tax attributable to the year can change as a result of reassessments in subsequent years. The estimates are based on the best information available at the time of preparation of the financial statements. The uncertainty due to the COVID-19 pandemic, changing economic conditions, and variability of the final amounts attributed to the year cannot be reasonably determined.

Uncertainty related to accruals for pension obligations arises because actual results may differ significantly from the Government's best estimates of expected results based on variables such as earnings on the pension investments, salary increases and the life expectancy of claimants.

Uncertainty related to the accrual for retroactive wages arises because actual wage settlements may differ significantly from the final collective agreements. The estimate for the accrual of retroactive

1. Significant Accounting Policies (continued)

wages is based on the Government's best estimate of the public services salary increases that may be negotiated or determined through arbitration.

Uncertainty related to the accrual for the remediation of contaminated sites exists because the remediation activities, methods and the extent of contamination may differ significantly from the Government's original assessment of the site and proposed remediation plans.

Uncertainty concerning the allowance for doubtful loans and advances is based upon actual collectability and changes in economic conditions.

2. TEMPORARY INVESTMENTS

	(\$ millions)	
	2022	2021
	Actual	Restated
Temporary investments	761	1,001

Temporary investments are recorded at cost, which approximates market value. Temporary investments consist of investments with financial institutions, government bonds and other short term investment vehicles. All of the securities have terms to maturity of less than one year.

3. PORTFOLIO INVESTMENTS

	(\$ millions)	
	2022	2021
	Actual	Restated
Sinking funds	967	991
Other investments	1,323	1,176
	2,290	2,167

Portfolio investments are recorded using the cost method. Under this method, any discount or premium arising on the purchase of a fixed term security is amortized over the period to maturity. Portfolio investments are written down to market value only in those circumstances where the loss in value is other than temporary in nature. As at March 31, 2022, the market value of portfolio investments was \$3,110 million (2021 – \$3,045 million).

SINKING FUNDS

Section 60 of The Financial Administration Act authorizes the Minister of Finance to provide for the creation and management of sinking funds for the orderly retirement of debt. The Government's sinking fund currently provides for the repurchase of foreign debt and the pre-funding of maturing debt issues. The sinking fund is invested principally in securities issued or guaranteed by federal and provincial governments. Sinking funds are invested in fixed income securities as follows:

3. Portfolio Investments (continued)

	(\$ millions)			
	2022		2021	
	Actual		Actual	
	Book Value	Fair Value	Book Value	Fair Value
Government of Canada, direct and guaranteed	70	62	66	61
Provincial, direct and guaranteed	791	719	810	778
Municipal	102	100	109	108
Corporate	4	4	6	6
	967	885	991	953

Investment revenue earned on sinking funds during the year was \$24 million (2021 – \$34 million). The sinking funds are allocated as follows:

	(\$ millions)	
	2022 Actual	2021 Actual
Sinking funds	1,031	1,014
Uninvested portion of sinking funds held in cash and cash equivalents	(64)	(23)
Total sinking funds held in portfolio investments	967	991

OTHER INVESTMENTS

	(\$ millions)	
	2022 Actual	2021 Restated
Guaranteed investment certificates	11	7
Bonds – Government of Canada, provincial and municipal	763	758
Bonds – Corporate	233	153
Equity investments	281	225
Investments in real estate	35	33
	1,323	1,176

As at March 31, 2022 the market value of other investments was \$2,225 million (2021 – \$2,091 million). Other investments earned \$54 million during the year (2021 – \$46 million).

4. EQUITY IN GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES

The GBEs that are included in the summary financial statements are listed in Schedule 8 and are classified as follows:

Category	Definition
Utility	An enterprise which provides public utility services for a fee; category includes Manitoba Hydro-Electric Board.
Insurance	An enterprise which provides insurance coverage services to the public for a fee; category includes Manitoba Public Insurance Corporation and Deposit Guarantee Corporation of Manitoba.
Finance	Enterprises that provide regulatory control, and are revenue generating or enterprises which use economy of scale to deliver goods and services to the public; category includes Manitoba Liquor and Lotteries Corporation.

4. Equity In Government Business Enterprises (continued)

The operating results and financial position of each GBE category are reported in Schedule 3 to the summary financial statements. The year end of each GBE is as follows:

Manitoba Hydro-Electric Board	March 31, 2022
Manitoba Liquor and Lotteries Corporation	March 31, 2022
Deposit Guarantee Corporation of Manitoba	December 31, 2021
Manitoba Public Insurance Corporation (MPIC)	March 31, 2022

Included in the equity in GBEs are equities, which are restricted for use by provincial legislation and thereby not available to discharge Government liabilities or to finance other Government programs. The equity in GBEs is comprised of:

	(\$ millions)	
	2022 Actual	2021 Actual
Restricted Equity in Government Business Enterprises:		
Deposit Guarantee Corporation of Manitoba	434	402
Manitoba Hydro-Electric Board	2,629	2,700
Manitoba Public Insurance Corporation	751	709
	3,814	3,811
Unrestricted Equity in Government Business Enterprises:		
Manitoba Liquor and Lotteries Corporation	5	5
Manitoba Public Insurance Corporation	13	13
	18	18
Equity in Government Business Enterprises	3,832	3,829

5. EQUITY IN BUSINESS PARTNERSHIP

North Portage Development Corporation (NPDC) is a business partnership that is owned equally by the Government of Canada, the Province of Manitoba and the City of Winnipeg. The mission of NPDC is to act as a catalyst, encouraging activities for people in the downtown through public and private partnerships and to work to ensure financial self-sufficiency. NPDC is responsible for the continuing renewal and stewardship of two sites in Winnipeg's downtown: the North Portage area and The Forks. NPDC is involved in certain business and core activities regarding the ownership, development and management of its two sites that include land investment properties and public amenities.

The Province's share of the equity at March 31, 2022 is \$20 million (2021 – \$20 million). The Province's share of the operating results for the year ended March 31, 2022 was \$ nil (2021 – \$ nil) and is included in fees and other revenues.

5. Equity In Business Partnership (continued)

The condensed supplementary financial information of NPDC is as follows:

	(\$ millions)	
	2022 Actual	2021 Actual
Property, plant and equipment and investment in properties and infrastructure enhancements	74	74
Short-term investments and other assets	5	7
	79	81
Deferred contributions from shareholders	6	9
Long-term mortgage	7	8
Current and other liabilities	8	5
	21	22
Net equity	58	59
	79	81
Revenues	12	11
Expenses	9	8
Operating income before amortization	3	3
Amortization	(3)	(3)
Net income for the year	–	–

6. PENSION PLANS

The Government participates in various pension plans. The two primary plans, in which the Government directly participates, are the Civil Service Superannuation Plan and the Teachers' Pension Plan. As per the Acts that administer these plans, the Government is responsible for 50% of pension benefits earned by employees. These Plans are joint trustee plans. The Government's pension liability reflects its share of the actuarial present values of pension benefits attributed to services rendered by employees and former employees, net of any plan assets which are set aside by the Government in an irrevocable trust. As of March 31, 2022, the pension liability for the Civil Service Superannuation Plan was \$1,108 million (2021 – \$1,060 million) and the pension liability for the Teachers' Pension Plan was \$2,139 million (2021 – \$2,024 million).

Other pension plans in which the Government participates include the Members of the Legislative Assembly Plan, the Legislative Assembly Pension Plan, the Judges' Supplemental Pension Plan and the Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan. The Government is responsible for any excess of accrued pension benefits over pension fund assets for these plans.

The Government also includes several other pension plans in its pension liability. These other plans include post-secondary education pension plans and public school divisions' pension plans. Post-secondary education pension plans include the University of Manitoba Pension Plans, the University of Winnipeg Pension Plan and the Brandon University Retirement Plan. Public school divisions' pension plans include the Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers, Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division, Retirement Plan for Employees of Frontier School Division and School District of Mystery Lake Pension Plan. The Government is responsible for any excess of accrued pension benefits over pension fund assets for these plans.

Employees in the health sector are members of the Healthcare Employees Pension Plan, a multi-employer defined benefit pension plan established between employees and participating boards. Because the

6. Pension Plans (continued)

Government does not sponsor this plan, the accrued benefit liability of this plan is not recognized in these financial statements. The annual net benefit plan expense is the amount of required contributions provided for employees' services rendered during the year. During the year, the Government expensed contributions to this plan of \$214 million (2021 – \$198 million). At December 31, 2021 the Plan had an excess of net assets available for benefits over pension obligations of \$2,051 million (December 31, 2020 – \$1,345 million).

As at March 31, 2022, the total pension liability being reflected in the summary financial statements was \$3,487 million (2021 – \$3,321 million). Details related to the pension liability are provided in Schedule 6 to the summary financial statements. The following provides general information on the contributions and benefit formula of the various pension plans, which are included in this schedule.

A. CIVIL SERVICE SUPERANNUATION PLAN

The Civil Service Superannuation Act (CSSA) established a defined benefit plan to provide benefits to employees of the Manitoba Public Service and to participating agencies of the Government through the Civil Service Superannuation Fund (CSSF).

The lifetime pension calculation equals 2% of a member's best five-year average yearly pensionable earnings multiplied by pensionable service, minus 0.4% of the average Canada Pension Plan (CPP) earnings multiplied by pensionable service since January 1, 1966.

The CSSA requires employees to contribute 8.0% of pensionable earnings up to the CPP maximum pensionable earnings, and 9.0% on pensionable earnings above the maximum.

89.8% of employee contributions are used to fund basic benefits and 10.2% of employee contributions are allocated to funding indexing benefits. The Government funds 50% of the monthly pension retirement benefits paid to retirees.

Indexing benefits are not guaranteed and are paid only to the extent that the indexing adjustment account in CSSF can finance one-half of the cost-of-living increases granted. The maximum annual adjustment is limited by legislation to two-thirds of the increase in the Consumer Price Index for Canada.

As a joint trusted plan, Schedule 6 only reports the Province's conditional share of the net obligation. The estimated financial position of both the employee and employer components of the Civil Service Superannuation Plan are reported in the December 31, 2021 audited financial statements of CSSF. At December 31, 2021, after accounting for provincial pension assets held in trust and trust assets held in trust for GBEs, CSSF had an estimated accrued net obligation of \$1,251 million (December 31, 2020 – \$1,437 million).

This valuation is not on the same basis of reporting as the summary financial statements and does not include adjustments for unamortized actuarial gains or losses nor the impact of valuing assets on a market related value basis as opposed to market value. This valuation also includes estimated net obligations related to GBEs, which are included in the summary financial statements on a modified equity basis, and other entities that are not part of the GRE.

B. TEACHERS' PENSION PLAN

The Teachers' Pensions Act (TPA) established a defined benefit plan to provide pension benefits to teachers who have taught in public schools in Manitoba.

6. Pension Plans (continued)

The lifetime pension calculation is generally based upon 2.0% of a member's average salary of the best five of the final 12 years of service (best seven prior to July 1, 1980) multiplied by pensionable service, minus the years of service multiplied by 0.6% of the annual salary up to the yearly maximum pensionable earnings. The pension amount is subject to a maximum of 70% of the average annual salary used above.

The TPA requires that teachers contribute 7.3% of pensionable earnings up to the CPP maximum earnings, and 8.9% of pensionable earnings above the maximum. Commencing September 1, 2012 teacher contributions increased 0.5% per year and continued increasing until September 1, 2015. As of September 1, 2015 the TPA requires teachers to contribute 8.8% of pensionable earnings up to the CPP maximum pensionable earnings and 10.4% of pensionable earnings above the maximum. 83.1% of teachers' contributions are used to fund basic benefits and 16.9% of teachers' contributions are allocated for funding indexing benefits.

On May 16, 2018, the Lieutenant Governor in Council approved a regulation to disburse the restricted surplus held in the Pension Adjustment Account (PAA) over a five-year period commencing with the Cost of Living Adjustment (COLA) granted effective July 1, 2018. The balance of the restricted surplus will be disbursed in equal amounts over the following two years, ending with the COLA effective July 1, 2022. The COLA is limited to the lesser of the maximum percentage the PAA can support, and the full increase in CPI. The COLA can never be negative.

The independent plan actuary determined that there was an actuarial surplus in the PAA of \$70.8 million available to support COLA of 2.10% effective July 1, 2022. The surplus of \$70.8 million includes restricted surplus of \$5,597,400, or 20% of the total restricted surplus and additional surplus of \$9,005,000 carried forward from the prior year. Since the relevant increase in CPI for 2021 was 4.80%, the COLA will not be impacted by the 100% CPI cap.

As a joint trustee plan, Schedule 6 only reports the Province's conditional share of the net obligation. The estimated financial position of both the employee and employer components of the Teachers' Pension Plan are reported in the December 31, 2021 audited financial statements of Teachers' Retirement Allowances Fund (Fund). At December 31, 2021, after accounting for provincial pension assets held in trust, the Fund had an estimated accrued net obligation of \$842 million (December 31, 2020 – \$1,419 million). This valuation is not on the same basis of reporting as the summary financial statements and does not include adjustments for unamortized actuarial gains or losses nor the impact of valuing assets on a market related value basis as opposed to market value.

C. OTHER GOVERNMENT PLANS

(i) *Members of the Legislative Assembly Plan*

The pension plan for Members of the Legislative Assembly (MLAs) is established and governed by The Legislative Assembly Act (LAA).

For MLAs elected prior to the dissolution of the Assembly of the 35th Legislature, the LAA provides for defined pension benefits based on years of service to April 1995. The calculation for defined pension benefits is equal to 3.0% of the average annual indemnities for the last five years served as a member or all the years served; if less than five, multiplied by the number of years of pensionable service up to April 1995. These entitlements are fully indexed to cost of living increases.

For those MLA's elected after the 35th Legislature in April 1995, the LAA provides for matching contributions. Under the matching contributions provisions, MLAs may contribute up to 7.0% of

6. Pension Plans (continued)

their remuneration toward a Registered Retirement Savings Plan (RRSP) of their choice. The Government matches the member's contributions on a current basis; consequently, there is no liability for past service benefits under this component of the plan. In the event that a member withdraws money from the RRSP, while an active MLA, the Government's contribution would be refundable back to the Government.

(ii) **Legislative Assembly Pension Plan**

The Members' Retirement Benefits Regulation of The Legislative Assembly Act established a defined benefit plan, effective December 7, 2005 that provides pension benefits to eligible MLAs who elect to participate in the plan.

The pension benefits accumulate up to a maximum period of 35 years at 2% per year of pensionable service based upon the average of the best five-year annual salaries, reduced by an amount equal to 0.25% times the number of months before the member's 60th birthday that the first pension payment is made. These entitlements are indexed to 2/3 of cost of living increases.

Active members must contribute 9.0% of their earned salary to the plan. The Government makes contributions as necessary to ensure the pension fund has sufficient assets to cover the monthly pension payments to retirees as well as ensuring there are sufficient funds to cover any of the plans liabilities. Any surplus of plan assets over the pension obligation can be used by the Government to reduce future contributions.

(iii) **Judges' Supplemental Pension Plan**

Manitoba Provincial Court Judges and Masters are members of the Civil Service Superannuation Plan; however, they also receive enhanced pension benefits under the Manitoba Provincial Court Judges and Masters' Supplemental Pension Plan. These supplemental pension benefits for judges are the difference between the total pension benefits for judges, including the amendments introduced by Judicial Compensation Committees, and the formula pension available under The Civil Service Superannuation Act (CSSA) as described above in Note 6A.

The supplemental pension is generally based upon an accrual rate of 3% for each year of service, as a judge, up to a maximum of 23.5 years, reduced by the pension provided under the CSSA. The combined total of the Judges' Supplemental Pension and Civil Service Superannuation Pension is subject to a maximum of 70% of earnings. These enhanced benefits are entirely funded by the Government.

(iv) **Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan**

Established effective December 29, 2003, the Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan applies to employees of the former Winnipeg Child and Family Services Agency, who transferred to the Department of Families.

The lifetime pension calculation equals 1.4% of the member's highest average pensionable earnings up to the CPP maximum and 2.0% of any excess earnings multiplied by pensionable service. The lifetime pension is subject to an overall maximum of the member's number of years of contributory service, multiplied by the lesser of \$1,722 or such greater amount permitted under the Income Tax Act; and 2% of the member's highest average indexed compensation in any three overlapping periods of 12 consecutive months. Indexing payments are subject to approval by the Trustees and increases in the Consumer Price Index.

6. Pension Plans (continued)

Members are required to contribute 4.5% of pensionable earnings up to the CPP maximum and 6.0% on pensionable earnings over the maximum. As of March 31, 2020 the plan does not have any active members.

D. OTHER PENSION PLANS

(a) *Post-Secondary*

(i) *University of Manitoba Pension Plan*

The University of Manitoba administers The University of Manitoba Pension Plan (1993) and The University of Manitoba GFT Pension Plan (1986). These are trustee pension plans. The Trustees are responsible for the custody of the plans' assets and issuance of annual financial statements. University of Manitoba Pension Plan (1993) is a money purchase plan with a defined benefit minimum. The funding for the plan requires a matching contribution from the University and the employees. The plan is not indexed. Plan members contribute at a rate of 9% of salary less an adjustment for the Canada Pension Plan during the year.

The December 2019 funding valuation indicated that the University of Manitoba Pension Plan (1993) was in a funding deficiency position. The University is funding the deficiency over 15 years until the going concern deficit is eliminated. An annual additional payment for fiscal 2022 of \$0.2 million was made (2021 – \$0.2 million).

Retirement benefits are calculated by using the greater of the two methods: Formula and Plan Annuity. For each year of pensionable service, Formula benefit equals 2% of the average best five year salary, less 0.7% of the average best five year salary under the yearly maximum pensionable earnings in the year of retirement, to a maximum of 1/9 of the Pension Plans money purchase limit. The benefit is reduced by 0.25% for each month between the actual pension commencement date and the age of 65. Plan Annuity benefit is based on contribution account balance, age at retirement, and the annuity factor determined by the plan actuary.

In 2009, the Manitoba Pension Commission advised that the University was required to begin to make additional payments with respect to current service costs in excess of matching contributions of active members and the University. The additional annual current service cost payments for fiscal 2022 were \$5 million (2021 – \$5 million).

The unamortized net actuarial gains (losses) were determined on the basis of the 2019 actuarial valuation and the 2020 extrapolation for accounting purposes are being amortized over a period of nine years (expected average remaining service life) starting in the year following the year of respective annual actuarial gains or losses arise.

The University of Manitoba GFT Pension Plan (1986) is a defined contribution pension plan. Therefore there is no requirement for an actuarial valuation of this plan.

(ii) *University of Winnipeg Pension Plan*

The University of Winnipeg administers the University of Winnipeg Pension Plan (UWPP), which is comprised of a defined benefit segment and a defined contribution segment. The assets of the Plan are held in trust by independent custodians. The defined benefit segment of the UWPP was closed to new members effective January 1, 2001. Members who join after this date join the defined contribution plan.

The UWPP was established as a contributory defined benefit pension plan on September 1, 1972 and covers all eligible employees of the University, except those who are members of the United Church of Canada Pension Plan. The funding for the plan requires a matching

6. Pension Plans (continued)

contribution from the University and the employees. Annual pension benefits equals 2% of the final five year average earnings multiplied by the years of pensionable service, less 0.6% of CPP average earnings for each year of pensionable service. The pension benefit is subject to a plan benefit maximum limit of \$1,700 per year of pensionable service. At December 2020, the Plan had a going-concern deficiency of \$18 million, which the University is addressing by making annual deficiency payments of \$3 million until the deficiency is eliminated.

Since December 31, 2000, when the defined contribution segment of the Plan was introduced, approximately one-quarter of the eligible members converted to that plan. The obligation for pension benefits under the defined contribution segment of the Plan will always be equal to net assets in each member's account. Therefore, no surplus or deficiency arises from fluctuations in the investment market.

(iii) *Brandon University Retirement Plan*

Brandon University administers the Brandon University Retirement Plan, which is a trustee pension plan. The Trustees are responsible for the custody of the Plan's assets and issuance of annual financial statements.

The Brandon University Retirement Plan is a final average contributory defined benefit pension plan established on April 1, 1974 for the benefit of the employees of Brandon University. The funding for the plan requires a matching contribution from the University and the employees.

Employees are required to contribute 8% of pensionable earnings less 1.8% of pensionable earnings for which Canada Pension Plan contributions are required. Pensionable earnings are subject to an annual limit related to the maximum benefit accrual in a year.

Annual pension equals 2% of the final five year average earnings multiplied by the years of pensionable service, less 0.6% of CPP average earnings for each year of pensionable service. The pension benefit is subject to a plan benefit maximum limit of \$1,722 per year of pensionable service for members retired on or before April 1, 2009, and \$1,975 for those retiring after that date.

The plan will continue to be subject to the going concern funding provisions of the Manitoba Pension Benefits Act and Regulations. The University will be required to fund the matching contributions, as well as the actuarial cost of the defined benefits in excess of the matching costs. The next going-concern valuation was completed in December 2021.

(b) *Public School Divisions*

(i) *The Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers*

The Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers is a defined benefit pension plan for employees that meet specified employment conditions. The fund was created by By-law 196 of the Winnipeg School Division (replaced by By-law 1017 on January 1, 1992) and is subject to the applicable regulations.

The pension benefits calculation is based on an amount equal to 1.6% of a member's average pensionable salary and 2% of a member's average salary over the pensionable salary, multiplied by a member's years of pensionable service. The average salary is determined by averaging the best five years of employment salary in the last 12 years of service.

6. Pension Plans (continued)

Employee contributions equal 8.1% of pensionable salary and 9.5% of the earnings in excess of pensionable salary up to the yearly maximum pensionable earnings, effective January 1, 2014. The Winnipeg School Division matches employee contributions and pays an additional 12.4% of employee contributions. As a result, employer contributions equal approximately 112.4% of employee contributions.

- (ii) *Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division*
The St. James-Assiniboia School Division Retirement Plan for Non-teaching Employees is a defined benefit pension plan that was established on January 1, 1978 and is subject to the applicable regulations.

The pension benefits calculation is based on an amount equal to 1.4% of a member's average employment earnings below CPP earnings and 2% of a member's employment earnings in excess of the CPP earnings, multiplied by a member's years of contributory service. The average employment earnings are determined by averaging the best six years of employment earnings in the last 12 years of service. Effective July 1, 2014, employee contributions were equal to 8.2% of CPP earnings and 9.8% of the employment earnings in excess of CPP earnings. The St. James-Assiniboia School Division matches employee contributions.

- (iii) *Retirement Plan for Employees of Frontier School Division*

The Frontier School Division Retirement Plan is a defined benefit pension plan for non-teaching employees.

The pension benefit is based on an amount equal to 2% of a member's best average earnings, multiplied by a member's years of credited service. The average employment earnings are determined by averaging the best five years of employment earnings.

Employee contributions equal 9.0% of CPP earnings, with the Frontier School Division matching employee contributions. The Frontier School Division is responsible for the balance of the pension cost, of which a portion can be financed by an allocation from pension surplus.

- (iv) *School District of Mystery Lake Pension Plan*

School District of Mystery Lake Pension Plan is a defined benefit plan. The School District shall contribute in accordance with the terms of the collective agreements such amounts as necessary to provide the future service pension for all members and to amortize any unfunded liability or a solvency deficiency in the Plan. In the event that the School District's contributions are not sufficient, the legislation permits the Board of Trustees to amend the plan to reduce future accrued pension benefits in order to meet the required legislated funding requirements.

Effective July 1, 2013 employees contribute 5% of gross earnings. Prior to July 1, 2013 employees did not make contributions to the plan. The plan provides that if the defined benefit pension exceeds the plan annuity, the difference is paid from the plan.

The pension benefits are calculated based on a rate per month per year of service. The current rate for maintenance workers is \$48.30 per month per year of service. For clerical workers, the pension benefit is \$42 per month per year of service.

E. GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES

Manitoba Hydro, Manitoba Liquor and Lotteries Corporation and Manitoba Public Insurance Corporation (MPIC) are members of the CSSF. Effective April 1, 2014 Manitoba Liquor and Lotteries

Corporation became a matching employer. As a result, they no longer recognize a pension liability in their statements. The net pension liabilities for the other GBEs are disclosed in Schedule 3.

7. CONTINGENCIES

A. CONTINGENT LIABILITIES

i) **Legal Actions**

The Government is named in various legal actions. No provision has been made at March 31, 2022 in the accounts where the final results are uncertain, or where the results are likely but the amount of the liability cannot be reasonably estimated.

ii) **Canadian Blood Services**

All provincial and territorial governments of Canada, except Quebec, are members of, and provide funding to, Canadian Blood Services (CBS), which operates the Canadian blood system. The March 31, 2021 audited consolidated financial statements of CBS indicate that CBS has two wholly-owned captive insurance companies to provide for the contingent liabilities for risks related to operations of the blood system: CBS Insurance Company Limited (CBSI) and Canadian Blood Services Captive Insurance Company Limited (CBSE). Together, these captive insurance companies provide Canadian Blood Services with comprehensive blood risk insurance covering losses up to \$1 billion. The primary policy held by CBSI has provided coverage up to \$300 million, with the secondary policy held by CBSE providing coverage up to \$700 million.

CBSI provides insurance coverage up to \$300 million with respect to risks associated with the operation of the blood system. The related assets of CBSI as at March 31, 2021 total \$524 million (2020 – \$467 million). Based upon the above, the Government's share of the provision for future claims as at March 31, 2021 is offset with designated assets, which at that date exceed the provision.

CBS and CBSE have entered into an agreement whereby the members have agreed to provide insurance coverage for all amounts payable by CBSE under the terms of the excess policy up to \$700 million in excess of the \$300 million provided by CBSI. No payment shall be made under CBSE until the limit of the liability under the primary policy in CBSI has been exhausted. The members have agreed to contribute their pro rata share of the required capital of \$700 million. The members have each issued an indemnity to CBSE on their pro rata share of the \$700 million, calculated on the basis of their respective populations. Given current populations, Manitoba's maximum potential liability under its indemnity to CBSE is approximately \$33 million. The Government is not aware of any proceedings that could lead to a claim against it under the indemnity given to CBSE.

iii) **Treaty Land Entitlement Obligations**

The Government of Manitoba's obligations under the treaty land entitlement agreements require Manitoba to transfer administration and control of up to 1,144,331 acres of Crown Land (Selections) and up to 282,123 acres of Manitoba interests in Other Land (Acquisitions) to Canada so as to enable Canada to fulfil its obligations under the treaties between Canada and the First Nations of Manitoba. As of March 31, 2022, Manitoba Entitlement First Nations have collectively selected and acquired approximately 1,043,757 acres of Crown Land and Other Land. As of March 31, 2022, Manitoba has transferred administration and control of 691,645 acres of Crown Land and 18,067 acres of Manitoba interests in Other Land to Canada for reserve creation. The Crown Land and Manitoba interests in Other Land have been transferred in accordance with paragraph 11 of

7. Contingencies (continued)

the Natural Resources Transfer Agreement (Schedule to Constitution Act, 1930). The transfers include mines and minerals and other interests impliedly reserved under The Crown Lands Act, as well as all other interests of Manitoba in the lands.

iv) **Government Business Enterprise Contingencies**

Significant contingencies for Government Business Enterprises include:

Manitoba Hydro has a mitigation program in place to address past, present, and ongoing adverse impacts arising from all past hydroelectric developments (prior to the Wuskwatim generating station), particularly for Indigenous people residing or engaged in resource harvesting in the project areas. In recognition of future mitigation payments, Manitoba Hydro has recorded a liability of \$161 million (2021 – \$162 million). Manitoba Hydro has also recognized a provision of \$33 million (2021 – \$29 million) for certain mitigation related obligations arising from ongoing adverse effects of past hydroelectric development. There are other mitigation issues, the outcomes of which are not determinable at this time.

Manitoba Hydro has contracted with an independent third-party pipeline company to increase transportation capacity, which includes a commitment to pay its share of the pre-license development costs associated with the contract, in the event that the federal license is not granted for the project. No obligating events have occurred and so provisions have not been booked.

B. LOAN GUARANTEES

The Government has guaranteed the repayment of debt, promissory notes, bank loans, lines of credit, mortgages and securities held by others. Debt guaranteed by the Government is guaranteed, as to principal and interest, until the debt is matured or redeemed. The authorized limits and the outstanding guarantees are summarized as follows:

	(\$ millions)		
	Authorized Limit	2022 Actual	2021 Actual
Canadian Museum for Human Rights	15	2	3
Manitoba Agricultural Services Corporation (Note 7B.i)	–	61	65
Manitoba Housing and Renewal Corporation (Note 7B.ii)	20	3	9
Manitoba Student Aid Program	20	–	–
University of Winnipeg (Note 7B.iii)	54	44	46
Other	17	3	4
Total guarantees outstanding	–	113	127

A provision for future losses on guarantees for \$5 million (2021 – \$10 million) has been recorded in the accounts.

7. Contingencies (continued)

Note 7B.i) Manitoba Agricultural Services Corporation

The Manitoba Agricultural Services Corporation has guaranteed loans under the following programs:

Program	General Terms and Conditions
Operating Credit Guarantees for Agriculture	Each participating lending institution is guaranteed up to 25% of the maximum amount advanced, up to a maximum loan of \$0.7 million for individuals and \$1.0 million for partnerships, corporations, and co-operatives.
Manitoba Livestock Associations Loan Guarantees	Each association's lending institution is guaranteed 25% of their loaned amount, up to a maximum loan of \$8 million per association.
Diversification Loan Guarantees	Guarantees are based on 25% of the original principal amount of each individual loan, with no maximum loan amount.
Rural Entrepreneur Assistance Program	Each participating lender is guaranteed up to 80% of the loan made to small rural non-agricultural business to a maximum guarantee of \$0.2 million. This program was discontinued as of April 1, 2019 with outstanding guarantees in run-off status.

Note 7B.ii) Manitoba Housing and Renewal Corporation

Manitoba Housing and Renewal Corporation has authority to guarantee the repayment of various mortgages and issue various letters of credit, which guarantee the terms and conditions of land development agreements and construction contracts, up to \$20 million. At March 31, 2022 outstanding guarantees under this authority totalled \$3 million (2021 – \$9 million).

Note 7B.iii) University of Winnipeg

University of Winnipeg's controlled entity University of Winnipeg Community Renewal Corporation (UWCRC) guarantees specific debts of UWCRC 2.0, a related but uncontrolled corporation. UWCRC provided guarantees for the following loans:

	(\$ millions)
CMHC Rental Construction Financing Initiative loan for construction of the Muse Flats (209 Colony St.)	26
CMHC National Co-Investment Fund loan for construction of the West Broadway Commons (167 Colony St.)	18

C. GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISE GUARANTEES

As at March 31, 2022, Manitoba Hydro has outstanding Manitoba Hydro-Electric Board Bonds amounting to \$118 million (2021 – \$121 million). These bonds carry fixed coupon rates that range from 3.72% to 7.10%. The Government guarantees \$60 million (2021 – \$60 million) of these outstanding bonds. The Government also guarantees \$50 million (2021 – nil) of Manitoba Hydro promissory notes.

Manitoba Hydro provides guarantees to counterparties for natural gas purchases. At March 31, 2022, there is an outstanding guarantee totaling \$40 million (2021 – \$30 million) which matures October 31, 2023. Letters of credit for \$74 million (2021 – \$72 million) have been issued for construction and energy related transactions with maturities until 2049.

7. Contingencies (continued)

The Deposit Guarantee Corporation of Manitoba (Corporation) has guaranteed \$36.1 billion in credit union deposits at the end of December 31, 2021 (December 31, 2020 – \$34.1 billion). Based upon its ongoing monitoring procedures, the Corporation has concluded that a provision for such contingencies does not need to be established at this time.

8. CONTRACTUAL OBLIGATIONS

The Government has entered into a number of multi-year contracts and agreements for the delivery of services and the acquisition or construction of assets. These contractual obligations will become liabilities in the future when the terms of the contracts are met. The following represents the amounts required to satisfy the contractual obligations, by the year that it is anticipated that the terms of the contract will be met, as at March 31:

(\$ millions)	2023	2024	2025	2026	2027	2028 and thereafter	Total
Government Organizations and components							
Service contracts	415	230	77	56	47	234	1,059
Rental of capital assets	83	58	48	42	34	225	490
Acquisition or construction of capital assets	866	248	146	148	130	607	2,145
Other contracts	13	12	11	4	–	–	40
Government Business Enterprises	65	48	33	29	20	31	226
Total	1,442	596	315	279	231	1,097	3,960

Other significant obligations not included in the table are:

GOVERNMENT ORGANIZATIONS

Government organizations have entered into contractual arrangements related to construction projects totalling \$641 million (2021 – \$341 million), and details relating to the settlement year cannot be reasonably estimated.

GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISE CONTRACTUAL OBLIGATIONS

Manitoba Hydro has energy purchase commitments of \$1,821 million (2021 – \$1,913 million) that relate to future purchases of wind, natural gas (including transportation and storage contracts) and electricity.

Commitments are primarily for transmission rights access that expires in 2041, wind and solar purchases that expire in 2041 and natural gas purchases that expire in 2038. In addition, other outstanding commitments principally for construction are approximately \$1,690 million (2021 – \$1,561 million).

Manitoba Liquor and Lotteries Corporation has purchase commitments of \$27 million (2021 – \$nil) related to property and equipment and intangible assets.

9. DEBT SERVICING

Debt servicing costs of \$967 million (2021 – \$969 million) are net of interest recoveries from GBEs of \$837 million (2021 – \$858 million), interest on provincial debt held as investments of \$4 million (2021 – \$5 million) and includes \$12 million (2021 – \$14 million) representing interest expense of government organizations. GBEs debt servicing costs of \$1,080 million (2021 – \$859 million) are reported in Schedule 3.

10. AMOUNTS HELD IN TRUST

Amounts held in trust are assets over which the Manitoba Legislature has no power of appropriation. These amounts are not included in the summary financial statements because the Government has no equity in the amounts and administers them according to trust or other agreed-upon arrangements. As at March 31, 2022 amounts held in trust were as follows:

	Valuation Method	(\$ millions)	
		2022 Actual	2021 Restated
Various Universities and Colleges	cost	600	549
Public Guardian and Trustee of Manitoba	various	318	301
Public Service Group Insurance Fund	market	297	282
Manitoba Development Corporation	cost	23	39
Other Fiduciary Trusts	various	70	61
Custodial trusts held by Departments	various	23	19
Suitor's Money Act	cost	10	9
		1,341	1,260

Universities and Colleges hold endowment and trust funds in the form of cash, cash equivalents, bonds, equities, real estate and other securities.

The Public Guardian and Trustee of Manitoba administers the estates and trusts of mentally disabled persons, deceased persons, and infants. The estates and trusts under administration are in the form of bonds, equities, real estate, mortgages and other securities.

The Public Service Group Insurance Fund is administered by the Civil Service Superannuation Board. It includes three plans to provide life insurance, accidental death and disablement insurance, and dependents insurance for eligible employees and retired employees (and their eligible dependents) of the Government of Manitoba and most of its Agencies and Boards. These funds are in the form of cash, cash equivalents and equities.

Manitoba Development Corporation administers funds from the Business Investor Stream of the Provincial Nominee Program. These funds are invested in the form of cash, cash equivalents, bonds and investments.

Other Fiduciary Trust funds are interest bearing deposits which are pooled with the Government's investments in order to earn a market rate of interest. Government departments also hold custodial trust funds in the form of bonds and other securities.

11. RISK MANAGEMENT AND THE USE OF DERIVATIVE FINANCIAL INSTRUMENTS

Borrowings in both Canadian and foreign financial markets result in exposure to risks, which include foreign exchange risk, interest rate risk, credit risk and liquidity risk.

The Government employs various risk management strategies and operates within fixed risk exposure limits to ensure exposure to risk is managed in a prudent and cost effective manner. Varieties of strategies are used, including the use of derivative financial instruments (derivatives).

Derivatives are financial contracts, the value of which is derived from underlying instruments. The Government uses derivatives to hedge and mitigate foreign exchange risk and interest rate risk. The Government does not use derivatives for speculative purposes.

11. Risk Management and the Use of Derivative Financial Instruments (continued)

FOREIGN EXCHANGE RISK

Foreign exchange risk is the risk that the cash flows needed to repay the interest and principal on loans in foreign currencies will vary due to fluctuations in foreign exchange rates.

To manage this risk, the Government uses derivative contracts, including foreign exchange forward contracts as well as swaps, to convert foreign currency principal and interest cash flows into Canadian dollar denominated cash flows. The current portfolio of foreign debt is fully hedged through the use of derivatives and U.S. dollar sinking funds. This account is fixed with no sensitivity to future foreign exchange rates.

Derivative contracts hedge the underlying debt by matching the critical terms to achieve effectiveness. The policy has effectively hedged the foreign currency debt principal and interest payments in relation to general purpose debt.

Manitoba Hydro has exposure to U.S. dollar foreign exchange fluctuations primarily through the sale and purchase of electricity and fuel in the U.S. This exposure is managed through a long-term natural hedge between U.S. dollar cash inflows from export revenues and U.S. dollar cash outflows for long-term debt coupon and principal payments. As a means to bridge temporary timing differences between inflows and outflows to future years' U.S. dollar requirements, Manitoba Hydro also utilizes derivative foreign exchange forward contracts as required.

INTEREST RATE RISK

Interest rate risk is the risk that debt servicing costs will vary unfavourably according to interest rate fluctuations.

To reduce its exposure to interest rate risk, the Government uses derivatives to manage the fixed and floating interest rate mix of its debt portfolio.

After taking into account derivatives used to manage interest rate risk, investments held as sinking funds and eliminating debt incurred on behalf of Manitoba Hydro, the structure of the debt as at March 31, 2022 was 89% at fixed rates and 11% at floating rates (2021 – 93% at fixed rates and 7% at floating rates). A 1.0% (100 basis points) movement in interest rates on the 11% floating rate debt for an entire year would increase/ decrease debt servicing costs, net of recoveries, by \$35 million (2021 – \$21 million).

CREDIT RISK

Credit risk is the risk that a counterparty will default on its contractual obligations. The Government manages its credit risk exposure from derivatives by, among other activities, dealing only with high credit quality counterparties and regularly monitoring compliance to credit limits. In addition, the Government enters into contractual agreements (“master agreements”) with all of its counterparties. As at March 31, 2022 the Government has a gross credit risk exposure related to derivatives of \$nil (2021 – \$383 million).

LIQUIDITY RISK

Liquidity risk is the risk that the Government will not be able to meet its financial commitments over the short term. To reduce liquidity risk, the Government maintains liquid reserves (i.e. cash and cash equivalents) at levels that will meet future cash requirements and will give the Government flexibility in the timing of issuing debt. In addition, the Government has short-term note programs, bank lines and sinking funds as alternative sources of liquidity. This risk is also managed by distributing debt maturities over many years.

11. Risk Management and the Use of Derivative Financial Instruments (continued)

DERIVATIVE PORTFOLIO

The following table presents the fair value of derivative financial instruments with contractual or notional principal amounts outstanding at March 31:

	(\$ millions)			
	2022		2021	
	Actual		Actual	
	Notional Value	Fair Value	Notional Value	Fair Value
Interest rate and cross currency swaps	47,979	(743)	48,629	(64)

Notional amounts of derivatives contracts represent the contractual amounts to which a rate or price is applied for computing the cash flows to be exchanged. The notional amounts are used to determine the gains/losses and fair value of the contracts and is generally a measure of the exposure to the asset class to which the contract relates. They are not recorded as assets or liabilities on the statement of financial position. Notional amounts do not represent the potential gain or loss associated with the market risk or credit risk associated with the derivative contract.

Fair values of the swap agreements are the estimated amount that the Government would receive or pay, based on market factors, if the agreements were terminated on March 31. They are established by discounting the expected cash flows of the swap agreements using year-end market interest and exchange rates. A positive (negative) fair value indicates that the government would receive (make) a payment if the agreements were terminated.

12. SIGNIFICANT TRANSACTIONS WITH GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES

Transactions with GBEs are not eliminated for purposes of summary reporting because they are reported in these summary financial statements using the modified equity method of accounting. These financial statements include the following transactions between the Government and GBEs, which have not been eliminated:

A. ACCOUNTS RECEIVABLE AND LOANS AND ADVANCES

Amounts receivable includes receivables from GBEs as reported in Schedule 1 to the summary financial statements. Loans and advances to GBEs are reflected in Schedule 2 to the summary financial statements.

B. INVESTMENTS

MPIC holds \$503 million (2021 – \$567 million) of Provincial bonds and debentures with maturities dates ranging from 2022 to 2050 and interest rates ranging from 3.0% to 6.9%.

C. WATER POWER RENTALS

Water power rental fees charged to Manitoba Hydro, for \$89 million (2021 – \$117 million), are included in the Consolidated Statement of Revenue and Expense under the fees and other revenue category. Water power rental rates are authorized by Regulation 25/88 and 197/2001 under The Water Power Act. Rentals are paid to the Government for the use of water resources in the operation of Manitoba Hydro's hydroelectric generating stations.

12. Significant Transactions with Government Business Enterprises (continued)

D. FEES ON GOVERNMENT GUARANTEES

Manitoba Hydro remitted \$229 million (2021 – \$222 million) to the Government based on the amount of their debt that is guaranteed by the Government. The fees are included in the Consolidated Statement of Revenue and Expense under the sinking funds and other investment earnings category.

E. DRIVER LICENSING OPERATIONS

The Government, by agreement, paid \$30 million (2021 – \$30 million) to MPIC for the management and administration of driver licensing. MPIC, on behalf of the Government, collected driver licensing fees totaling \$27 million (2021 – \$25 million) and motor vehicle registration fees totaling \$179 million (2021 – \$187 million).

The fees received by the Government are included in the Consolidated Statement of Revenue and Expense under the fees and other revenue category.

F. OTHER REVENUE

Manitoba Liquor and Lotteries Corporation provided \$5 million in funding to the Addictions Foundation of Manitoba for the year ended March 31, 2022 (2021 – \$5 million) for addictions and problem gambling services programs. In addition, the Corporation provided \$4 million (2021 – \$5 million) in Liquor, Gaming and Cannabis funding and Crown Services Secretariat Levy.

Manitoba Hydro paid the Government \$129 million (2021 – \$117 million) for corporation capital tax. MPIC paid the Government \$39 million (2021 – \$32 million) for insurance premium tax. GBEs paid the Government a combined total of \$17 million (2021 – \$18 million) for Levy for Health and Education.

MPIC paid Manitoba Health \$25 million (2021 – \$30 million) to cover non- insured medical expenses.

These amounts are included in the Consolidated Statement of Revenue and Expense under the fees and other revenue and other taxes categories.

13. EMPLOYEE FUTURE BENEFITS

	(\$ millions)	
	2022 Actual	2021 Restated
Severance	476	468
Long term disability income plan	47	41
Workers compensation claims	67	58
Other	82	84
	672	651

The severance liability is valued using discount rates that range from 2.65% to 6% and salary increase rates that range from 2% to 4%. Unamortized actuarial gains and losses are amortized over the estimated average remaining service life (EARSL). Periods range from 6 to 15 years. As of March 31, 2022, net unamortized losses were \$38 million (March 31, 2021 – \$40 million).

The long term disability income plan is valued using a discount rate of 3.2%. Actuarial gains and losses are recognized as income as they occur. Workers compensation claims are recognized based on an actuarial valuation prepared for the Workers Compensation Board. The December 31, 2021 valuation was prepared using a discount rate of 5.25% (5.75% in prior valuation) and a salary increase rate of 3.00% (3.25% in prior valuation). Actuarial gains and losses are recognized as income as they occur.

14. EXPENSES IN EXCESS OF LEGISLATIVE AUTHORITY

The budget estimates presented on the Consolidated Statement of Revenue and Expense, excludes \$225 million in supplementary estimates related to the departments. The original budget estimate amounts plus the \$225 million in supplementary estimates becomes the revised estimates, against which expenses in excess of legislative authority are determined. Based upon the revised estimates, the following departments were over-expended at March 31, 2022:

Part A – Operating Expense:

	(\$ millions)
Employee Pensions and Other Costs	12
Environment, Climate and Parks	34
Health	81
Justice	20

15. LIABILITY FOR CONTAMINATED SITES

The Province reports environmental liabilities related to the management and remediation of contaminated sites where the Province is obligated to incur such costs. A contaminated sites liability of \$365 million (2021 – \$379 million) has been recorded based on environmental assessments or estimations for those sites where an assessment has not been conducted.

As of March 31, 2022 the Province has identified 544 sites which require remediation from contamination.

The Province is responsible for the risk management and potential remediation of certain orphaned and abandoned mine sites that exist on Crown land. For most of these mine sites, the companies that caused the contamination no longer exist. The mining operations were primarily comprised of gold and other metals. The risk of contamination at these sites primarily comes from mine tailings and other possible contaminants that were left on site. The liability also includes sites associated with highway maintenance, airports, marines, landfills, sewage treatment facilities, commercial and industrial operations, parks and other protected areas.

The nature of contamination includes petroleum hydrocarbons, polyaromatic hydrocarbons, BTEX, toxic heavy metals, polychlorinated biphenyl and other organic contaminants. The sources of contamination include above ground and underground fuel storage tanks, fuel handling, pipelines, chemical storage, by-product waste, metal based paint, and the leaching of materials deposited in landfills. Sites often have multiple sources of contamination.

Where sites require ongoing remediation, monitoring, or maintenance all estimated future costs are discounted using the province's weighted average cost of capital. Remediation at three sites requires the operation of water treatment systems for the next 40 years. The amount of undiscounted expenditures for the future operation of the water treatment systems, for the next 38 years is \$174 million. The expenditures are discounted at 3.2 per cent with an assumed inflation rate of 2 per cent.

Manitoba Hydro will incur future costs associated with the assessment and remediation of contaminated lands and facilities for the phase-out and destruction of polychlorinated biphenyl contaminated mineral oil from electrical equipment. A reasonable estimate of the associated costs, not already recognized as asset retirement obligations by Manitoba Hydro, cannot be made at this time. No provision has been included for these items as of March 31, 2022.

16. RELATED PARTY DISCLOSURES

A related party exists when one party has the ability to exercise control or shared control over the other. Related parties include key management personnel, their close family members and the entities they control or have shared control over. Related party disclosures do not include inter-entity transactions and balances that are eliminated on consolidation and those with entities accounted for under the modified equity method. Related party disclosures do not include restructuring transactions, disclosure of key management personnel compensation arrangements, expense allowances, and other similar payments routinely paid in exchange for services rendered.

Related party transactions are disclosed if they occurred at a value different from that which would have been arrived if the parties were unrelated and the transaction has a material effect on the summary financial statements.

For the year ended March 31, 2022, there were no material related party transactions or balances to disclose.

17. TRANSFERS TO THE WINNIPEG FOUNDATION

During the fiscal year, the Province transferred and deposited \$1 million (2021 – \$98 million) in a trust account either directly or on behalf of certain Manitoba community foundations to The Winnipeg Foundation (TWF). TWF is a registered charity and is classified as a public foundation for the purposes of the Income Tax Act (Canada).

The funds transferred to the trust are irrevocable. The trust funds are administered and invested by TWF for the purpose of generating revenue for purposes specified in the trust agreements. Eligible recipients are generally defined as non-government not for profit entities that have established operations in Manitoba. The trusts are not controlled by the Province and therefore are not consolidated as part of the GRE. The transfers into these funds were expensed when paid by the Province to the Winnipeg Foundation. The transfers have been expensed in the following ministries in the year ended March 31, 2022:

17. Transfers to The Winnipeg Foundation (continued)

	\$ (millions)	
	2022 Actual	2021 Actual
Agriculture		
Fish and Wildlife Enhancement Fund	1	2
GROW Trust Fund	–	–
Wetlands GROW Trust Fund	–	–
Conservation Trust Fund	–	–
Manitoba Habitat Heritage Corporation Fund Foundation	–	–
Harry J. Enns Oak Hammock Marsh Fund	–	–
Oak Hammock Marsh Capital Renewal Fund	–	–
Watershed Districts Capacity Fund	–	3
Hunter Education and Safety Fund	–	2
4-H Manitoba Leaders of Tomorrow Scholarship Fund	–	–
Growing Outcomes in Watersheds Fund	–	3
Environment, Climate and Parks		
Provincial Parks Endowment Funds	–	20
Economic Development, Investment and Trade		
Child Care Sustainability Fund	–	–
Families		
Employment and Income Assistance Fund	–	20
Manitoba Accessibility Fund	–	20
Municipal Relations		
Manitoba Trails Improvement Endowment Fund	–	–
Endow Manitoba Fund	–	–
Heritage Manitoba Trust Endowment Fund	–	–
Manitoba Trails Strategic Fund – Rural	–	3
Sport, Culture and Heritage		
Signature Museum Sustainability Funds	–	–
Heritage Resources Fund	–	–
Military Memorials Conservation Fund	–	–
The Bay Building Heritage Preservation Fund	–	25
	1	98

FUNDS

The following is a description of the purpose of the funds:

Fish and Wildlife Enhancement Fund

Generates annual grant making activity to support activities that enhance sustainable production of legally harvestable fish and wildlife populations within Manitoba.

GROW Trust Fund

Funds activities that promote the conservation of natural resources by creating, conserving or enhancing the natural infrastructure for the benefit of Manitobans.

Wetlands GROW Trust Fund

Funds activities that promote conservation, restoration and enhancement of wetlands for the benefit of Manitobans.

17. Transfers to The Winnipeg Foundation (continued)

Conservation Trust Fund

Funds activities that promote the conservation of natural resources by creating, conserving or enhancing the natural infrastructure for the benefit of Manitobans.

Manitoba Habitat Heritage Corporation Fund

Generates annual grant making activity to be used at the discretion of the Board of Directors of MHHC in accordance with their charitable purposes.

Harry J. Enns Oak Hammock Marsh Fund

Provides annual, sustainable grant making activity for the purpose of operating and maintaining the Oak Hammock Marsh Interpretive Centre.

Oak Hammock Marsh Capital Renewal Fund

Funds capital improvements to the Oak Hammock Marsh Interpretive Centre.

Watershed Districts Capacity Fund

Generates annual grant making activity to support activities that enhance the ability of watershed districts to protect, preserve, conserve and prudently manage use of water resources within their district.

Hunter Education and Safety Fund

Generates annual grant making activity to support activities that educate, train, recruit hunters, and enhance safe and sustainable hunting and trapping of wildlife populations within Manitoba.

4-H Manitoba Leaders of Tomorrow Scholarship Fund

Generates annual grant making activity to be used to support 4-H Manitoba.

Growing Outcomes in Watersheds Fund

Funds activities that promote the conservation of natural resources by creating, conserving or enhancing the natural infrastructure for the benefit of Manitobans.

Provincial Parks Endowment Fund

Supports projects that enhance the ecological integrity and/or public experiences in Manitoba provincial parks.

Employment and Income Assistance Fund

Generates annual grant making activity to support activities which are intended to reduce barriers and improve labour market outcomes for participants receiving, or applying for social assistance.

Manitoba Accessibility Fund

Provides annual, sustainable grant making activity to be used to undertake activities to promote the principles of The Accessibility for Manitobans Act and provide assistance to organizations in Manitoba to comply with The Accessibility for Manitobans Act and its standards.

Child Care Sustainability Fund

Supports eligible licensed child care facilities, as defined under The Community Child Care Standards Act, by providing grant funding targeted towards infrastructure improvements and repairs, as well as new, innovative child care projects with the goal of enhancing child care programming.

Manitoba Trails Improvement Endowment Fund

Promotes, plans, co-ordinates and supervises the development of recreational trails in Manitoba as public amenities.

17. Transfers to The Winnipeg Foundation (continued)

Endow Manitoba Fund

Generates annual grant making activity to strengthen philanthropy across Manitoba by working to engage and build capacity among the community foundations.

Heritage Manitoba Trust Endowment Fund

Issues matching grants to qualifying small and medium sized heritage organizations to accelerate the growth of Manitoba's Heritage Organizations' asset bases.

Manitoba Trails Strategic Fund – Rural

Provides funding for capital projects that advance recreational trail development within the boundaries of Manitoba, but outside the City of Winnipeg.

Signature Museum Sustainability Funds

Generates annual grant making activity to be used for supporting the Signature Museums with capacity building and professional development.

Heritage Resources Fund

Generates annual grant making activity to be used for the purpose of helping defray certain costs associated with heritage sites and objects.

Military Memorials Conservation Fund

Generates annual grant making activity to be used for the purpose of helping defray certain costs associated with the conservation of military memorial sites and objects.

The Bay Building Heritage Preservation Fund

Generates annual grant making activity to support the Signature Museum Capacity Building Fund, The Manitoba Graduate History Scholarship, and for other heritage programs, and funding the preservation of the Bay building.

18. CONTRACTUAL RIGHTS

The Government is involved in various contracts and agreements arising in the ordinary course of business. This results in contractual rights to economic resources, leading to both assets and revenue in the future. The total amounts outstanding from these agreements at March 31, 2022 are as follows:

(\$ millions)	2023	2024	2025	2026	2027	2028 and thereafter	Total
Federal transfers – Capital	336	288	315	342	–	–	1,281
Federal transfers – Operating	119	56	56	11	10	50	302
Lease and rental agreements	112	110	109	108	108	159	706
Other	15	15	15	16	16	313	390
Total	582	469	495	477	134	522	2,679

Under section 22(4) of The Manitoba Liquor and Lotteries Corporation Act, the Province is entitled to receive the net revenue from the Manitoba Liquor And Lotteries Corporation. The future amounts to be received are unknown, so they have not been included in the table above. These contractual rights could be significant.

The contractual rights for water power rentals included in lease and rental agreements has been estimated using the current year's revenue for the next six years. This contract has no expiration date and amounts beyond 2028 may be significant. Contractual rights amounts relating to provincial park land leases with

18. Contractual Rights (continued)

cottagers included in lease and rental agreements have been calculated based on the current year revenue for the next six years. These lease agreements have various expiration dates, however, the amounts beyond 2028 are not included and these future amounts could be significant.

The Province is also entitled to receive investment revenue from various investments held in irrevocable trusts by The Winnipeg Foundation. The amount of revenue to be received is unknown and dependent on the rate of return earned on the investments.

Manitoba Hydro has dependable export sales contracts to the U.S. and Canada totaling approximately \$8.3 billion expiring in 2052-53. Dependable sales are export contracts sourced from Manitoba Hydro's hydraulic energy available during lowest water conditions.

19. ADJUSTMENTS TO ACCUMULATED DEFICIT

A) PENSION RESTATEMENTS

The Province participates in various pension plans. The Province should recognize a valuation allowance for any excess of the adjusted benefit asset over the expected future benefit of the plan assets. A change in the valuation allowance should be recognized in the statement of operations in the period the adjustment occurred.

In two plans the accrued benefit asset was accounted for in error. One plan had an adjustment when one was not required. In a second plan the benefit asset was not adjusted when it should have been. These two errors together resulted in an increase to the accumulated deficit of \$10 million at April 1, 2020 and understated pension expense by \$19 million for the fiscal year ended March 31, 2021.

The pension liability and accumulated deficit were understated by \$19 million at April 1, 2021.

B) MASC RESTATEMENTS

The Production Insurance Trust and Hail Insurance Trust financial statement information have been consolidated into the financial statement of Manitoba Agricultural Services Corporation (MASC) and then into the summary financial statements. The 2020/21 comparative financial statement information has been restated accordingly. The Production Insurance Trust and Hail Insurance Trust were previously presented as trusts under the administration of the Province. In accordance with PS 3210 Assets, the assets in the MASC trusts are viewed as controlled by the Province and thereby have been consolidated in the summary financial statements.

MASC has also adopted a change in accounting policy. Effective April 1, 2020 the Government of Manitoba is applying Public Sector Accounting Board accounting standards – Restricted Assets and Revenues, Section PS 3100. The Province is treating producer premiums and premium transfers from the Province to the AgrilInsurance program as externally restricted assets under PS 3100. PS 3410 is used to account for premium transfers from the Federal government. The Federal transfers to the AgrilInsurance program give rise to stipulations and create an obligation that meets the definition of a liability under PS 3200.

The opening accumulated surplus balance for the AgrilInsurance Program has been reclassified as unearned revenue as at April 1, 2020. The changes from the consolidation of the trust assets and the change in accounting policy, has increased the summary accumulated deficit by \$211 million at April 1, 2020. The changes increased unearned revenue for MASC by \$691 million at April 1, 2020. Cash, cash equivalents and investments increased by \$513 million also at April 1, 2020. Accounts payable also increased by \$33 million.

At April 1, 2021 investments, cash and cash equivalents increased by \$594 million, and unearned revenue increased by \$792 million. Revenue for the year ended March 31, 2021 decreased by \$75 million, and expenses decreased by \$88 million. This reduced the net loss for the year ended March 31, 2021 by \$13 million.

20. IMPACT OF COVID-19 PANDEMIC

Emergency and public health measures for COVID-19 in Manitoba ended in October 2021. The global risk and uncertainty related to COVID-19, still remains due to the challenges of new variants, supply chain disruptions, and fluctuations in rates of inflation. While Manitoba has recovered well from the economic fallout of the pandemic, its future effects on the assets and revenues of the Government cannot be reasonably determined at this time.

21. RESTATED BUDGET

The restated budget presented on the Consolidated Statement of Revenue and Expense is taken from Budget 2021 as presented to the Legislative Assembly on April 7, 2021 and restated for comparability to the current year results.

Refer to Schedule 10 for further details. The restated amounts do not include other authorizations granted in subsequent Main Estimates Supplements of \$225 million.

22. COMPARATIVE FIGURES

On January 18, 2022, the Government announced organizational changes that resulted in certain functions being transferred between departments. As a result, certain 2021 financial statement balances have also been reclassified to be presented on the same basis as the 2022 results.

SCHEDULE 1

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF AMOUNTS RECEIVABLE

As at March 31, 2022

	(\$ millions)	
	2022	2021
	Actual	Actual
TAXATION:		
Income taxes.....	332	244
Retail sales tax.....	286	264
Other taxes.....	135	146
	<u>753</u>	<u>654</u>
GOVERNMENT OF CANADA AND OTHER GOVERNMENTS:		
Government of Canada shared cost programs/agreements.....	694	532
Other.....	418	506
	<u>1,112</u>	<u>1,038</u>
OTHER:		
Health and social services.....	173	185
Government business enterprises and other.....	36	23
Sundry departmental revenue.....	202	158
Other.....	437	259
	<u>848</u>	<u>625</u>
	2,713	2,317
Less: Allowances.....	425	416
Total Amounts Receivable.....	<u><u>2,288</u></u>	<u><u>1,901</u></u>

SCHEDULE 2

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF LOANS AND ADVANCES

As at March 31, 2022

(\$ millions)

	2022 Actual	2021 Actual
GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES:		
Manitoba Hydro-Electric Board.....	24,588	23,937
Manitoba Liquor and Lotteries Corporation.....	324	357
	<u>24,912</u>	<u>24,294</u>
Less: Debt incurred for and repayable by the Manitoba Hydro-Electric Board.....	<u>24,588</u>	<u>23,937</u>
	<u>324</u>	<u>357</u>
OTHER:		
Loans and mortgages - Note a.....	910	1,039
Stadium loan - Note b.....	137	137
Manitoba student loans - Note c.....	259	223
Family services agencies - Note d.....	26	26
Other.....	31	58
	<u>1,363</u>	<u>1,483</u>
TOTAL LOANS AND ADVANCES	<u>1,687</u>	<u>1,840</u>
Less: Valuation allowance.....	<u>249</u>	<u>249</u>
NET LOANS AND ADVANCES	<u><u>1,438</u></u>	<u><u>1,591</u></u>

The government business enterprises loans and advances portfolio is due in varying annual amounts to the year 2120, bearing interest at either:

- i) Fixed with rates ranging from 1.25% to 10.50%; or
- ii) Floating Canadian - Bankers Acceptance (BA) setting, established quarterly or monthly, with the lowest rate currently set at 1.4350% and the highest set at 1.9500% as at March 31, 2022.

Note a

- | | | |
|--|------------|--------------|
| i) Agricultural direct lending and special assistance program mortgages, due in varying annual amounts to the year 2047, bearing interest at rates ranging from 2.375% to 9.00%. | 799 | 901 |
| ii) Housing direct lending and special assistance program mortgages, due in varying annual amounts to the year 2053, bearing interest at rates ranging from 0% to 13.50%. | 60 | 72 |
| iii) Business development assistance loans, due in varying annual amounts to the year 2040, bearing interest at rates ranging from 0% to 5.88%. | 29 | 43 |
| iv) Northern business development and fishing industry assistance loans, due in varying annual amounts to the year 2031, bearing interest at rates ranging from 4.50% to 8.08%. | 22 | 23 |
| | <u>910</u> | <u>1,039</u> |

Note b Stadium loan to Triple B Stadium Inc., bearing interest at 4.65%; and issued in two phases, with Phase 1 due in varying annual amounts to 2038. Phase 2 is in abeyance indefinitely and no payments are required, however, interest continues to accrue.

Note c Student loans, interest-free and not repayable until 6 months past the completion of studies, due 114 to 174 months after that time.

Note d Advances to provide family services agencies with prepayment of fee for service charges, to be repaid when no longer required, bearing no interest.

SCHEDULE 3

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES

SCHEDULE OF CONSOLIDATED OPERATING RESULTS AND FINANCIAL POSITION

For the Year Ended March 31, 2022

CHANGES IN EQUITY	(\$ millions)			TOTAL	TOTAL
	UTILITY	INSURANCE	FINANCE	2022	2021
				Actual	Actual
Results from Operations:					
Revenues from operations.....	3,064	1,478	1,494	6,036	5,708
Expenses: From operations.....	2,244	1,506	885	4,635	4,249
Debt servicing.....	1,068	-	12	1,080	859
Total expenses.....	3,312	1,506	897	5,715	5,108
Net income	(248)	(28)	597	321	600
Other comprehensive income (loss).....	177	102	-	279	243
Total comprehensive income.....	(71)	74	597	600	843
Transfers to the Government.....	-	-	(597)	(597)	(425)
Net increase in equity in government business enterprises.....	(71)	74	-	3	418
FINANCIAL POSITION					
Assets:					
Cash and temporary investments.....	1,083	198	49	1,330	1,377
Amounts receivable.....	509	493	60	1,062	1,033
Portfolio investments: Due from Government and government organizations.....	-	535	-	535	591
Due from others.....	-	3,275	-	3,275	3,267
Capital assets.....	26,376	146	315	26,837	26,504
Other assets.....	3,170	175	145	3,490	3,355
Total assets.....	31,138	4,822	569	36,529	36,127
Liabilities:					
Accounts payable, accrued liabilities and deferred revenue.....	2,826	891	181	3,898	3,984
Long-term debt: Owing to Government.....	24,588	-	324	24,912	24,294
Other borrowings, discounts and deferred transaction costs.....	170	7	59	236	320
Net pension obligations	600	424	-	1,024	1,195
Future cost of existing claims.....	-	2,302	-	2,302	2,182
Total liabilities.....	28,184	3,624	564	32,372	31,975
Equity:					
Non-controlling interests.....	325	-	-	325	323
Equity in government business enterprises.....	2,629	1,198	5	3,832	3,829
Total equity.....	2,954	1,198	5	4,157	4,152
Total liabilities and equity.....	31,138	4,822	569	36,529	36,127
EQUITY COMPRISED OF:					
Retained earnings.....	3,012	1,080	5	4,097	4,372
Accumulated other comprehensive income (loss).....	(383)	118	-	(265)	(543)
Equity in government business enterprises.....	2,629	1,198	5	3,832	3,829

Note: For government business enterprises whose fiscal year end is prior to March 31, the amounts reflected are as at their fiscal year end.

SCHEDULE 4

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF BORROWINGS

As at March 31, 2022

(\$ millions)

Fiscal Year of Maturity	Bonds and Debentures		Canada Pension Plan	Loans and Mortgages	Promissory Notes and Treasury Bills	Totals	
	Cdn	US	Cdn	Cdn	Cdn	2022 Actual	2021 Actual
2022.....	-	-	-	-	-	-	4,883
2023.....	2,529	187	-	-	2,600	5,316	2,718
2024.....	3,248	-	-	-	-	3,248	3,228
2025.....	3,473	-	-	-	-	3,473	3,473
2026.....	3,965	-	-	-	-	3,965	3,965
2027.....	2,978	-	-	-	-	2,978	2,978
2022-2027.....	<u>16,193</u>	<u>187</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>2,600</u>	<u>18,980</u>	<u>21,245</u>
2028-2032.....	11,489	500	-	-	-	11,989	8,757
2033-2042.....	8,388	-	404	-	-	8,792	7,455
2043-2072.....	15,953	-	73	-	-	16,026	16,467
2073-2123.....	600	-	-	-	-	600	600
2028-2123.....	<u>36,430</u>	<u>500</u>	<u>477</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>37,407</u>	<u>33,279</u>
2023-2057 Government Organizations.....	410	-	-	222	-	632	701
Total borrowings.....	<u>53,033</u>	<u>687</u>	<u>477</u>	<u>222</u>	<u>2,600</u>	<u>57,019</u>	<u>55,225</u>
Reduced by:							
Debt incurred for and repayable by the Manitoba Hydro-Electric Board.....						(24,587)	(23,937)
Unamortized debt issue costs.....						(355)	(287)
Unamortized gains and losses on derivative contracts						420	435
Province of Manitoba debt issues held as investments in sinking funds and cash and cash equivalents.....						(79)	(97)
						<u>32,418</u>	<u>31,339</u>

	March 31/22 Cdn \$ Valuation (See Notes)	March 31/21 Cdn \$ Valuation (See Notes)
Borrowings payable in:		
Canadian dollars	43,627	42,257
Foreign issues hedged to Canadian dollars	12,705	11,962
U.S. dollars	500	377
Issues hedged to U.S. dollars	187	629
Total borrowings	<u>57,019</u>	<u>55,225</u>

Note a: The hedges are derivative contracts which include swaps and forward foreign exchange contracts.

Note b: The Canadian dollar valuation is calculated using the foreign currency exchange rates in effect at each March 31 adjusted for any forward foreign exchange contracts entered into for settlement after year-end.

Note c: Interest rates on these borrowings fall into one of two categories:

- Fixed with rates ranging from 0.785% to 10.68%.
- Floating Canadian - Bankers Acceptance (BA) setting, established quarterly or monthly, with the lowest rate currently set at 0.770% and the highest set at 2.695% as at March 31, 2022.

SCHEDULE 5

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF ACCOUNTS PAYABLE, ACCRUED CHARGES, PROVISIONS AND UNEARNED REVENUE

As at March 31, 2022

	(\$ millions)	
	2022	2021
	Actual	Restated
ACCOUNTS PAYABLE	<u>1,833</u>	<u>2,272</u>
ACCRUED CHARGES:		
Interest.....	176	184
Disaster financial assistance.....	56	99
Liability for contaminated sites (Note 15).....	365	379
Salaries and benefits.....	1,478	1,055
Employee future benefits (Note 13).....	672	651
Other.....	<u>814</u>	<u>397</u>
	<u>3,561</u>	<u>2,765</u>
PROVISION FOR FUTURE LOSSES (Note 7)	<u>5</u>	<u>10</u>
UNEARNED REVENUE	<u>1,204</u>	<u>1,496</u>
Total Accounts Payable, Accrued Charges, Provisions and Unearned Revenue	<u><u>6,603</u></u>	<u><u>6,543</u></u>

SCHEDULE 6

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF PENSION LIABILITY

As at March 31, 2022

	Civil Service Superannuation Plan	Teachers' Pension Plan	Post- Secondary Education Plans (Note A)	Public School Division Plans (Note A)	Other Plans (Note A)	(\$ millions)	
						Total 2022	Total 2021
ACCRUED BENEFIT OBLIGATION							
Obligation at beginning of year.....	3,332	4,554	1,707	615	153	10,361	10,095
Current service costs.....	80	122	70	22	7	301	282
Interest cost on benefit obligation.....	188	258	91	36	7	580	575
Change in actuarial (gains) losses and reserves.....	70	-	10	5	12	97	67
Plan amendment.....	-	-	-	-	-	-	-
Benefits paid.....	(202)	(239)	(126)	(34)	(9)	(610)	(658)
Obligation at end of year.....	<u>3,468</u>	<u>4,695</u>	<u>1,752</u>	<u>644</u>	<u>170</u>	<u>10,729</u>	<u>10,361</u>
PLAN ASSETS							
Plan assets at beginning of year.....	2,408	2,701	1,700	625	61	7,495	7,025
Employer contributions.....	92	133	39	14	8	286	273
Employee contributions.....	-	-	31	12	1	44	41
Transfer of plan assets.....	-	-	1	(2)	-	(1)	-
Plan asset contributions.....	-	-	-	-	-	-	-
Benefits paid.....	(202)	(239)	(126)	(33)	(9)	(609)	(658)
Expected return on plan assets.....	129	145	86	35	3	398	393
Experience gains (losses).....	92	170	104	17	2	385	421
Market value of plan assets.....	<u>2,519</u>	<u>2,910</u>	<u>1,835</u>	<u>668</u>	<u>66</u>	<u>7,998</u>	<u>7,495</u>
Deferred investment losses (gains).....	<u>(157)</u>	<u>(233)</u>	<u>(160)</u>	<u>(12)</u>	<u>-</u>	<u>(562)</u>	<u>(341)</u>
Market related value of plan assets.....	<u>2,362</u>	<u>2,677</u>	<u>1,675</u>	<u>656</u>	<u>66</u>	<u>7,436</u>	<u>7,154</u>
PENSION LIABILITY							
Plan deficit (surplus).....	1,106	2,018	77	(12)	104	3,293	3,207
Unamortized actuarial gains (losses).....	2	121	40	(14)	(17)	132	56
Surplus adjustments (Note B).....	-	-	47	15	-	62	58
Pension liability.....	<u>1,108</u>	<u>2,139</u>	<u>164</u>	<u>(11)</u>	<u>87</u>	<u>3,487</u>	<u>3,321</u>
PENSION EXPENSE							
Defined benefit pension plan expense:							
Current service cost.....	80	122	70	22	7	301	282
Interest cost on benefit obligation.....	188	258	91	36	7	580	575
Return on plan assets.....	(129)	(145)	(86)	(35)	(3)	(398)	(393)
Employee contributions.....	-	-	(32)	(12)	(1)	(45)	(41)
Amortization of actuarial (gains) losses.....	2	13	(2)	1	1	15	39
Plan amendment.....	-	-	-	-	-	-	-
Change in surplus adjustments.....	-	-	18	(8)	(7)	3	27
Defined benefit pension plan expense.....	<u>141</u>	<u>248</u>	<u>59</u>	<u>4</u>	<u>4</u>	<u>456</u>	<u>489</u>
Defined contribution pension plan expense.....	-	-	7	28	214	249	228

SCHEDULE 6 (cont'd)

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS CONSOLIDATED STATEMENT OF PENSION LIABILITY

As at March 31, 2022

MEMBER DATA

	Civil Service Superannuation Plan	Teachers' Pension Plan	Post- Secondary Education Plans	Public School Division Plans	Other Plans	Total 2022	Total 2021
Defined benefit pension plan							
Number of active and deferred members.....	19,600	23,400	5,400	5,100	200	53,700	54,560
Number of pensioners.....	17,600	16,300	2,600	2,300	300	39,100	38,300
Total number of plan members.....	<u>37,200</u>	<u>39,700</u>	<u>8,000</u>	<u>7,400</u>	<u>500</u>	<u>92,800</u>	<u>92,860</u>

ACTUARIAL ASSUMPTIONS

Discount rate on accrued benefits.....	5.75%	5.75%	5.20% - 5.50%	4.25% - 5.75%	3.20% - 5.25%	
Expected long-term rate of return.....	5.75%	5.75%	5.20% - 5.50%	4.25% - 5.75%	3.20% - 5.25%	
Inflation.....	2.00%	2.00%	2.00% - 2.50%	2.00% - 2.50%	2.00% - 2.00%	
Real rate of return.....	3.75%	3.75%	3.00% - 3.25%	2.25% - 3.75%	1.20% - 3.25%	
Rate of salary increase.....	3.75%	2.00%	2.50% - 3.00%	3.00% - 4.50%	0.00% - 3.75%	
Latest valuation.....	(Note C)	(Note C)	(Note C)	(Note C)	(Note C)	

Note A: Post-Secondary Education plans include the University of Manitoba Pension Plans, the University of Winnipeg Pension Plan and the Brandon University Retirement Plan.

Public School Division plans include the Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other Than Teachers, Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division, Retirement Plan for Employees of Frontier School Division and The School District of Mystery Lake No. 2355 Pension Plan.

Other plans include the Members of Legislative Assembly Pension Plan, the Legislative Assembly Supplemental Pension Plan, the Judges' Supplemental Pension Plan, and the Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan.

Note B: For those plans that the Government is unable to access surplus funds within the plan, adjustments are made to record an allowance against these surplus amounts. These pension surplus allowances represent the excess of the adjusted benefit asset over the employers' share of the expected future benefit.

Note C: The latest actuarial valuation report dates and the estimated average remaining service life (EARSL), in years, are as follows

	Valuation Date	EARSL
- Civil Service Superannuation Plan.....	Dec-20	13.0
- Teachers' Retirement Allowance Plan.....	Jan-21	13.1
- University of Manitoba Pension Plans.....	Dec-20	9.0
- University of Winnipeg Pension Plan.....	Dec-20	5.8
- Brandon University Retirement Plan.....	Dec-21	9.8
- Winnipeg School Division Pension Fund for Employees Other than Teachers.....	Dec-20	11.5
- Retirement Plan for Non-Teaching Employees of the St. James-Assiniboia School Division.....	Dec-20	14.0
- Retirement Plan for Employees of Frontier School Division.....	Dec-19	13.1
- School District of Mystery Lake.....	Jun-21	14.2
- Members of Legislative Assembly Pension Plan.....	Mar-21	0.0
- Legislative Assembly Pension Plan.....	Dec-20	9.0
- Judges' Supplemental Pension Plan.....	Mar-21	10.1
- Winnipeg Child and Family Services Employee Benefits Retirement Plan.....	Dec-20	0.0

SCHEDULE 7

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF TANGIBLE CAPITAL ASSETS

For the Year Ended March 31, 2022

(\$ millions)

	General Capital Assets					Infrastructure				Totals	
	Land	Buildings and Leasehold Improvements	Vehicles and Equipment	Computer Hardware and Software	Assets Under Construction Note b	Land and Improvements	Transportation	Dams and Water Management Structures	Assets Under Construction Note b	2022 Actual	2021 Actual
Cost											
Opening cost.....	305	11,238	2,882	1,263	766	698	7,557	764	152	25,625	24,556
Restatements - Note a	5	-	-	-	-	(5)	-	-	-	-	162
Adjusted Opening Balance	310	11,238	2,882	1,263	766	693	7,557	764	152	25,625	24,718
Add:											
Additions during the year.....	12	246	103	18	235	47	286	1	123	1,071	1,061
Less:											
Disposals and write downs.....	(1)	(8)	(30)	(96)	(33)	(6)	-	-	(1)	(175)	(154)
Settlements and reclassifications.....	-	176	20	46	(241)	-	20	3	(24)	-	-
Closing cost.....	321	11,652	2,975	1,231	727	734	7,863	768	250	26,521	25,625
Accumulated amortization											
Opening accumulated amortization.....	-	4,814	2,143	945	-	162	3,141	165	-	11,370	10,573
Restatements - Note a	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	104
Adjusted Opening Balance	-	4,814	2,143	945	-	162	3,141	165	-	11,370	10,677
Add:											
Amortization.....	-	328	147	61	-	9	245	12	-	802	783
Less:											
Accumulated amortization on disposals and write downs.....	-	(7)	(25)	(96)	-	-	-	-	-	(128)	(90)
Closing accumulated amortization.....	-	5,135	2,265	910	-	171	3,386	177	-	12,044	11,370
Net Book Value of Tangible Capital Assets.....	321	6,517	710	321	727	563	4,477	591	250	14,477	14,255

Note a - Restatements are related to the inclusion of unincorporated communities' tangible capital assets.

Note b - During the year the Province capitalized \$4 million of interest relating to assets under construction (2021 - \$3 million).

SCHEDULE 8

GOVERNMENT ORGANIZATIONS, COMPONENTS AND BUSINESS ENTERPRISES COMPRISING THE GOVERNMENT REPORTING ENTITY

HEALTH

Health

CancerCare Manitoba
Not-for-Profit Personal Care Homes and Community Health Agencies
3885136 Manitoba Association Inc. (operating as Calvary Place Personal Care Home)
Actionmarguerite (Saint-Boniface) (Saint-Vital) and (St. Joseph)
Bethania Menonite Personal Care Home, Inc.
Clinique Youville Clinic Inc.
Donwood Manor Personal Care Home Inc.
Eden Mental Health Centre
Fred Douglas Personal Care Home
Holy Family Home Inc.
Hope Centre Health Care Incorporated
Klinik Incorporated
LHC Personal Care Home Inc.
Luther Home Corporation
MFL Occupational Health and Safety Centre Inc.
Main Street Project, Inc.
Meadowood Manor
Menno Home for the Aged Inc. (Personal Care Home Division)
Mount Carmel Clinic
Nine Circles Community Health Centre Inc.
Niverville Heritage PCH Inc.
NorWest Co-op Community Health Centre, Inc.
Odd Fellows and Rebekahs (Personal Care Homes Inc. Golden Links Lodge)
Park Manor Care Inc.
Pembina Place Mennonite Personal Care Home Inc.
Prairie View Lodge Inc.
Rest Haven Nursing Home
Rock Lake Health District
Salem Home Inc.
Sexuality Education Resource Centre Manitoba, Inc.
Southeast Personal Care Home Inc.
Tabor Home Inc.
The Convalescent Home of Winnipeg
The Salvation Army Golden West Centennial Lodge
The Saul and Claribel Simkin Centre Personal Care Home Inc.
Villa Youville Inc. - Nursing
West Park Manor Personal Care Home Inc.
Women's Health Clinic Inc.
Regional Health Authorities (including controlled organizations)
Interlake-Eastern Regional Health Authority
Northern Regional Health Authority Inc.
Prairie Mountain Health
Southern Health-Santé Sud
Winnipeg Regional Health Authority
Rehabilitation Centre for Children, Inc.
St.Amant Inc.
Shared Health Inc.

Mental Health and Community Wellness
Addictions Foundation of Manitoba

Seniors and Long Term Care

EDUCATION AND ECONOMIC DEVELOPMENT

Advanced Education, Skills and Immigration

Assiniboine Community College
Brandon University
Red River College
Université de Saint-Boniface
University College of The North
University of Manitoba
University of Winnipeg

Education and Early Childhood Learning

Public School Divisions
Beautiful Plains School Division
Border Land School Division
Brandon School Division
Division scolaire franco-manitobaine
Evergreen School Division
Flin Flon School Division
Fort La Bosse School Division
Frontier School Division
Garden Valley School Division
Hanover School Division
Interlake School Division
Kelsey School Division
Lakeshore School Division
Lord Selkirk School Division
Louis Riel School Division
Manitoba Institute of Trades and Technology
Mountain View School Division
Mystery Lake School District
Park West School Division
Pembina Trails School Division
Pine Creek School Division
Portage la Prairie School Division
Prairie Rose School Division
Prairie Spirit School Division
Red River Valley School Division
River East Transcona School Division
Rolling River School Division
Seine River School Division
Seven Oaks School Division
Southwest Horizon School Division
St James-Assiniboia School Division
Sunrise School Division
Swan Valley School Division
Turtle Mountain School Division
Turtle River School Division
Western School Division
Whiteshell School District
Winnipeg School Division

SCHEDULE 8 (cont'd)

GOVERNMENT ORGANIZATIONS, COMPONENTS AND BUSINESS ENTERPRISES COMPRISING THE GOVERNMENT REPORTING ENTITY

EDUCATION AND ECONOMIC DEVELOPMENT (continued)

Economic Development, Investment and Trade
 Communities Economic Development Fund
 Economic Development Winnipeg Inc. - Note b
 Industrial Technology Centre - Note d
 Manitoba Development Corporation
 Manitoba Opportunities Fund Ltd.
 Research Manitoba
 Rural Manitoba Economic Development Corporation

FAMILIES

Families
 General Child and Family Services Authority
 Manitoba Housing and Renewal Corporation

COMMUNITY AND RESOURCE DEVELOPMENT

Agriculture

Manitoba Agricultural Services Corporation

Environment, Climate and Parks

Efficiency Manitoba Inc.
 Manitoba Hazardous Waste Management Corporation

Indigenous Reconciliation and Northern Relations

Transportation and Infrastructure

Municipal Relations

Manitoba Water Services Board
 North Portage Development Corporation - Note a

General Government

Public Debt

Natural Resources and Northern Development

Mining Rehabilitation Reserve Fund
 Quarry Rehabilitation Reserve Fund
 Abandonment Reserve Fund
 Manitoba Potash Corporation

Notes:

- North Portage Development Corporation is a government business partnership.
- Economic Development Winnipeg is a government partnership.
- Fiscal Stabilization Account
- This is the last year the entity will be reported in the GRE.
- Reports to Minister of Finance.
- Reports to Minister of Justice.
- Reports to Minister of Sport, Culture and Heritage.

JUSTICE AND OTHER EXPENDITURES

Public Service Commission
 Employee Pensions and Other Costs
 Executive Council
 Legislative Assembly
 Tax Credits

Labour, Consumer Protection and Government Services

Manitoba Education, Research and Learning Information Networks (MERLIN)
 Materials Distribution Agency
 Vehicle and Equipment Management Agency
 Entrepreneurship Manitoba
 The Public Guardian and Trustee of Manitoba

Finance

Funeral Board of Manitoba - Note d
 Insurance Council of Manitoba
 Manitoba Financial Services Agency
 Pension Asset Fund
 Special Operating Agencies Financing Authority
 Vital Statistics Agency - Note d

Justice

Legal Aid Manitoba
 Liquor, Gaming and Cannabis Authority of Manitoba
 Manitoba Horse Racing Commission - Note d
 Manitoba Law Reform Commission

Sport, Culture and Heritage

Le Centre culturel franco-manitobain
 Manitoba Arts Council
 Manitoba Centennial Centre Corporation
 Manitoba Combative Sports Commission
 Manitoba Film and Sound Recording Development Corporation
 Sport Manitoba Inc.
 Travel Manitoba

SPECIAL ACCOUNTS

not attached to a Sector or Department
 Rainy Day Fund - Note c

GOVERNMENT BUSINESS ENTERPRISES: (Schedule 3)

Utility:

Manitoba Hydro-Electric Board - Note e

Insurance:

Deposit Guarantee Corporation of Manitoba - Note e

Manitoba Public Insurance Corporation - Note f

Finance:

Manitoba Liquor and Lotteries Corporation - Note g

SCHEDULE 9

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF OPERATIONS BY SECTOR

For the Year Ended March 31, 2022

(\$ millions)

	Health		Education and Economic Development		Families		Community and Resource Development	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
	Actual	Restated	Actual	Restated	Actual	Restated	Actual	Restated
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
REVENUE								
Income taxes.....	-	-	-	-	-	-	-	-
Other taxes.....	-	-	759	942	-	-	-	-
Fees and other revenue.....	537	536	824	740	138	139	775	574
Federal transfers.....	1,696	1,604	379	311	52	47	335	80
Contributions from entities within the Government Reporting Entity.....	119	98	207	266	-	1	3	3
Sinking funds and other investment earnings.....	5	6	47	49	-	-	2	4
TOTAL REVENUE	2,357	2,244	2,216	2,308	190	187	1,115	661
EXPENSE								
Personnel services.....	4,478	4,273	3,393	3,358	209	168	279	294
Grants/Transfer payments.....	1,402	1,634	616	643	372	239	443	936
Transportation.....	74	71	18	15	1	2	41	36
Communication.....	23	23	24	21	4	5	9	8
Supplies and services.....	1,111	978	509	477	149	156	185	329
Social assistance related.....	-	-	193	154	1,184	1,389	605	88
Other operating.....	368	243	91	20	451	93	87	156
Debt servicing.....	54	56	88	88	35	41	24	27
Minor capital.....	15	19	82	97	-	-	2	5
Amortization.....	212	213	187	178	60	59	268	261
TOTAL EXPENSE	7,737	7,510	5,201	5,051	2,465	2,152	1,943	2,140
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	(5,380)	(5,266)	(2,985)	(2,743)	(2,275)	(1,965)	(828)	(1,479)

SCHEDULE 9 (cont'd)

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

CONSOLIDATED STATEMENT OF OPERATIONS BY SECTOR

For the Year Ended March 31, 2022

(\$ millions)

	Justice and Other Expenditures		General Government (Note a)		Adjustments (Note b)		Total	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
	Actual	Restated	Actual	Restated	Actual	Actual	Actual	Restated
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
REVENUE								
Income taxes.....	61	-	5,184	4,199	-	-	5,245	4,199
Other taxes.....	-	-	3,758	3,534	(32)	(47)	4,485	4,429
Fees and other revenue.....	311	316	3	4	(109)	(18)	2,479	2,291
Federal transfers.....	253	140	3,548	3,718	-	-	6,263	5,900
Contributions from entities within the Government Reporting Entity.....	-	(6)	320	600	(328)	(362)	321	600
Sinking funds and other investment earnings.....	(10)	(10)	270	276	-	-	314	325
TOTAL REVENUE	615	440	13,083	12,331	(469)	(427)	19,107	17,744
EXPENSE								
Personnel services.....	669	647	3	7	12	12	9,043	8,759
Grants/Transfer payments.....	398	534	97	162	(416)	(461)	2,912	3,687
Transportation.....	21	34	-	-	-	-	155	158
Communication.....	39	20	-	-	-	-	99	77
Supplies and services.....	532	559	2	2	(82)	8	2,406	2,509
Social assistance related.....	-	-	-	-	-	-	1,982	1,631
Other operating.....	308	432	18	131	14	13	1,337	1,088
Debt servicing.....	5	6	761	751	-	-	967	969
Minor capital.....	9	85	-	-	-	1	108	207
Amortization.....	65	66	7	6	3	-	802	783
TOTAL EXPENSE	2,046	2,383	888	1,059	(469)	(427)	19,811	19,868
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	(1,431)	(1,943)	12,195	11,272	-	-	(704)	(2,124)

Note a: The general government category includes revenue from sources that cannot be attributed to a particular sector. It also includes federal revenues and expenses related to emergency services and disaster assistance.

Note b: Consolidation adjustments are necessary to conform sectors to Government accounting policies and to eliminate transactions between sectors.

SCHEDULE 10

SUMMARY FINANCIAL STATEMENTS

RESTATED BUDGET

For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ millions)			Restated
	Print	Adjustments		
		Note a	Note b	
TOTAL REVENUE	17,838	-	-	17,838
EXPENSES				
Legislative Assembly.....	51	-	-	51
Executive Council.....	4	2	-	6
Advanced Education, Skills and Immigration.....	1,516	20	18	1,554
Agriculture.....	441	-	(71)	370
Crown Services.....	2	-	(2)	-
Economic Development, Investment and Trade.....	225	97	(30)	292
Education and Early Childhood Learning.....	3,072	192	186	3,450
Environment, Climate and Parks.....	204	1	(40)	165
Families.....	2,197	6	(173)	2,030
Finance.....	108	108	(42)	174
Health.....	6,624	461	-	7,085
Indigenous Reconciliation and Northern Relations.....	31	8	-	39
Justice.....	700	35	2	737
Labour, Consumer Protection and Government Services	338	160	49	547
Legislative and Public Affairs.....	4	-	(4)	-
Mental Health and Community Wellness.....	351	17	-	368
Municipal Relations.....	384	41	(7)	418
Natural Resources and Northern Development.....	-	-	111	111
Public Service Commission.....	27	9	-	36
Seniors and Long Term Care.....	-	-	-	-
Sport, Culture and Heritage.....	79	14	3	96
Transportation and Infrastructure.....	499	-	-	499
Tax Credits.....	46	-	-	46
Enabling Appropriations (Note c).....	1,438	(1,171)	-	267
Emergency Expenditures.....	100	-	-	100
Debt Servicing.....	994	-	-	994
Total Expenses	19,435	-	-	19,435
NET INCOME (LOSS) FOR THE YEAR	(1,597)	-	-	(1,597)

Note a: In addition to government ministries, separate "service headings" exist to provide expenditure authority for programs that are delivered by a number of ministries, where it is desirable to know the total amount allocated to the program, or where the allocation to various ministries is not known at the time of printing the budget. In some cases funding is allocated, as required, from Enabling Appropriations to ministries by the Minister of Finance under authority granted by section 33 of The Financial Administration Act. This restatement has no impact to total expenditures, total revenues or to net loss.

Note b: On January 18, 2022, the Province announced organizational changes that resulted in transfers of certain functions between departments. This restatement has no impact to net loss.

Note c: \$1,180 million was originally budgeted for COVID-19 Expenditures in Budget 2021 and is part of Enabling Appropriations. This expenditure authority has been reallocated to ministries for COVID-19 related programs and services delivered by the various ministries during the year.

Information Provided Under Statutory Requirement

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2022



INFORMATION PROVIDED UNDER STATUTORY REQUIREMENT

TABLE OF CONTENTS

Under the Financial Administration Act:

Rainy Day Fund Statement of Transfers and Account Balance – Auditor’s Report	121
Rainy Day Fund Statement of Transfers and Account Balance	125
Rainy Day Fund Schedule of Supplementary Information	126
Statement of the Total Amount of Debt or Obligation due His Majesty Written Off in Whole or in Part	127
Statement of Special Warrants of Her Honour The Lieutenant Governor of Manitoba	128
Statement of the Claims Settled	129
Statement of Expenditures Related to Capital and Future Contract Commitments	130
Statement of Revenue and Expense Related to Roadway and Municipal Infrastructure	132
Report on Transfer Between Operating Expenditure Appropriations within Department	133

Under the Fiscal Responsibility Report:

Statement of Calculation of Surplus or Deficit Under The Fiscal Responsibility and Taxpayer Protection Act	134
---	-----

Under the Health Services Insurance Act:

Statement of Health Services Insurance Plan – Auditor’s Report	137
Statement of Expenditures for Hospital, Medical, and Other Health Services Under The Manitoba Health Services Insurance Plan	139

Under the Legislative Assembly Act:

Report of Income from Crown Agencies	140
--------------------------------------	-----



INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the Legislative Assembly of the Province of Manitoba

Opinion

We have audited the accompanying Fiscal Stabilization Account "Rainy Day Fund" Statement of Transfers and Account Balance of the Province of Manitoba ("the Province") for the year ended March 31, 2022 ("the statement").

In our opinion, the financial information in the statement of the Province of Manitoba for the year ended March 31, 2022 is prepared, in all material respects, in accordance with Note 2 to the statement.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Statement section of our report. We are independent of the Province in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the statement in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Emphasis of Matter - Basis of Accounting

We draw attention to Note 2 to the statement, which describes the basis of accounting. The statement is prepared to assist the Province to meet the requirements of Section 65(1)(b) of *The Financial Administration Act*. As a result, the statement may not be suitable for another purpose. Our opinion is not modified in respect of this matter.

Other Matter – Supplementary Information

We draw attention to the fact that the supplementary information included in The Schedule of Supplementary Information does not form part of the financial statements. We have not audited or reviewed this supplementary information and, accordingly, we do not express an opinion, a review conclusion or any other form of assurance on this supplementary information.

Other Information

Management is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the Province of Manitoba Annual Report and Public Accounts (“annual report”), but does not include the statement and our auditor’s report thereon.

Our opinion on the statement does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the statement, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the statement or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated.

We obtained the annual report prior to the date of this auditor’s report. If, based on the work we have performed on the other information that we obtained prior to the date of this auditor’s report, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Statement

Management is responsible for the preparation of this statement in accordance with Note 2, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of the statement that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Province’s financial reporting process.

Auditor’s Responsibilities for the Audit of the Statement

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the statement as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor’s report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of this statement.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the statement, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Province's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

*Original signed by
Tyson Shtykalo*

Winnipeg, Manitoba
September 27, 2022

Tyson Shtykalo, CPA, CA
Auditor General

RAINY DAY FUND*
STATEMENT OF TRANSFERS AND ACCOUNT BALANCE
 For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ thousands)	
	2022	2021
Transfer to Core Government operations	-	(215,000)
Account Balance, beginning of year	<u>585,000</u>	<u>800,000</u>
Account Balance, end of year	<u><u>585,000</u></u>	<u><u>585,000</u></u>

1. The Fiscal Stabilization Account is also known and commonly referred to as the Rainy Day Fund. The Fiscal Stabilization Account was established under the authority of subsection 26.1(1) of The Financial Administration Act. The Fiscal Stabilization Fund established under The Fiscal Stabilization Fund Act is continued as the Fiscal Stabilization Account. The legislated purpose of the Account is to assist in stabilizing the fiscal position by supporting core government operations in a fiscal year or to repay debt. Under subsection 26.1(3) the Minister of Finance, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, may deposit in the Account any part of the revenue or other financial assets received in the core government in any fiscal year. Under subsection 26.1(4), the Minister of Finance may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, transfer all or part of the Account balance to the core government.
2. Transactions in the Fiscal Stabilization Account are accounted for on an accrual basis and reflect the transfers made under Section 26.1(3) and 26.1(4) of The Financial Administration Act. Transfers are determined by the Minister of Finance and are authorized with an Order in Council. The report on these transactions is made in accordance with Section 65(1)(b) of The Financial Administration Act.
3. Subsection 26.1(2) of The Financial Administration Act stipulates that the Minister of Finance shall make every effort to ensure that the balance of the Account at the end of each fiscal year is at least 5% of the core government expenditures for that year.

* Refers to the Fiscal Stabilization Account established under The Fiscal Stabilization Fund Act.

RAINY DAY FUND*

SCHEDULE OF SUPPLEMENTARY INFORMATION

(Unaudited)

For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ thousands)	
	2022	2021
Account Balance, beginning of year	585,000	800,000
- Transfer to Core Government - allocated to COVID-19 related expenditures	<u>-</u>	<u>(215,000)</u>
Account Balance, end of year	<u><u>585,000</u></u>	<u><u>585,000</u></u>

* Refers to the Fiscal Stabilization Account established under The Fiscal Stabilization Fund Act

STATEMENT OF THE TOTAL AMOUNT OF DEBT OR OBLIGATION DUE HIS MAJESTY WRITTEN OFF IN WHOLE OR IN PART

For the Year Ended March 31, 2022

As Required by Section 24B of The Financial Administration Act

	\$
ADVANCE EDUCATION, SKILLS AND IMMIGRATION (XLIV)	
Accounts Receivable.....	167,579
AGRICULTURE (III)	
Manitoba Agricultural Services Corporation.....	584,848
ENVIRONMENT, CLIMATE AND PARKS (XII)	
Accounts Receivable.....	9,463
FAMILIES (IX)	
Accounts Receivable.....	1,021,584
TRANSPORTATION AND INFRASTRUCTURE (XV)	
Accounts Receivable.....	50,428
MUNICIPAL RELATIONS (XIII)	
Accounts Receivable.....	451
NATURAL RESOURCES AND NORTHERN DEVELOPMENT (XXV)	
Accounts Receivable.....	8,200
SPORTS, CULTURE AND HERITAGE (XIV)	
Accounts Receivable.....	265
	<u>1,842,818</u>

STATEMENT OF THE CLAIMS SETTLED

As Required by Section 41(7) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2022

	\$
Environment, Climate and Parks (XII).....	8,082
Emergency Expenditures (XXVII).....	86,237,465
Families (IX).....	123,500
Justice (IV).....	124,002
Labour, Consumer Protection and Government Services (VIII).....	84,168
Natural Resources and Northern Development (XXV).....	10,000
	<u>86,587,217</u>

STATEMENT OF EXPENDITURES RELATED TO CAPITAL AND FUTURE CONTRACT COMMITMENTS

As Required by Section 45(3) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2022

DEPARTMENT	FUTURE COMMITMENT \$
LEGISLATIVE ASSEMBLY (I)	
Service contracts.....	247,448
	<u>247,448</u>
EXECUTIVE COUNCIL (II)	
Service contracts.....	600
	<u>600</u>
AGRICULTURE (III)	
Service contracts.....	1,142,367
	<u>1,142,367</u>
ENVIRONMENT, CLIMATE AND PARKS (XII)	
Service contracts.....	14,272,460
Acquisition or construction of capital	792,394
	<u>15,064,854</u>
EDUCATION AND EARLY CHILDHOOD LEARNING (XVI)	
Service contracts.....	1,082,470
	<u>1,082,470</u>
FAMILIES (IX)	
Service contracts.....	272,063,893
Rental of capital assets.....	1,150,376
	<u>273,214,269</u>
FINANCE (VII)	
Service contracts.....	714,000
	<u>714,000</u>
HEALTH (XXI)	
Service contracts.....	1,377,051
	<u>1,377,051</u>
INDIGENOUS RECONCILIATION AND NORTHERN RELATIONS (XIX)	
Service contracts.....	3,524,820
	<u>3,524,820</u>

STATEMENT OF EXPENDITURES RELATED TO CAPITAL AND FUTURE CONTRACT COMMITMENTS (cont'd)

As Required by Section 45(3) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2022

DEPARTMENT	FUTURE COMMITMENT \$
JUSTICE (IV)	
Service contracts.....	2,628,463
Acquisition or construction of capital	950,000
	<u>3,578,463</u>
LABOUR, CONSUMER PROTECTION AND GOVERNMENT SERVICES (VIII)	
Service contracts.....	85,070,975
Rental of capital assets.....	9,578,706
Acquisition or construction of capital	64,190,056
	<u>158,839,737</u>
MENTAL HEALTH AND COMMUNITY WELLNESS (XXIV)	
Service contracts.....	404,131
	<u>404,131</u>
MUNICIPAL RELATIONS (XIII)	
Service contracts.....	1,010,459
Rental of capital assets.....	90,120
Acquisition or construction of capital	747,729
	<u>1,848,308</u>
NATURAL RESOURCES AND NORTHERN DEVELOPMENT (XXV)	
Service contracts.....	50,000
Acquisition or construction of capital	384,500
	<u>434,500</u>
PUBLIC SERVICE COMMISSION (XVII)	
Service contracts.....	102,600
	<u>102,600</u>
SPORT, CULTURE AND HERITAGE (XIV)	
Service contracts.....	292,833
	<u>292,833</u>
TRANSPORTATION AND INFRASTRUCTURE (XV)	
Service contracts.....	23,069,578
Acquisition or construction of capital	358,544,211
	<u>381,613,789</u>
Totals	
Service contracts.....	407,054,148
Rental of capital assets.....	10,819,202
Acquisition or construction of capital	425,608,890
TOTAL	<u><u>843,482,240</u></u>

NOTE: The Appropriation Act, 2021 authorizes the Government to commit to expenditures up to an amount not exceeding \$1,000,000,000 for the purpose of ensuring completion of projects or fulfilling contracts initiated in the year ended March 31, 2022. Any expenditures so committed must be included in the estimates of the fiscal year in which the expenditure is to be made or incurred.

STATEMENT OF REVENUE AND EXPENSE RELATED TO ROADWAY AND MUNICIPAL INFRASTRUCTURE

As Required by Section 67.1(3) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2022

	<u>2022</u>	<u>2021</u>
	\$	Restated \$
REVENUE		
Net Gasoline and Motive Fuel Tax - Note 1.....	323,117,168	299,371,004
	<u>323,117,168</u>	<u>299,371,004</u>
Less: Tax attributed to aircrafts and locomotives.....	13,941,473	13,931,760
TOTAL REVENUE	<u>309,175,695</u>	<u>285,439,244</u>
EXPENSES		
Highways and Transportation Programs	1,942,766	1,885,041
Construction and Maintenance		
Maintenance and preservation of provincial trunk highways, provincial roads and related projects.....	152,390,560	147,038,982
Winter roads.....	9,070,324	8,371,075
Infrastructure assets - provincial roads and highways.....	232,926,655	231,849,529
Road construction and maintenance.....	394,387,539	387,259,586
General assets - road related.....	3,751,666	3,372,224
Other construction and maintenance.....	3,751,666	3,372,224
Total Construction and Maintenance.....	398,139,205	390,631,810
TOTAL EXPENSES	<u>400,081,971</u>	<u>392,516,851</u>
NET RESULT FOR THE YEAR	<u>(90,906,276)</u>	<u>(107,077,607)</u>

Note 1: Amount refers to proceeds of tax paid into the Consolidated Fund, net of authorized refunds.

REPORT ON TRANSFER BETWEEN OPERATING EXPENDITURE APPROPRIATIONS WITHIN DEPARTMENT

As Required by Section 34.1(3) of The Financial Administration Act
For the Year Ended March 31, 2022

TRANSFER BETWEEN OPERATING EXPENDITURE APPROPRIATIONS WITHIN DEPARTMENT

The net effect of all transfers, as reported to the Minister of Finance pursuant to Section 34.1(3) of The Financial Administration Act, are as follows:

	\$
Net effect of all transfers for the year ended March 31, 2022	<u><u>NIL</u></u>

STATEMENT OF CALCULATION OF SURPLUS OR DEFICIT UNDER THE FISCAL RESPONSIBILITY AND TAXPAYER PROTECTION ACT

(Unaudited)

For the Year Ended March 31, 2022

	(\$ millions)		
	Budget	2022	2021 Restated
Revenue	17,838	19,107	17,744
Expenditure	19,435	19,811	19,868
Net Income (Loss)	(1,597)	(704)	(2,124)
Less adjustments:			
1) Net Income Manitoba Hydro	(190)	248	(119)
2) Rainy Day Fund (also known as the Fiscal Stabilization Account)	-	-	215
Deficit balance for the purposes of The Fiscal Responsibility and Taxpayer Protection Act	(1,787)	(456)	(2,028)
Baseline Deficit*	(1,768)	(1,768)	(2,021)
* Baseline Deficit, March 31, 2021	(2,021)		
Annual Reduction	253		
Baseline Deficit, March 31, 2022	(1,768)		

NOTE 1: The Fiscal Responsibility and Taxpayer Protection Act requires the government not to incur a deficit greater than the baseline amount and penalizes ministers by reducing their salaries if this requirement is not met. Amendments to the Act received Royal Assent on May 20, 2021 that reset the baseline amount to be the deficit calculated in accordance with provisions of the Act for fiscal year 2021. In subsequent years, the baseline amount is reduced by 1/8 of the 2020-21 deficit. For the fiscal year 2022, the baseline amount is \$1,768 million.

NOTE 2: The Act requires the government to withhold 20% of the ministerial salaries. This percentage will increase to 40% if the government has a deficit exceeding the baseline amount for two consecutive years. The withheld amounts will be paid back to the ministers if there is no deficit incurred or if the deficit is below the baseline amount by 1/8 of the 2020-21 deficit of \$2,021 million or more. For other deficits less than the baseline amount, the repayment amount will be prorated.

NOTE 3: For the 2022 fiscal year, the actual deficit is below the baseline amount by \$1,312 million. The Government is therefore in compliance with the Act. Once this report is tabled in the Assembly, the following withheld amounts will be paid back.

STATEMENT OF CALCULATION OF SURPLUS OR DEFICIT UNDER THE FISCAL RESPONSIBILITY AND TAXPAYER PROTECTION ACT

(cont'd)

(Unaudited)

For the Year Ended March 31, 2022

	Amount of Salaries Withheld	Salary Reduction	Amount to be Paid Back
Stefanson, Hon. H.	\$10,716	-	\$10,716
Clarke, Hon. E.	5,220	-	5,220
Cox, Hon. C.	8,739	-	8,739
Cullen, Hon. C.	10,675	-	10,675
Eichler, Hon. R.	8,739	-	8,739
Ewasko, Hon. W.	10,675	-	10,675
Fielding, Hon. S.	10,675	-	10,675
Friesen, Hon. C.	10,675	-	10,675
Goertzen, Hon. K.	11,655	-	11,655
Gordon, Hon. A.	10,675	-	10,675
Guillemard, Hon. S.	10,675	-	10,675
Hewler, Hon. R.	10,675	-	10,675
Johnson, Hon. D.	10,675	-	10,675
Pallister, Hon. B.	7,137	-	7,137
Pedersen, Hon. B.	3,255	-	3,255
Schuler, Hon. R.	8,211	-	8,211
Squires, Hon. R.	10,675	-	10,675
Wharton, Hon. J.	10,675	-	10,675
	<u>\$170,422</u>	<u>-</u>	<u>\$170,422</u>



INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

To the Legislative Assembly of the Province of Manitoba

To the Minister of Health

Opinion

We have audited the Statement of Expenditures for Hospital, Medical, and Other Health Services of the Manitoba Health Services Insurance Plan ("the Plan") for the year ended March 31, 2022 ("the financial statement").

In our opinion, the financial information in the financial statement of the Plan for the year ended March 31, 2022 is prepared, in all material respects, in accordance with Section 6(1) of *The Health Services Insurance Act*.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statement* section of our report. We are independent of the Plan in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statement in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Emphasis of Matter - Basis of Accounting

We draw attention to the financial statement, which describes the basis of accounting. The financial statement is prepared to assist the Plan to meet the requirements of Section 6(1) of *The Health Services Insurance Act*. As a result, the financial statement may not be suitable for another purpose. Our opinion is not modified in respect of this matter.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statement

Management is responsible for the preparation of this financial statement in accordance with Section 6(1) of *The Health Services Insurance Act* and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of the financial statement that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Plan's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statement

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statement as a whole is free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of this financial statement.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statement, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Plan's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

*Original signed by
Tyson Shtykalo*

Winnipeg, Manitoba
September 19, 2022

Tyson Shtykalo, CPA, CA
Auditor General

STATEMENT OF EXPENDITURES FOR HOSPITAL, MEDICAL, AND OTHER HEALTH SERVICES UNDER THE MANITOBA HEALTH SERVICES INSURANCE PLAN

As required by section 6(1) of the Health Services Insurance Act
for the Year Ended March 31, 2022

	2022	2021
Hospital Services	\$3,581,388,482	\$3,898,966,830
Medical Services	1,486,605,797	1,397,614,672
Other Health Services	44,807,087	41,048,934

The table above summarizes all expenses incurred for services received and are recognized at a gross amount on an accrual basis under the Manitoba Health Services Insurance Plan during the fiscal year.

Grants paid to the Health Authorities are recognized as expenses in the period the transfer is authorized, any eligibility criteria are met, and the amount can be reasonably estimated.

Hospital service payments include services that an insured person is entitled under the Plan to receive at any hospital, surgical facility or personal care home without payment except for any authorized charges that he or she may be liable to pay are:

- in-patient services and out-patient services in a hospital and out-patient services in a surgical facility;
- such services in a hospital as may be specified in the regulations as being additional hospital services that an insured person is entitled to receive under the Plan; and
- subject to any special waiting period in respect of personal care prescribed in the regulations, and subject to meeting the admission requirements for the personal care home personal care provided in premises designated as personal care homes.

Medical service payments include all services rendered by a medical practitioner that are medically required, but does not include services excepted by the regulations.

Other health service payments include chiropractic, optometric, or midwifery services, or services provided in hospitals by certified oral surgeons, or to the provision of prosthetic orthotic devices, or any or all of those services.

REPORT OF INCOME FROM CROWN AGENCIES

As Required by Section 52.27.1(1) of The Legislative Assembly Act
Issued Relative to the Year Ended March 31, 2022

PAYMENTS TO MLAs FROM CROWN AGENCIES

The reported amounts do not include remuneration or expenses received by the MLAs during the fiscal year for duties performed as a board member of a Crown agency. These amounts, as reported to the Minister of Finance pursuant to Section 52.27.1(1) of The Legislative Assembly Act, are as follows:

	\$
Amounts issued for the year ended March 31, 2022	<u><u>NIL</u></u>

GLOSSARY OF KEY TERMS

Borrowings: Securities issued in the name of the province to capital markets investors, including debentures, treasury bills, promissory notes, medium-term notes and Manitoba Savings Bonds

Debt servicing cost: Interest and other expenses associated with provincial borrowings

Financial assets: Assets of the province such as cash, investments, loans and accounts receivable that could be readily converted to cash in order to pay the province's liabilities or finance its future operations

Generally Accepted Accounting Principles (GAAP): Standard accounting practices and reporting guidelines as prescribed by the Chartered Professional Accountants of Canada

Government Business Enterprises (GBEs): A government organization with the financial and operating authority to carry on a business, which sells goods or services to individuals and organizations outside the GRE and can maintain its business on those revenues

Government Business Partnership (GBP): A government partnership with the financial and operating authority to carry on a business, which sells goods or services to individuals and organizations outside the GRE and can maintain its business on those revenues; governments include its proportionate share of the partnership only in the consolidated summary financial statements

Government component: An integral part of government, such as a department or fund, that is not a separate entity with the power to contract in its own name and that can sue and be sued

Government organization: Any organization controlled by a government that is a separate entity with the power to contract in its own name and that can sue and be sued (e.g., public sector organizations such as regional health authorities, school divisions, universities and colleges) – see also ORE.

Government partnership: A contractual arrangement between the government and other partners to cooperate toward clearly-defined common goals, make a financial investment in the partnership, have shared control of the decision on an ongoing basis, and share, on an equitable basis, the risks and benefits of the partnership

Government Reporting Entity (GRE): Includes government departments, organizations, business entities and partnerships; and other reporting entities

Gross Domestic Product (GDP): Represents the total market value of all goods and services produced in the Manitoba economy

Guarantees: Province's guarantee to honour the repayment of debt or loans of an organization, primarily GBEs (e.g., Manitoba Hydro Savings Bonds)

Ministry: A grouping of government components, organizations and partnerships within a specific area of public administration that is presided over by a minister, not including GBEs and GBPs

Net debt to GDP ratio: Ratio of government net debt relative to the total market value of all goods and services produced in the Manitoba economy; net debt represents the total liabilities of the government minus its financial assets – a factor widely used by credit rating agencies and other analysts to evaluate the financial situation and trends of jurisdictions regarding their relative creditworthiness

Non-financial assets: Includes physical items such as tangible capital assets (e.g., buildings and roads) and consumable goods (e.g., inventories not normally converted to cash)

Other Comprehensive Income (OCI): An accounting recognition of unrealized gains and losses in fair market value of financial instruments (e.g., investments held as available for sale or trading or debt held in a foreign currency); currently, OCI accounting standards apply only to GBEs; measured as the change in

“mark-to-market” valuations, interest rates, or foreign exchange rates at year end (e.g., a one-day snapshot of the change in value when compared to the same day in the previous year)

Other Reporting Entities (OREs): Entities in the GRE (e.g., government organizations, government business entities, and government partnerships), including public sector organizations such as regional health authorities, school divisions, universities and colleges that are directly or indirectly controlled by the government, as prescribed by the Public Sector Accounting Board – excludes government departments – see also Government Organization

Pension liability: Outstanding actuarially-calculated pension liability of the government and participating government organizations; includes amounts funded through the voted appropriations of government departments, as well as the actuarially-determined increases in the pension liability

Public Sector Accounting Standards (PSAS): Authoritative standards for financial accounting and reporting developed through an organized standard-setting process, and issued by a recognized standard-setting body, that specify how transactions and other events are to be recognized, measured, presented and disclosed in a public sector entity’s financial statements; standards are established to meet the needs of users of financial statements by providing the information needed for accountability and decision making, derived from the CPA Canada Public Sector Accounting (PSA) Handbook, which are accounting standards that apply to all public sector entities (e.g., governments, government organizations and certain government partnerships) that issue general purpose financial statements, unless specifically directed or permitted to use alternative standards by the Public Sector Accounting Board

Summary net debt: Represents the total liabilities of the GRE minus its financial assets; reflects the residual amount that will have to be paid or financed by future revenue

Tangible Capital Assets (TCAs): Assets with a useful life extending beyond one year which are acquired, constructed or developed and held for use, not for resale

Expense Types

Personnel Services: All salaries and wages paid to Ministers, contract employees and regular civil servants are included in this category. Also included are indemnities, living and constituency allowances paid to M.L.A.'s, overtime, remoteness allowances, shift premiums and other negotiated payments for all employees. The employer portion of mandatory contributions to EI, CPP, Worker's Compensation, etc. are considered as personnel costs and are reported under this category.

Grants/Transfer Payments: Payments to various individuals and organizations in support of various projects and programs including bursaries, cultural activities, charitable organizations, etc. Grants, other than for capital purposes, and transfer payments to other governments and government agencies are reported in this category.

Transportation: Payments made for the transportation of government personnel, including Ministers and M.L.A.'s, other citizens and commodities are included in this category. Other costs of traveling such as accommodation and meals are recorded separately under the "Other Operating" category.

Communication: The cost of telephones, postage, advertising and other costs related to the dissemination of information to the public or to the employees of the government are included in this category.

Supplies and Services: The cost of goods and services that are used in the current operations of the government such as construction materials, office supplies, utilities, leased space, rental of equipment and vehicles and the payment to outside professional persons and firms are included in this category.

Debt Servicing: This includes the costs related to the public debt of the province such as debt redemptions, premiums, interest, and other charges by banks for exchange and other services, etc.

Other Operating: The payments for accommodation and meals for civil servants while on government business are shown under this classification. Also included are computer related expenses, insurance, employer educational assistance and other costs that cannot be included in another category.

Social Assistance and Related Costs: This classification represents expenditures for goods, services and/or benefits provided to citizens for their direct consumption as social assistance provisions.

Minor Capital: This category includes costs for the purchase, construction or improvement of capital assets that are under the established capitalization dollar threshold established for each asset class.

Amortization: Amortization is the process of allocating the cost of a tangible capital asset, less its residual value, over its estimated useful life in order to match costs with the revenue or public services that they help generate.



A small, rectangular plaque mounted on the stone wall of the tower. The text on the plaque is illegible due to the image resolution and lighting.

Disponible en d'autres formats, sur demande